

Changer le cours des choses
pour l'environnement et la population

Rapport annuel du FEM, 2003



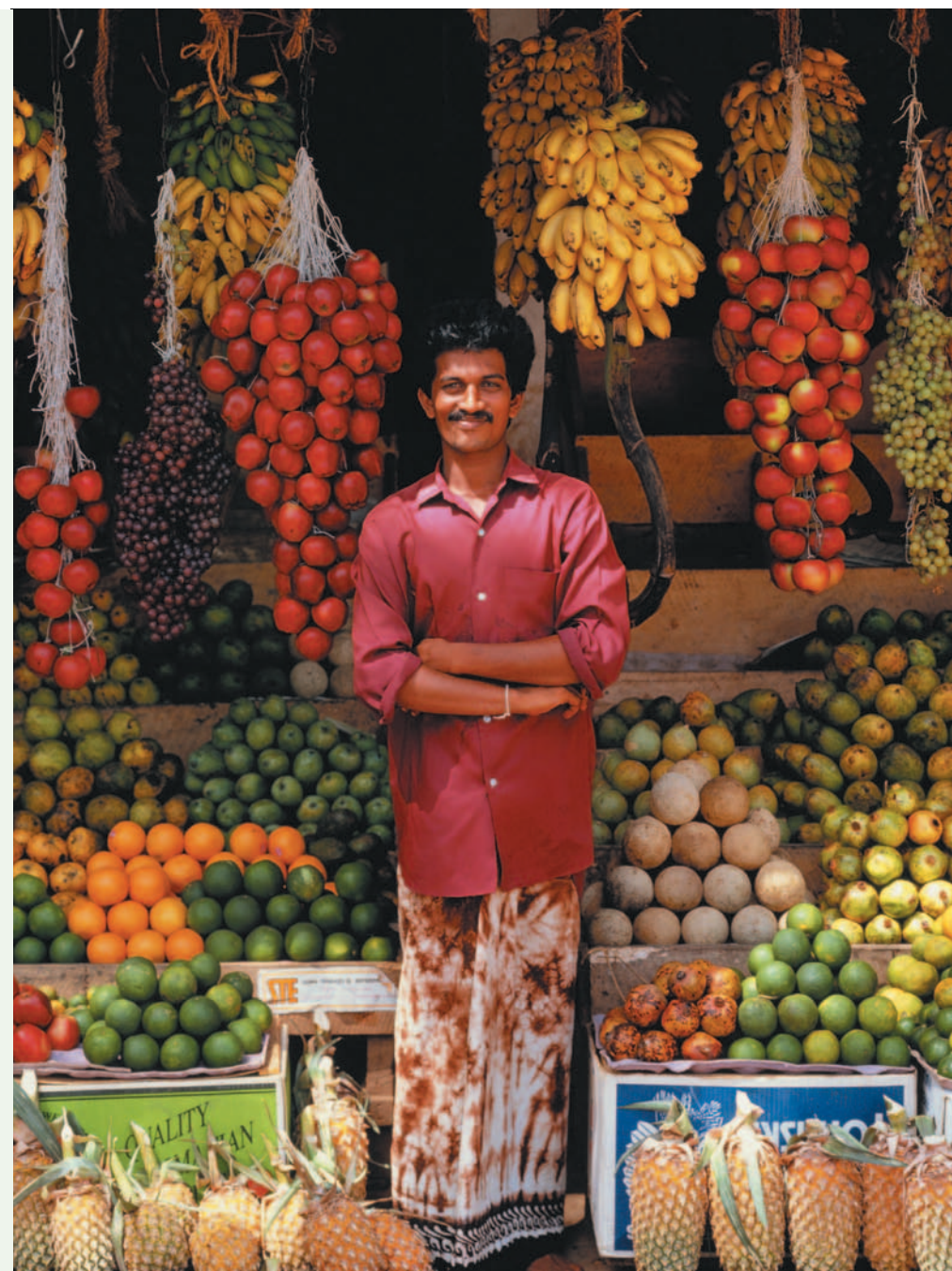
FONDS
POUR L'ENVIRONNEMENT
MONDIAL

Au FEM, nous avons à cœur de protéger l'environnement de la planète tout en favorisant le développement durable et en proposant des moyens de subsistance et des possibilités aux plus démunis.

LEN GOOD
DIRECTEUR GÉNÉRAL ET PRÉSIDENT
DU FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL

Rapport annuel du FEM, 2003

Qu'est-ce que le FEM ?	3
Le mot du directeur général et président	4
Changer le cours des choses pour l'environnement et la population	
Amazonie brésilienne	6
Réserve naturelle de Dana	7
Soudan	8
Sri Lanka	9
Le portefeuille du FEM	
Ressources allouées et cofinancement 1991–2003	10
Types de projet	11
Diversité biologique	12
Eaux internationales	12
Changements climatiques	13
Domaines d'intervention et régions	14
Nouveaux projets et programmes du FEM en 2003	
Diversité biologique	16
Changements climatiques	17
Eaux internationales	18
Dégradation des sols	19
Appauvrissement de la couche d'ozone	19
Polluants organiques persistants	19
Activités intersectorielles	19
Situation de la Caisse du FEM et États financiers en 2003	21
Membres de la famille du FEM	
Membres du Conseil et suppléants du FEM	63
Principaux interlocuteurs du FEM dans les pays	65
ONG : Points de contact régionaux du FEM	81
Membres du Groupe consultatif pour la science et la technologie	82
Publications du FEM	83





Qu'est-ce que le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) ?

Le FEM réunit 176 pays — en partenariat avec des institutions internationales, des organisations non gouvernementales (ONG) et le secteur privé — pour s'attaquer à des problèmes environnementaux à caractère mondial tout en encourageant un développement durable au niveau national. Il est le moteur des actions visant à renforcer le patrimoine environnemental de la planète.

Le FEM facilite la coopération internationale, faisant progresser le monde sur la voie d'un développement durable. Il est le trait d'union des enjeux écologiques à l'échelle locale, nationale et mondiale. En tout juste 12 ans, le FEM est devenu une entité efficace et transparente qui affiche des résultats solides. Il est aujourd'hui la première source de financement des projets qui visent

à améliorer l'état environnemental du globe. Le FEM a accordé des financements à hauteur de 4,5 milliards de dollars et mobilisé 14,5 milliards de dollars de cofinancement au profit de plus de 1 400 projets réalisés dans plus de 140 pays en développement ou en transition.

Au cœur de ce dispositif se trouvent les trois Agents d'exécution — le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et la Banque mondiale — grâce auxquels le FEM obtient des résultats mesurables sur le terrain. Les Organismes d'exécution contribuent aussi à cet impact. Il s'agit de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), de l'Organisation des Nations Unies pour le développement

industriel (ONUDI), de la Banque africaine de développement (BAfD), de la Banque asiatique de développement (BAsD), de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), de la Banque interaméricaine de développement (BID) et du Fonds international de développement agricole (FIDA).

L'année 2003 a été marquée par trois changements institutionnels importants :

- *Le Conseil du FEM a décidé que les Agents d'exécution devaient avoir accès, directement par l'intermédiaire du Secrétariat, aux financements que le FEM alloue aux projets.* Le Secrétariat du FEM et l'Administrateur de la Caisse travaillent avec les Agents d'exécution pour arrêter le texte définitif des mémorandums

d'accord et des instruments fixant les modalités financières.

- *Le Groupe de suivi et d'évaluation est devenu indépendant. Il a directement accès au Conseil et aux membres de la famille du FEM, dont il relève.* Le recrutement international de son directeur est en cours.
- *L'accent continu à être mis sur les moyens de mesurer les résultats obtenus dans le cadre des programmes et des projets.* Au niveau des projets, l'adoption d'objectifs et d'indicateurs est venue renforcer le dispositif de suivi et d'évaluation. À celui des programmes, des objectifs et des indicateurs ont également été mis au point et seront appliqués pendant la période couverte par la Troisième reconstitution des ressources.

Le mot du directeur général et président



LEN GOOD

Il était d'usage de placer la protection de l'environnement et la promotion des moyens de subsistance dans deux compartiments bien distincts, chacun avec ses propres postulats, ses propres ancrages, son propre jargon. Mais quelques années peuvent beaucoup changer le cours des choses.

Aujourd'hui, ces deux mondes se rapprochent. Heureusement, d'ailleurs, car nous ne pouvons pas promouvoir le développement au profit des populations locales ni conserver des ressources susceptibles de procurer des moyens d'existence durables sans arrêter l'appauvrissement de la biodiversité et préserver les écosystèmes de la planète. La disparition de la faune et de la flore sauvages, des forêts et d'écosystèmes tout entiers, c'est aussi la disparition des nombreux services écologiques et des ressources qu'ils fournissaient. Et ce sont les pauvres des pays en développement qui sont les plus touchés, ceux qui dépendent le plus des ressources naturelles pour se nourrir, se soigner, se procurer un revenu et travailler.

Je suis ravi d'occuper aujourd'hui la fonction de directeur général et

président du FEM, une organisation idéalement placée pour concevoir des solutions à des problèmes environnementaux — anciens et nouveaux — de dimension mondiale tout en proposant des moyens de subsistance et des possibilités aux plus démunis. Au cours des 13 dernières années, le FEM a approuvé 4,5 milliards de financement au profit de plus de 1 400 projets visant à améliorer l'état environnemental de la planète. Cette mise de fonds a permis de mobiliser 14,5 milliards de cofinancement auprès d'autres institutions internationales, de banques régionales de développement, de bailleurs d'aide bilatérale, d'entreprises, d'organisations non gouvernementales (ONG) et de gouvernements de pays en développement. En outre, le FEM a engagé 117 millions de dollars au titre de plus de 4 000 microfinancements qui vont directement à des ONG, des groupes de proximité, des petits entrepreneurs, et à bien d'autres encore, pour favoriser la recherche de solutions locales à des problèmes environnementaux de portée mondiale.

Si le FEM est aujourd'hui bien connu pour l'effet positif de ses projets sur le patrimoine environnemental de

la planète, l'aide qu'il apporte pour améliorer les conditions de vie dans le monde est aussi une dimension essentielle de son travail. Faire reculer la pauvreté et associer les populations locales à la gestion avisée des ressources naturelles du globe sont des objectifs qui font partie intégrante de sa conception du développement durable.

Le projet d'électrification à Sri Lanka est un des exemples les plus probants d'exploitation de l'énergie solaire. Notre contribution ne se limite pas à la protection du climat de la Terre ; elle cherche aussi à améliorer les conditions de vie de dizaines de milliers de familles en fournissant une électricité propre à des villages non desservis par le réseau. M. A.R. Sumanarathna et sa famille dans la province de Sabaragamuwa est l'un des bénéficiaires de ce projet. Il nous dit : « Pendant 35 ans, nous avons utilisé des lampes à pétrole et jamais nous n'aurions pensé avoir un jour l'électricité. Maintenant nous pouvons avoir la télévision et la radio. J'ai ouvert un petit commerce de détail qui nous permet de vivre beaucoup plus confortablement que de petits travaux occasionnels. »

Ces exemples de projets du FEM protégeant l'environnement mondial et aidant les pauvres foisonnent. Les pages qui suivent montrent comment les opérations présentées ont obtenu de bons résultats grâce à la vision et aux nombreux efforts des notables locaux.

Lors de mes visites sur le site de différents projets au cours des derniers mois, j'ai été frappé de la façon dont le FEM et ses partenaires s'attaquaient directement aux causes profondes de la souffrance des pauvres et s'employaient à renforcer la stabilité politique, faire reculer la pauvreté et prévenir la maladie. Et plus nous irons, plus nous serons à l'écoute des besoins réels des populations des pays en développement pour qui nous travaillons. Je suis fier d'être associé à cet effort.

Rob Good



Programme de création de zones protégées en Amazonie : Protéger la nature et promouvoir des moyens de subsistance à l'échelon local



Pour préserver la richesse biologique de l'Amazonie brésilienne, ce pays a lancé le *Programme de création de zones protégées en Amazonie* en coopération avec le FEM, le Fonds mondial pour la nature, la KfW (Caisse allemande de développement), la Banque mondiale et d'autres acteurs. Il s'agit du plus grand programme conjoint de préservation des forêts tropicales jamais mis en œuvre dans le monde. Il vise à sauvegarder des échantillons représentatifs des 23 écorégions amazoniennes sur 50 millions d'hectares de zones protégées nouvellement créées. Il multipliera par trois la superficie des aires protégées du Brésil, la portant à une taille équivalente à celle de l'Espagne d'ici 2012.

L'un des principaux objectifs est de préserver cet écosystème d'une importance vitale tout en créant des moyens de subsistance durables. L'Amazonie brésilienne compte 20 millions d'habitants. La plupart sont établis en zone urbaine, mais 300 000 d'entre eux continuent à vivre de façon traditionnelle au sein de 170 groupes autochtones parlant 156 langues. Le programme amazonien permettra de constituer un fonds de dotation, de réaliser des investissements ciblés pour proposer d'autres activités génératrices de revenus à ces populations, de mettre au point des mécanismes de suivi et d'évaluation

de la biodiversité, et de doter chacune de ces zones d'un personnel permanent et qualifié.

Encore à un stade d'essai, les activités génératrices de revenus varieront d'une région à l'autre en fonction de la population et des écosystèmes concernés. Les possibilités qu'offrent l'artisanat, les concessions, l'écotourisme et d'autres activités respectueuses de l'environnement pouvant profiter à la population locale font actuellement l'objet d'études de faisabilité. Il est également prévu de placer neuf millions d'hectares sous un régime d'exploitation locale et durable, notamment dans le cadre de réserves d'extraction de ressources autres que le bois et de réserves pour un développement durable.

La participation locale est la pierre angulaire de ce programme dont le comité réunit des chercheurs, des responsables locaux, des saigneurs d'hévéas, des cueilleurs de noix, des représentants de villages de pêcheurs, des agriculteurs, des autochtones, et différents autres intervenants. Ces personnes ont travaillé en coopération avec des scientifiques pour choisir les nouvelles zones protégées en fonction de leur représentativité géographique et écologique, des possibilités de partenariat avec les ONG et de l'ampleur des menaces pesant sur l'environnement.

Réserve naturelle de Dana : Préservation de la biodiversité et création d'entreprises locales

La Jordanie a créé la réserve naturelle de Dana pour préserver certaines des composantes les plus importantes de la biodiversité du pays. Espace aride et semi-aride de 320 km, la réserve abrite 20 % de la flore indigène du pays ainsi que 90 sites archéologiques.

Le FEM travaille avec le PNUD, la Banque mondiale, le Gouvernement jordanien et la Société royale de protection de la nature pour régénérer l'écosystème de la réserve. Avant sa création, près de 6 000 personnes — les Bédouins, qui s'installaient sur le site actuel de la réserve, et les villageois des alentours — vivaient des ressources de cette zone, mais le surpâturage et d'autres modes d'utilisation non viables avaient provoqué une érosion des sols et une grave dégradation de l'environnement. Le projet du FEM aide la population locale à créer des activités de remplacement, telles que la production de fruits séchés, de confitures et de gelées, d'herbes aromatiques, de miel, d'aliments biologiques, de bijoux et de tapis.

Le projet prévoit aussi des plans de zonage et de gestion des terrains de

parcours pour limiter le pâturage. Les Bédouins continuent à faire paître leurs animaux dans la réserve, mais la gestion des terrains de parcours a permis de réduire le surpâturage et les productions animales d'améliorer les revenus.

L'écotourisme est au cœur du projet. Grâce à ce dernier, les visiteurs ont maintenant accès à un centre d'information, à des emplacements de camping, à des sentiers de randonnée et à une boutique de souvenirs. Ces services aident à attirer des dizaines de milliers de visiteurs chaque année. Le tourisme crée des emplois, donne du travail à temps partiel et génère des droits d'entrée qui couvrent une grande partie des frais de fonctionnement de la réserve.

Le projet financé par le FEM met en lumière la régénération de la réserve de Dana et contribue à d'autres actions du même type dans le monde. Après tout juste dix ans, Dana est aujourd'hui un modèle pour les autres réserves du pays, une illustration régionale d'une préservation de la biodiversité qui intègre le développement et une réussite internationalement reconnue.



Le Soudan : Vaincre la sécheresse, améliorer les conditions de vie



La pénurie d'eau est un problème répandu dans le Nord de la Chine, dans certaines parties de l'Inde, au Mexique, au Moyen-Orient et en Afrique. Cette pénurie pose un problème particulier dans le secteur de l'agriculture, un des plus gros consommateurs d'eau dans le monde.

La géographie de la province de Bara est caractéristique des problèmes de sécheresse de beaucoup des herbages du Soudan, qui couvrent 60 % du pays. La sécheresse tue les plantes fourragères et décime le bétail. Les 17 villages qui relèvent du conseil rural de Gireigikh, dans la province de Bara, reçoivent si peu de pluie — 250 millimètres par an — que la terre ne donne une récolte qu'une année sur deux. Pendant les années 80 et le début des années 90, les sécheresses répétées, la collecte de bois de feu et la surexploitation agricole avaient desséché et dégradé les steppes parsemées d'acacia, les dunes de sable et les sols de qualité inégale.

C'est ainsi qu'en 1994 la région de Gireigikh est devenue le pôle du projet *Régénération par les populations locales des terrains de parcours pour la fixation du carbone et la préservation de la biodiversité*, un projet financé par le FEM. Cette opération a mis l'accent sur la réduction de la pauvreté, la gestion des ressources naturelles, les transferts de technologies et le rôle moteur des

femmes. Elle a montré comment des techniques simples et peu coûteuses pouvaient améliorer les conditions de vie et rendre les terres plus vertes, et être appliquées ailleurs dans le pays.

À la fin du projet, en 2000, 2 400 des 5 500 Gawamaa et 600 nomades Kawahla des 17 villages de la région avaient appris à régénérer les terrains de parcours et améliorer les productions végétales et animales. Soixante pour cent des personnes formées étaient des femmes. Quelque 700 hectares ont été mis hors culture, la collecte de bois de feu et le pâturage y étant également interdits jusqu'à ce que le sol se reconstitue. La population y a planté des graminées pérennes locales, des plantes de brouet et des ligneux indigènes. Les femmes ont démarré des activités créatrices de revenus, telles que la fabrication de savons et de fromages, et le maraîchage.

Chaque village dispose maintenant d'un jardin générateur de revenus, où poussent des légumes, des variétés fourragères, des arbres fruitiers et d'autres plantes permettant de moins solliciter les terres marginales. Chaque village a aussi accès à un puits profond. Des groupes locaux responsables de l'eau ont été constitués et ont reçu une formation pour gérer les puits sans appui financier extérieur.

Sri Lanka : Consentir des crédits pour que le courant passe

Grâce à un projet de valorisation des énergies renouvelables, lancé par le FEM, des dizaines de milliers de Sri Lankais se tournent désormais vers l'énergie solaire et les microcentrales hydrauliques pour éclairer leur vie. Auparavant, ces zones rurales dépendaient du pétrole lampant, des batteries et de divers combustibles pour répondre à leurs besoins énergétiques et avoir de l'électricité.

« L'essentiel, ce sont les enfants » dit Jayantha Nagendram, premier vice-président de la banque DFCC qui intervient dans l'administration au quotidien du projet. « Ils en sont les premiers bénéficiaires. L'air est plus propre sans la fumée du pétrole. L'éclairage est meilleur. Les enfants peuvent lire plus facilement et plus longtemps. » Cette source nouvelle d'énergie procure plus de temps aux femmes, leur donnant l'esprit d'entreprise, et l'amélioration de la qualité de l'air dans les maisons est bon pour la santé de tous les membres de la famille. Les nouveaux équipements solaires encouragent également la création de petites entreprises dans la région.

Pour mettre en œuvre ce projet de valorisation des énergies renouvelables, SEEDS (*Sarvadaya Enterprises Development Services*), une ONG locale de premier plan, est entrée sur le marché du solaire et du

microfinancement. Elle consent des prêts aux acheteurs de systèmes solaires à usage domestique, règle le fournisseur et fait son affaire des remboursements. SEEDS monte aujourd'hui des partenariats avec des sociétés privées — *RESCO Asia* (une filiale de SELCO USA) et *Shell International Renewables* — pour promouvoir l'énergie solaire au Sri Lanka.

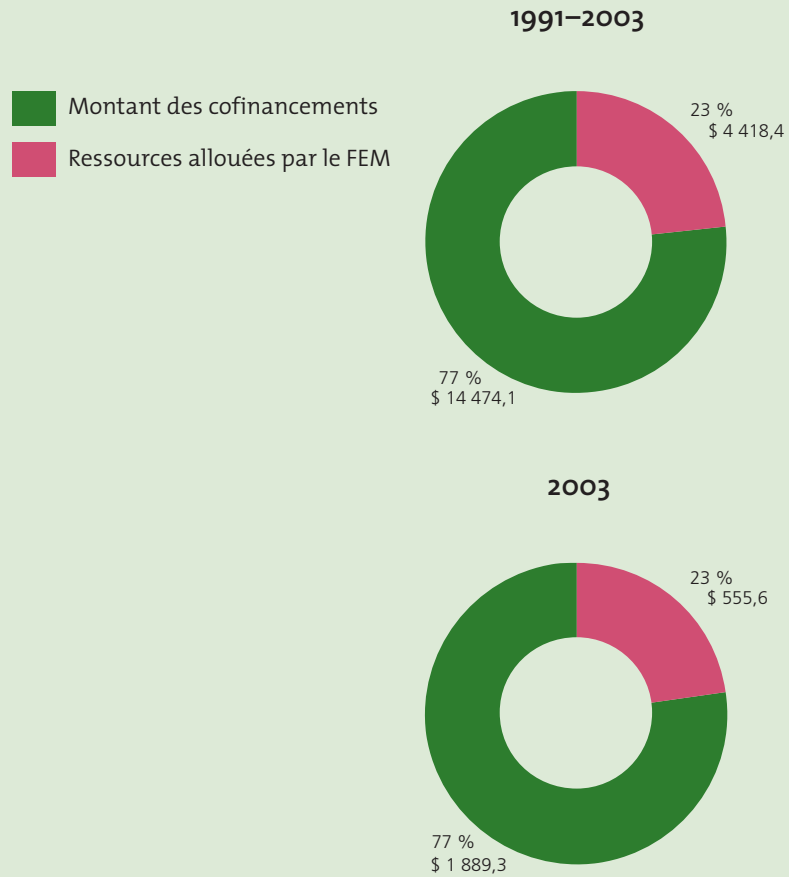
Outre l'énergie solaire, le projet encourage maintenant l'installation de microcentrales hydrauliques dans les villages. Non moins de 84 microcentrales alimentant plus de 4 000 maisons ont ainsi été mises en place à ce jour, et d'autres sont prévues.

Le projet est si concluant que le FEM en a lancé un autre pour développer le marché des systèmes solaires à usage domestique et de la production d'électricité raccordée à un réseau. Le second projet permet d'examiner les possibilités de technologies exploitant l'énergie verte et l'énergie éolienne pour produire une électricité raccordée à des mini réseaux de village et privilégie une approche nouvelle de la formation de revenus et des services sociaux. Les deux projets contribuent à l'adoption de politiques favorisant les économies d'énergie et l'utilisation d'équipements à haut rendement.

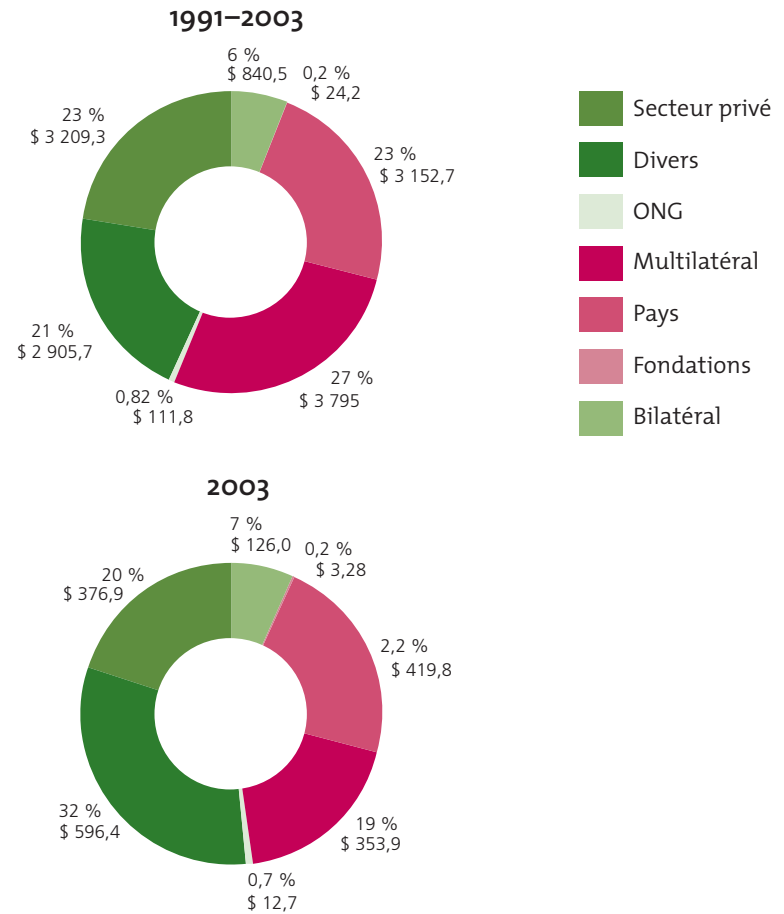


Le portefeuille du FEM Ressources allouées et cofinancements

L'effet d'entraînement de l'aide du FEM



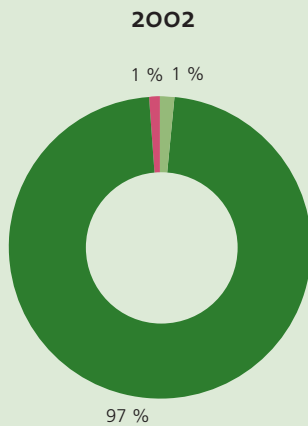
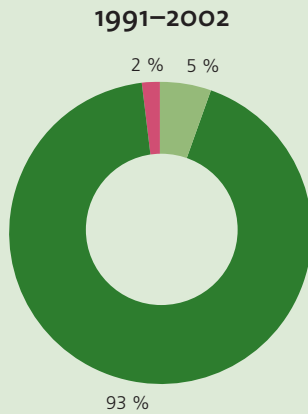
Sources des cofinancements



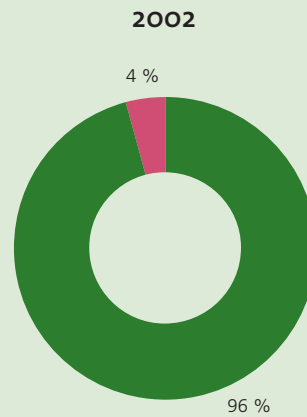
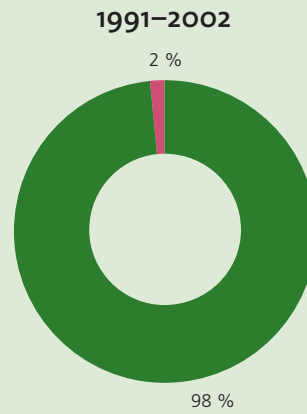
Tous les montants sont exprimés en millions de dollars. Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas toujours à la somme exacte de leurs éléments.

Le portefeuille du FEM Types de projet

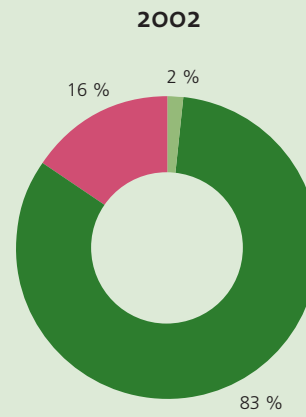
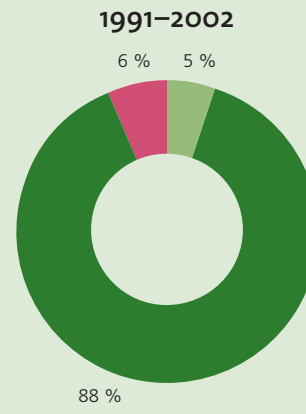
Financements du FEM
Changements climatiques



Financements du FEM
Eaux internationales



Financements du FEM
Diversité biologique

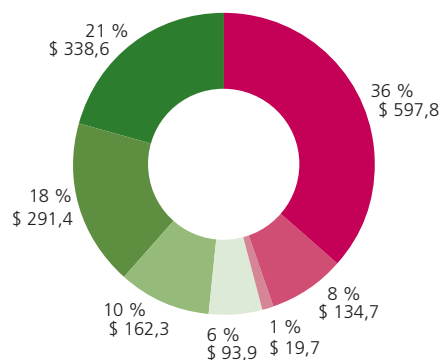


- Projets à part entière :
USD 1 million et plus
- Projets de moyenne envergure :
Jusqu'à USD 1 million ;
financements ouverts aux ONG
- Activités habilitantes :
Généralement jusqu'à
USD 450 000

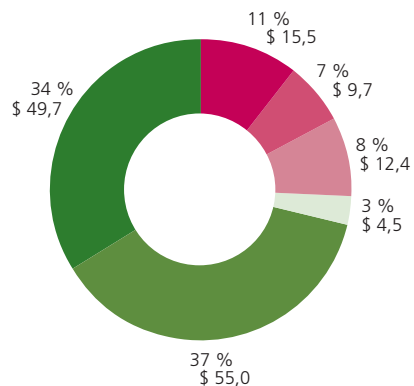
Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas toujours à la somme exacte de leurs éléments.

Le portefeuille du FEM **Diversité biologique**

1991–2003



2003



Exploitation forestière durable. *Exemple :* Projet du FEM visant à aider à appliquer un régime de « stricte protection » — sans exploitation forestière ni minière — à au moins 10 % de l'écosystème amazonien du Brésil (plus de 37 millions d'hectares).

Écosystèmes de montagne. *Exemple :* Projet du FEM visant à préserver la richesse des écopaysages et de la biodiversité des chaînes du Karakoram, de l'Hindu Kush et de l'Himalaya occidental dans le Nord du Pakistan.

Préservation de la biodiversité. *Exemple :* Projet du FEM visant à promouvoir la préservation et l'utilisation durable des ressources naturelles des écosystèmes de zones humides d'importance cruciale au Rwanda.

Activités habilitantes. *Exemple :* Aide du FEM à l'Afrique du Sud pour préparer son premier rapport national à présenter à la Conférence des parties à la Convention sur la diversité biologique.

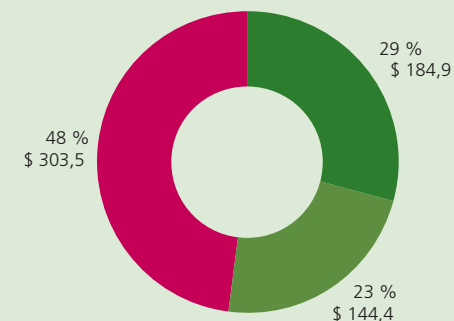
Mesures d'intervention immédiates pour préserver la biodiversité. *Exemple :* Projet du FEM visant à protéger le phoque moine méditerranéen, notamment la colonie du Cap Blanc, en Mauritanie.

Terres arides et semi-arides. *Exemple :* Projet du FEM visant à préserver la biodiversité des paysages agricoles du Croissant fertile.

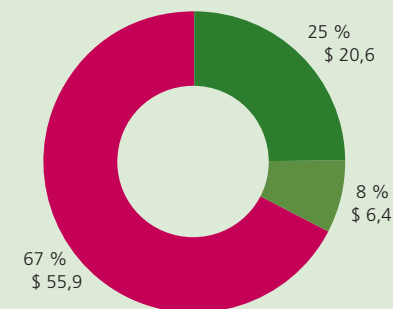
Ressources côtières, marines et dulcicoles. *Exemple :* Projet du FEM visant à préserver la richesse biologique des zones humides du delta de l'Orénoque, au Venezuela.

Le portefeuille du FEM **Eaux**

1991–2003



2003

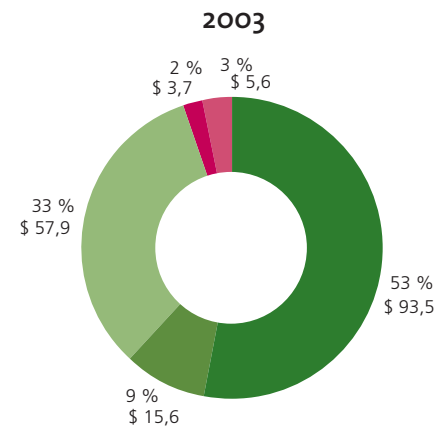
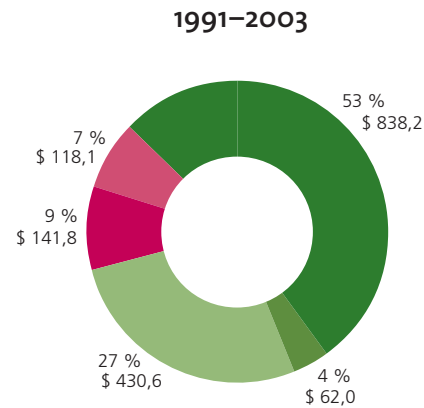


Tous les montants sont exprimés en millions de dollars.

Gestion intégrée des ressources terrestres et aquatiques.
Exemple : Projet du FEM visant à promouvoir un développement respectueux de l'environnement dans le bassin du Bermejo, en Amérique du Sud.

Réduction des agents contaminants.
Exemple : Programme mondial du FEM visant à améliorer la qualité de l'eau des ports des pays en développement en limitant les rejets d'organismes nuisibles lors du déballastage.

Régénération des masses d'eau.
Exemple : Partenariat de 17 pays dans le cadre d'un programme du FEM visant à réduire la pollution du Danube et de la mer Noire.



Tous les montants sont exprimés en millions de dollars.

Énergies renouvelables. *Exemple :* Initiative du FEM en vue d'accélérer l'exploitation commerciale et la viabilité financière des technologies exploitant l'énergie photovoltaïque au Kenya, au Maroc et en Inde.

Modes de transport écologiquement viables.
Exemple : Projet du FEM visant à commercialiser la construction d'autobus à piles à combustible alimentées à l'hydrogène, en Inde.

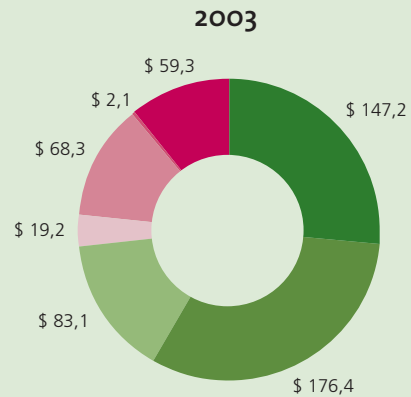
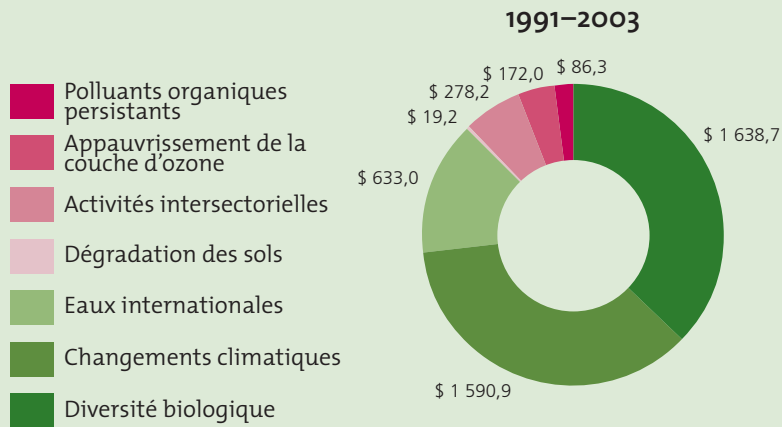
Maîtrise de l'énergie. *Exemple :* Projet du FEM visant à remplacer les refroidisseurs aux CFC utilisés pour la climatisation des immeubles à usage commercial en Thaïlande par des unités à haut rendement sans substances nocives pour l'ozone.

Mesures d'intervention immédiates pour réduire les gaz à effet de serre. *Exemple :* Projet du FEM visant à séparer les déchets municipaux solides pour réduire les émissions de méthane en Indonésie.

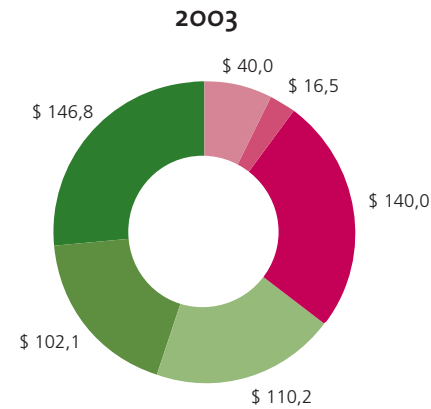
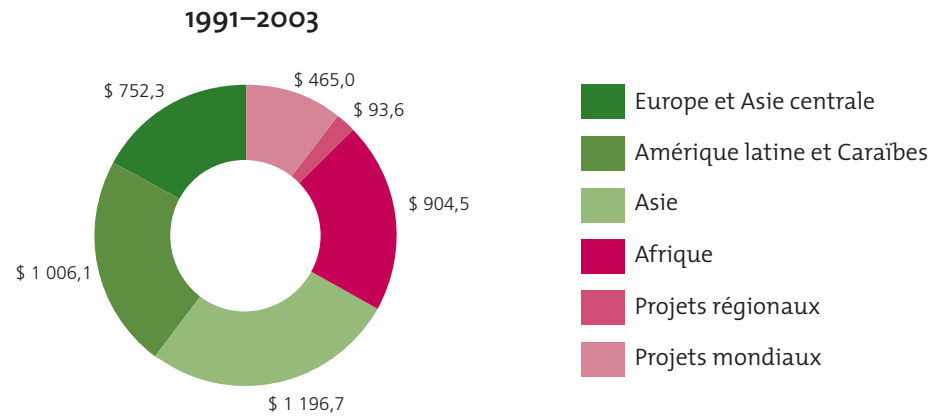
Activités habilitantes. *Exemple :* Aide du FEM à la Chine pour évaluer sa vulnérabilité à la modification du climat et inventorier ses émissions de gaz à effet de serre.

Le portefeuille du FEM Domaines d'intervention et régions

Montant total du financement du FEM par domaine d'intervention



Montant total du financement du FEM par région (dont projets mondiaux et régionaux)



Tous les montants sont exprimés en millions de dollars.

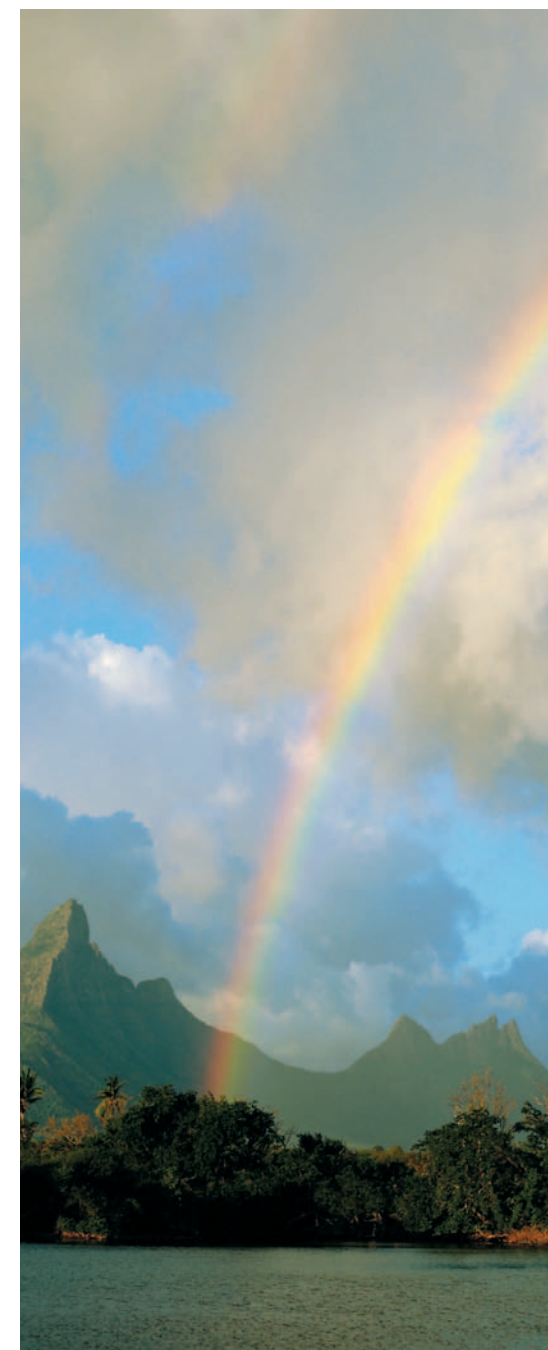


Nouveaux projets et programmes du FEM en 2003



LIEU	INTITULÉ DU PROJET	AGENT D'EXÉCUTION	FINANCEMENT DU FEM	MONTANT TOTAL (USD M)
DIVERSITÉ BIOLOGIQUE				
Projet régional	Renforcement des zones humides et du réseau de voies de migration pour la protection de la grue de Sibérie et d'autres oiseaux d'eau migrateurs en Asie	PNUE	10,35	22,71
Projet régional	Gestion intégrée de la biodiversité des terres arides par la régénération des sols dans les régions arides et semi-arides du Mozambique, de la Zambie et du Zimbabwe	PNUE/PNUD	7,83	13,42
Projet régional	Conservation in situ des parents sauvages des espèces cultivées par une amélioration de la gestion de l'information et des applications sur le terrain	PNUE	6,16	12,68
Projet régional	Renforcement des capacités scientifiques et techniques pour la gestion efficace et l'utilisation durable de la biodiversité des terres arides des réserves de biosphère d'Afrique de l'Ouest	PNUE	2,75	6,58
Afrique du Sud	Projet « CAPE » de préservation de la biodiversité et de promotion du développement durable	Banque mondiale/PNUD	11,32	55,77
Afrique du Sud	Initiative pour la préservation de la biodiversité du cap Agulhas	PNUD	3,23	11,78
Bulgarie	Préservation de la biodiversité d'importance mondiale des paysages des monts Rhodope	PNUD	3,81	18,70
Cambodge	Préservation de la biodiversité de la région de Tonlé Sap	PNUD/BAsD	3,60	19,13
Cap-Vert	Gestion participative intégrée des écosystèmes à l'intérieur et autour des zones protégées (Phase I)	PNUD	3,93	9,64
Chine	Gestion de la biodiversité des zones côtières de la mer de Chine méridionale	PNUD	3,52	12,75
Colombie	Renforcement des capacités d'application du Protocole de Cartagena	Banque mondiale	1,00	4,48
Fédération de Russie	Préservation et utilisation durable de la diversité des salmonidés sauvages dans la péninsule du Kamchatka (Phase I)	PNUD	3,31	13,83
Fédération de Russie	Approche écosystémique intégrée pour préserver la biodiversité et minimiser le morcellement de l'habitat dans trois zones témoins de l'Arctique russe (ECORA)	PNUE	3,38	8,00
Guinée	Préservation de la biodiversité des monts Nimba par une gestion participative intégrée de proximité	PNUD	3,99	11,89
Guinée-Bissau	Programme de gestion du littoral et de la biodiversité	Banque mondiale	5,15	9,55
Inde	Renforcement des capacités d'application du Protocole de Cartagena	Banque mondiale	1,00	3,07
Jordanie	Protection des herbes et plantes médicinales	Banque mondiale	5,35	12,85

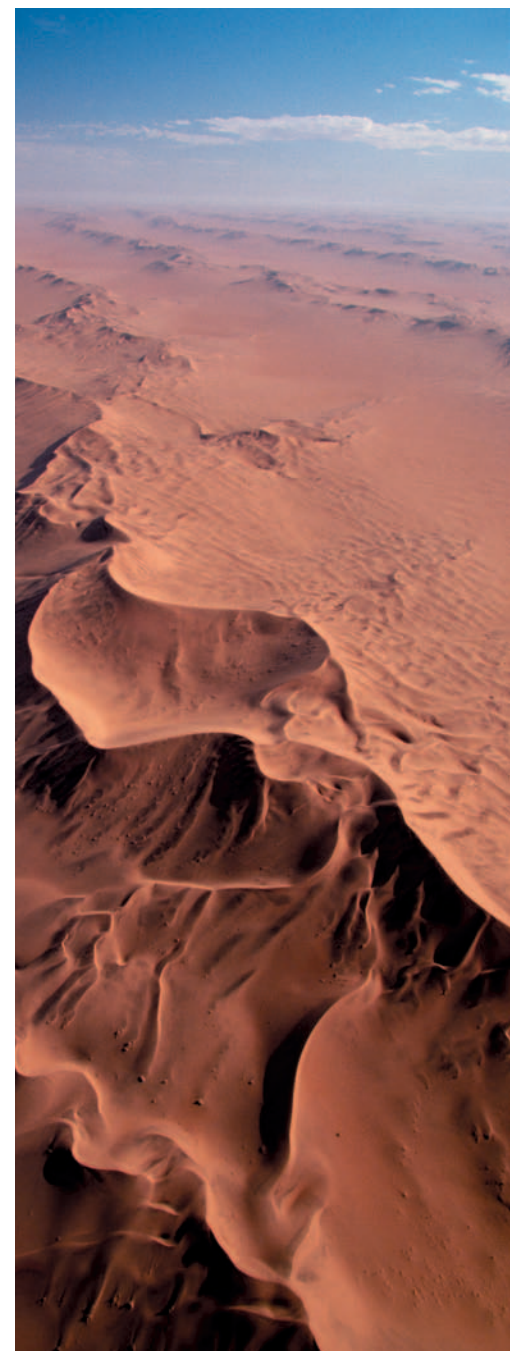
LIEU	INTITULÉ DU PROJET	AGENT D'EXÉCUTION	FINANCEMENT DU FEM	MONTANT TOTAL (USD M)
DIVERSITÉ BIOLOGIQUE				
Kazakhstan	Préservation in situ de la biodiversité des paysages agricoles des montagnes du Kazakhstan	PNUD	3,02	7,81
Lituanie	Préservation de la biodiversité des zones humides de l'intérieur	PNUD	3,44	13,86
Maldives	Préservation de la biodiversité d'importance mondiale de l'écosystème de l'Atoll de Baa	PNUD	2,73	8,65
Népal	Préservation de la biodiversité de l'écopaysage du complexe du Terai Occidental	PNUD	3,55	13,19
Pérou	Gestion participative des zones protégées	Banque mondiale	15,15	31,06
Swaziland	Gestion de la biodiversité et développement participatif	Banque mondiale	5,85	12,25
Syrie	Préservation de la biodiversité et gestion des zones protégées	PNUD	3,49	6,92
Tchad	Préservation et utilisation durable de la biodiversité dans le Moyen-Chari	PNUD	1,66	3,30
Zambie	Sauvegarder l'environnement pour promouvoir le développement économique	Banque mondiale	4,24	15,24
CHANGEMENTS CLIMATIQUES				
Projet mondial	Réseaux de transfert de technologies (Phase II) : Vérification pilote et élargissement au niveau national	PNUE	2,01	4,64
Projet régional	Programme d'économies d'énergie par optimisation de la consommation	PNUE	2,36	9,76
Projet régional	Renforcement des capacités d'amélioration des inventaires des émissions de gaz à effet de serre (Afrique de l'Ouest et Afrique centrale francophone)	PNUD	2,99	3,60
Projet régional	Valorisation de l'énergie géothermique en Europe centrale et orientale, et Fonds Banque mondiale-FEM de valorisation de l'énergie géothermique (Phase I)	Banque mondiale	25,70	200,07
Arménie	Utilisation plus rationnelle de l'énergie pour le chauffage urbain et l'alimentation en eau chaude	PNUD	3,16	12,03
Bélarus	Chauffage et alimentation en eau chaude par valorisation de la biomasse	PNUD	3,37	8,94
Chili	Qualité de l'air et transports à Santiago	Banque mondiale	7,33	14,77
Chine	Programme d'utilisation rationnelle de l'énergie par les secteurs de consommation finale	PNUD	17,38	80,38
Costa Rica	Programme national d'électrification hors réseau par les énergies renouvelables (Phase I)	PNUD	1,15	2,05
Éthiopie	Énergies renouvelables	Banque mondiale	5,21	15,61





LIEU	INTITULÉ DU PROJET	AGENT D'EXÉCUTION	FINANCEMENT DU FEM	MONTANT TOTAL (USD M)
CHANGEMENTS CLIMATIQUES				
Fédération de Russie	Suppression des obstacles à l'extraction et à l'utilisation du méthane des bassins houillers	PNUD	3,30	8,41
Géorgie	Promotion de l'utilisation des énergies renouvelables pour satisfaire les besoins locaux	PNUD	4,71	13,44
Inde	Élimination des obstacles à la production d'énergie verte (Phase I)	PNUD	5,65	39,15
Inde	Élimination des obstacles à une meilleure maîtrise de l'énergie dans le secteur du laminage de l'acier	PNUD	7,03	32,02
Mali	Énergie domestique et électrification généralisée des zones rurales	Banque mondiale	5,61	16,411
Mexique	Plan d'élimination des obstacles à l'exploitation en vraie grandeur de l'énergie éolienne	PNUD	4,74	11,81
Mexique	Valorisation à grande échelle des énergies renouvelables	Banque mondiale	25,35	272,85
Nicaragua	Électrification décentralisée des zones rurales aux fins du développement	PNUD/ Banque mondiale	8,47	35,67
Pérou	Transports urbains de Lima	Banque mondiale	8,28	134,28
Philippines	Réduction des pertes des coopératives d'électricité	Banque mondiale	12,35	62,85
Tanzanie	Transformation du marché rural du photovoltaïque	PNUD	2,57	7,30
Uruguay	Amélioration du rendement énergétique	Banque mondiale	7,22	81,34
Viet Nam	Gestion par action sur la demande et amélioration du rendement énergétique	Banque mondiale	5,72	19,44
EAUX INTERNATIONALES				
Projet régional	Inversion de la tendance à la dégradation des eaux et des sols dans le bassin du Niger	PNUD/ Banque mondiale	13,38	30,28
Projet régional	Partenariat stratégique pour la réduction de la charge en éléments nutritifs du Danube et de la mer Noire — Fonds d'investissement Banque mondiale-FEM pour la réduction de la charge en éléments nutritifs (phase III)	Banque mondiale	34,00	309
Projet régional	Renforcement des capacités d'intervention pour la réduction de la charge nutritive et la promotion de la coopération transnationale dans le bassin du Danube (Phase II)	PNUD	12,00	24,88
Projet régional	Gestion des activités terrestres dans le bassin de l'océan Indien occidental	PNUE	4,51	11,41
Projet régional	Problèmes transnationaux dans le bassin de la Volta et les zones côtières de son embouchure	PNUE	5,72	16,09
Slovénie	Facilité BERD/FEM de crédit environnemental (ancien titre : Réduction de la pollution nationale)	Banque mondiale /BERD	9,99	55,83

LIEU	INTITULÉ DU PROJET	AGENT D'EXÉCUTION	FINANCEMENT DU FEM	MONTANT TOTAL (USD M)
DÉGRADATION DES SOLS				
Burkina Faso Chine	Gestion intégrée des écosystèmes de plaine du Sahel (Phase I) Partenariat entre la République populaire de Chine et le FEM pour lutter contre la dégradation des sols dans les écosystèmes arides : Projet I — Renforcement des capacités pour combattre la dégradation des sols	banque mondiale	4,84	25,36
Kazakhstan	Gestion des terres arides	BAsD Banque mondiale	8,05 5,36	15,35 10,63
APPAUVRISSMENT DE LA COUCHE D'OZONE				
Arménie	Programme d'élimination progressive des substances nocives pour l'ozone	PNUD/PNUE	2,09	2,09
POLLUANTS ORGANIQUES PERSISTANTS				
Programme régional Chine	Programme d'élimination des stocks de pesticides (Phase I) Activités habilitantes pour l'application de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (POP) : Plan national de mise en œuvre	Banque mondiale	25,30 /FAO	60,03
République slovaque	Programme mondial de démonstration de la viabilité des technologies existantes de destruction des polluants organiques persistants sans combustion et élimination des obstacles à leur utilisation	Banque mondiale/ ONUDI PNUD/ONUDI	4,41 10,61	11,11 20,68
ACTIVITÉS INTERSECTORIELLES				
Projet mondial	Programme de microfinancements	PNUD	27,00	54,00
Projet mondial	Initiative pour l'organisation de réunions de concertation avec les pays	PNUD	5,77	6,02
Albanie	Gestion intégrée des ressources en eau et des écosystèmes	Banque mondiale	5,22	12,58
Brésil	Activités témoins de gestion intégrée des écosystèmes et des bassins hydrographiques dans la Caatinga (Phase I)	PNUD	4,10	26,36
Chine	Développement pastoral dans les provinces du Gansu et du Xinjiang	Banque mondiale	10,70	109,42
Honduras	Promotion d'une gestion intégrée des écosystèmes et des ressources naturelles	PNUD	4,52	43,88





Situation de la Caisse du FEM et États financiers

L'information présentée ci-après sur la situation de la Caisse du FEM est basée sur les derniers états financiers de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) en tant qu'Administrateur de la Caisse, de la BIRD, du PNUD et du PNUE en tant qu'Agents d'exécution, et du Secrétariat du FEM.

Situation de la Caisse du FEM au 30 juin 2003

Les cycles d'exploitation¹ et les auditeurs externes² des Agents d'exécution, de l'Administrateur de la Caisse et du Secrétariat sont différents. Les derniers états financiers de chacun des Agents d'exécution, de l'Administrateur et du Secrétariat sont présentés ci-après :

	ÉTATS FINANCIERS AU
Administrateur	30 juin 2003
BIRD : Guichet FEM	30 juin 2003
Secrétariat	30 juin 2003
PNUD : Guichet FEM	31 décembre 2002
PNUE : Guichet FEM	31 décembre 2002

1 L'exercice du PNUD et du PNUE coïncide avec l'année civile. Celui de la BIRD et du Secrétariat du FEM (auquel la Banque prête son concours administratif) va de juillet à juin.

2 Le Comité des commissaires aux comptes des Nations Unies vérifie les états financiers du PNUD/FEM et du PNUE/FEM. Les comptes de la BIRD, en tant qu'Agent d'exécution, ceux de l'Administrateur de la Caisse et du Secrétariat du FEM sont vérifiés par les auditeurs externes de la BIRD

Contributions au FEM au 30 juin 2003

(en millions de dollars, selon accord)*

PAYS	PHASE PILOTE		FEM-1			FEM-2			FEM-3			MONTANT TOTAL VERSÉ
	CONTRIBUTIONS DE BASE	COFINANCEMENT/ FINANCEMENT PARALLÈLE	CONTRIBUTIONS ANNONCÉES	CONTRIBUTIONS VERSÉES	% VERSÉ	CONTRIBUTIONS ANNONCÉES	CONTRIBUTIONS VERSÉES	% VERSÉ	CONTRIBUTIONS ANNONCÉES	CONTRIBUTIONS VERSÉES	% VERSÉ	
Allemagne	150,45	—	240,00	240,00	100,0 %	220,00	220,00	100,0 %	293,67	73,42	25,0 %	683,87
Argentine	—	—	5,00	2,50	50,0 %	—	—	—	—	—	—	2,50
Australie	13,24	10,10	29,20	29,20	100,0 %	32,20	32,20	100,0 %	34,99	8,75	25,0 %	93,49
Autriche	35,58	—	20,00	20,00	100,0 %	20,17	20,17	100,0 %	22,44	—	—	75,75
Bangladesh	—	—	2,80	2,80	100,0 %	—	—	—	—	—	—	2,80
Belgique	6,84	7,30	32,00	32,00	100,0 %	34,20	34,20	100,0 %	41,80	—	—	80,34
Brésil	5,47	—	5,60	5,60	100,0 %	—	—	—	—	—	—	11,07
Canada	8,66	—	86,60	86,60	100,0 %	101,60	101,60	100,0 %	102,58	25,65	25,0 %	222,51
Chine	5,47	—	5,60	5,60	100,0 %	8,20	8,20	100,0 %	10,70	2,64	24,7 %	21,91
Corée	—	—	5,60	5,60	100,0 %	5,50	5,50	100,0 %	5,51	1,09	19,8 %	12,19
Côte d'Ivoire	2,74	—	5,60	5,60	100,0 %	5,50	5,50	100,0 %	5,07	5,07	100,0 %	18,91
Danemark	22,22	—	35,10	35,10	100,0 %	28,70	28,70	100,0 %	35,44	8,86	25,0 %	94,88
Égypte	5,47	—	5,60	2,62	46,8 %	—	—	—	—	—	—	8,09
Espagne	13,68	—	19,57	19,57	100,0 %	16,51	16,51	100,0 %	19,17	—	—	49,76
États-Unis	—	150,00	430,00	430,00	100,0 %	430,00	258,41	60,1 %	500,00	107,50	21,5 %	945,91
Finlande	27,95	—	21,60	21,60	100,0 %	22,10	22,10	100,0 %	26,55	3,35	12,6 %	75,00
France	150,53	—	143,30	143,30	100,0 %	144,80	144,80	100,0 %	163,35	40,84	25,0 %	479,47
Grèce	—	—	5,00	5,00	100,0 %	5,50	5,50	100,0 %	5,71	1,43	25,0 %	11,93
Inde	5,47	—	8,40	8,40	100,0 %	9,00	9,00	100,0 %	10,13	2,53	25,0 %	25,40
Indonésie	5,47	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5,47
Irlande	—	—	2,40	2,40	100,0 %	5,50	5,50	100,0 %	5,71	1,43	25,1 %	9,33
Italie	89,08	—	114,70	114,70	100,0 %	90,50	60,12	66,4 %	105,22	—	—	263,90
Japon	37,41	26,09	414,60	414,60	100,0 %	412,60	412,60	100,0 %	422,72	105,68	25,0 %	996,38
Luxembourg	—	—	5,60	5,60	100,0 %	5,50	5,50	100,0 %	5,07	—	—	11,10
Mexique	5,48	—	5,60	5,60	100,0 %	5,50	5,50	100,0 %	5,07	1,27	25,0 %	17,85
Nigéria	5,47	—	—	—	—	5,50	5,50	100,0 %	5,71	—	—	10,97
Norvège	26,75	4,50	31,20	31,20	100,0 %	31,30	31,30	100,0 %	25,31	6,33	25,0 %	100,08
Nouvelle-Zélande	—	—	5,60	5,60	100,0 %	5,50	5,50	100,0 %	5,07	1,27	25,0 %	12,37
Pakistan	5,47	—	5,60	5,60	100,0 %	5,50	4,13	75,0 %	5,07	—	—	15,20
Pays-Bas	51,61	—	71,40	71,40	100,0 %	72,80	72,80	100,0 %	82,11	—	—	195,81
Portugal	6,15	—	5,60	5,60	100,0 %	5,50	5,50	100,0 %	5,07	—	—	17,25
République slovaque	—	—	5,60	5,60	100,0 %	—	—	—	—	—	—	5,60
République tchèque	—	—	5,60	5,60	100,0 %	5,50	5,50	100,0 %	5,71	1,43	25,1 %	12,53
Royaume-Uni	74,84	—	134,60	134,60	100,0 %	138,90	138,90	100,0 %	190,07	—	—	348,34
Russie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Slovénie	—	—	—	—	—	1,40	1,40	100,0 %	1,43	0,35	24,4 %	1,75
Suède	33,56	—	58,30	58,30	100,0 %	57,80	57,80	100,0 %	72,24	72,24	100,0 %	221,90
Suisse	41,11	14,60	44,80	44,80	100,0 %	43,90	43,90	100,0 %	58,25	—	—	144,41
Turquie	5,47	—	5,60	5,60	—	5,50	5,50	—	5,07	1,27	—	17,84
Total	841,64	212,59	2 023,37	2 017,89	—	1 982,68	1 779,34	—	2 281,99	472,39	—	5 323,85

*Les contributions versées sont calculées sur la base du montant « convenu » en dollars et ne tiennent pas compte des fluctuations monétaires qui ressortent des états financiers à vocation spéciale et des notes des exercices 02 et 03.

Financements du FEM par pays, 1991–2003

(en millions de dollars)

PAYS	MONTANT	PAYS	MONTANT	PAYS	MONTANT	PAYS	MONTANT	PAYS	MONTANT
Projets mondiaux	465,055	Comores	2,898	Îles Cook	0,405	Mozambique	13,609	Samoa	1,698
Projets régionaux	864,398	Congo	11,679	Îles Marshall	0,796	Namibie	11,442	Sao Tomé-et-Principe	0,886
		Congo, RD du	7,374	Îles Salomon	0,132	Népal	10,345	Sénégal	15,311
Afrique du Sud	39,935	Costa Rica	31,576	Inde	161,727	Nicaragua	17,494	Serbie-et-Monténégro	0,499
Albanie	5,708	Côte d'Ivoire	21,462	Indonésie	91,246	Niger	5,720	Seychelles	5,056
Algérie	15,299	Corée, RPD de	1,978	Iran	4,896	Nigéria	9,622	Sierra Leone	0,584
Angola	0,339	Croatie	25,294	Jamaïque	4,918	Niue	1,075	Slovénie	21,122
Antigua-et-Barbuda	1,217	Cuba	22,497	Jordanie	21,506	Oman	0,716	Soudan	4,340
Arabie saoudite	0,350	Djibouti	1,245	Kazakhstan	26,738	Ouganda	48,617	Sri Lanka	38,777
Argentine	44,429	Dominique	0,571	Kenya	19,201	Ouzbékistan	4,768	Surinam	10,032
Arménie	11,904	Égypte	28,902	Kirghizistan	0,732	Pakistan	40,338	Swaziland	6,725
Azerbaïdjan	8,840	El Salvador	1,593	Kiribati	0,809	Palau	0,986	Syrie	10,392
Bahamas	0,789	Équateur	46,685	Lesotho	3,560	Panama	13,184	Tadjikistan	1,803
Bahreïn	0,335	Érythrée	6,270	Lettonie	8,284	Papouasie- Nouvelle-Guinée	26,377	Tanzanie	20,597
Bangladesh	32,444	Estonie	1,568	Liban	7,332	Paraguay	10,631	Tchad	2,612
Barbade	0,433	Éthiopie	10,870	Libéria	0,628	Pérou	56,425	Thaïlande	20,215
Bélarus	12,530	Fédération de Russie	124,459	Libye	0,475	Philippines	97,174	Togo	2,311
Belize	11,239	Fidji	1,348	Lituanie	26,592	Pologne	68,709	Tonga	1,029
Bénin	17,313	Gabon	2,087	Macédoine, ERY de	3,724	RDP lao	6,655	Trinité-et-Tobago	4,646
Bhoutan	12,968	Gambie	2,270	Madagascar	23,184	République centrafricaine	3,778	Tunisie	15,936
Bolivie	26,209	Géorgie	19,451	Malaisie	19,053	République dominicaine	3,680	Turkménistan	2,019
Botswana	0,809	Ghana	27,998	Malawi	14,808	République slovaque	21,913	Turquie	14,120
Brésil	184,717	Grenade	1,372	Maldives	3,893	République tchèque	10,382	Ukraine	42,026
Bulgarie	25,766	Guatemala	15,617	Mali	14,431	Roumanie	28,613	Uruguay	15,840
Burkina Faso	30,621	Guinée	6,882	Malte	0,265	Rwanda	5,536	Vanuatu	0,745
Burundi	1,270	Guinée-Bissau	5,946	Maroc	69,876	Sainte-Lucie	0,720	Venezuela, RB de	11,844
Cambodge	15,012	Guinée équatoriale	0,296	Maurice	6,444	Saint-Kitts-et-Nevis	0,363	Viet Nam	25,199
Cameroun	8,934	Guyana	9,605	Mauritanie	3,419	Saint-Vincent-et-les Grenadines	0,773	Yémen	10,454
Cap-Vert	9,523	Haïti	1,086	Mexique	210,235			Zambie	5,532
Chili	29,508	Honduras	12,494	Micronésie	1,195			Zimbabwe	15,098
Chine	404,830	Hongrie	26,618	Moldova	7,711				
Colombie	40,490			Mongolie	10,884				

Financements du FEM par pays, 2003

(en millions de dollars)

PAYS	MONTANT	PAYS	MONTANT	PAYS	MONTANT	PAYS	MONTANT	PAYS	MONTANT
Projets mondiaux	40,053	Chili	7,330	Honduras	4,519	Mexique	30,086	Sao-Tomé-et-Principe	0,373
Projets régionaux	157,981	Chine	45,244	Hongrie	0,605	Moldova	0,200	Sénégal	0,495
		Colombie	2,142	Îles Cook	0,201	Mongolie	2,471	Serbie-et-Monténégro	0,499
Afrique du Sud	15,947	Congo	0,200	Îles Marshall	0,346	Namibie	0,300	Seychelles	1,223
Albanie	5,220	Costa Rica	2,498	Inde	13,680	Népal	3,650	Slovénie	9,995
Angola	0,339	Côte d'Ivoire	0,200	Jamaïque	0,567	Nicaragua	8,465	Niger	0,209
Antigua-et-Barbuda	0,802	Croatie	0,299	Jordanie	6,550	Nigeria	0,200	Swaziland	6,030
Argentine	1,500	Djibouti	0,377	Kazakhstan	8,583	Niue	0,250	Syrie	3,954
Arménie	5,247	Dominique	0,299	Kenya	1,471	Ouganda	0,130	Tadjikistan	0,294
Azerbaïdjan	0,200	Égypte	0,645	Kirghizistan	0,292	Pakistan	1,288	Tanzanie	2,570
Bahamas	0,150	Équateur	0,200	Kiribati	0,597	Palau	0,347	Tchad	1,761
Barbade	0,100	Érythrée	0,223	Lettonie	0,575	Paraguay	0,999	Thaïlande	0,500
Bélarus	3,553	Estonie	0,200	Liban	0,756	Pérou	25,429	Tonga	0,386
Bénin	0,489	Éthiopie	5,959	Libéria	0,372	Philippines	12,550	Trinité-et-Tobago	0,100
Bhoutan	0,792	Fédération de Russie	9,984	Libye	0,200	Pologne	0,200	Tunisie	0,200
Bolivie	0,705	Gabon	0,523	Lituanie	3,822	République dominicaine	0,100	Turquie	0,470
Botswana	0,100	Gambie	0,147	Macédoine, ERY de	0,295	République slovaque	11,612	Ukraine	0,499
Brésil	6,072	Géorgie	5,306	Madagascar	1,474	Rwanda	0,371	Uruguay	7,410
Bulgarie	4,008	Ghana	0,200	Malawi	0,497	Saint-Kitts-et-Nevis	0,100	Vanuatu	0,393
Burkina Faso	5,312	Grenade	0,100	Maldives	2,730	Saint-Vincent-et-les Grenadines	0,306	Venezuela, RB de	0,470
Burundi	0,401	Guatemala	0,225	Mali	5,611			Viet Nam	7,911
Cambodge	4,311	Guinée	4,200	Maroc	0,950			Zambie	4,240
Cameroun	0,699	Guinée-Bissau	5,150	Maurice	0,606			Zimbabwe	0,655
Cap-Vert	3,932	Haïti	0,474	Mauritanie	0,100				

BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT
EN SA QUALITÉ D'ADMINISTRATEUR DE LA CAISSE DU FEM

Référence de la Banque mondiale
TF029840

États financiers à vocation spéciale et rapport
des auditeurs indépendants
aux 30 juin 2003 et 2002

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE
Division des fonds fiduciaires
1818 H Street N.W. Washington, D.C. 20433, États-Unis
Téléphone : (1-202) 458-5800 Télécopie : (1-202) 477-7163

Deloitte Touche Tohmatsu (International Firm)
Suite 500
555 12th Street, N.W.
Washington, DC 20004-1207

Téléphone : (1-202) 879-5600
Télécopie : (1-202) 879-5309
Site web : www.us.deloitte.com

**Deloitte
Touche
Tohmatsu
(International Firm)**

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Destinataires : Conseil du Fonds pour l'environnement mondial et Banque internationale pour la reconstruction et le développement
en sa qualité d'Administrateur de la Caisse du FEM

Nous avons audité l'état ci-joint de la situation financière de la Caisse du FEM (la Caisse), pour laquelle la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) fait office d'Administrateur (l'Administrateur), le compte de résultat, l'état des variations des ressources fiduciaires nettes et le tableau des flux de trésorerie pour les exercices clos le 30 juin 2003 et le 30 juin 2002. Ces états financiers relèvent de la responsabilité de la direction de la BIRD. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement admises aux États-Unis d'Amérique et aux Normes internationales d'audit : ces normes requièrent que l'audit soit planifié et réalisé en vue d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état financier ne comporte pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans l'état financier. Un audit consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues par la direction, ainsi que la présentation des états financiers pris dans leur ensemble. Nous estimons que notre audit constitue une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

Comme l'indique la note 2, les états ci-après sont des états financiers à vocation spéciale. Leur présentation n'est pas censée être conforme aux principes comptables généralement admis aux États-Unis d'Amérique ou aux Normes internationales de présentation de l'information financière.

À notre avis, les états financiers présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière au 30 juin 2003 et au 30 juin 2002 de la Caisse du FEM, dont la BIRD est l'Administrateur, ainsi que les résultats de ses opérations et le tableau des flux de trésorerie pour les deux exercices clos auxdites dates, selon les principes comptables décrits à la note 2.

Dans le cadre de son dispositif de contrôle ordinaire, la BIRD procède à des vérifications des activités menées au titre de la Caisse, notamment des opérations pour lesquelles elle agit en qualité d'Agent d'exécution (AE), ainsi qu'il ressort de la note 12. En cette qualité, la BIRD a fait savoir à l'Administrateur que ses vérifications avaient mis en évidence un certain nombre de transactions qui pourraient correspondre à des dépenses non autorisées dans le cadre de trois financements du FEM exécutés par les bénéficiaires. À ce jour, le montant total des dépenses non autorisées, si celles-ci étaient confirmées, ne peut être précisément chiffré. Au vu du montant correspondant aux activités ici soumises à examen, la direction n'estime pas que le montant total en question puisse avoir une incidence importante sur les états financiers de la Caisse, pris dans leur ensemble.

Le présent rapport a été établi exclusivement pour l'information et l'usage du Conseil du Fonds pour l'environnement mondial et de la BIRD, en sa qualité d'Administrateur de la Caisse, ainsi que des donateurs contribuant à la Caisse. Il est destiné à l'usage desdites parties, qui seules peuvent l'utiliser.

Deloitte Touche Tohmatsu (International Firm)
3 octobre 2003

État de la situation financière

Montants exprimés en dollars des États-Unis

	<u>30 JUIN 2003</u>	<u>30 JUIN 2002</u>
ACTIF		
Liquidités – Note 3	\$ 392 774 294	\$ 78 579 180
Placements – Note 3	582 411 897	801 798 886
Revenus des placements à recevoir	5 212 259	3 345 124
Effets à recevoir – Note 4	1 930 111 450	1 768 290 903
Autres actifs à recevoir	—	45 283
Total actif	<u>\$ 2 910 509 900</u>	<u>\$ 2 652 059 376</u>
PASSIF		
Financements alloués :		
BIRD/AE	\$ 571 999 782	\$ 695 058 775
PNUD	285 143 392	445 809 300
PNUE	16 323 703	68 774 818
Secrétariat	—	785 280
Allocations pour frais :		
BIRD/AE	—	14 255 000
PNUD	—	29 002 464
PNUE	3 843 450	5 137 378
Allocations non récurrentes à payer – Note 9	—	36 000
Total passif	<u>877 310 327</u>	<u>1 258 859 015</u>
RESSOURCES FIDUCIAIRES NETTES		
Contributions engagées – Note 4	6 803 936 821	4 610 476 382
Contributions à recevoir – Notes 4 et 5	(1 781 196 985)	(263 492 489)
Décotes non amorties	(2 321 241)	—
Contributions versées – Note 4	5 020 418 595	4 346 983 893
Montant cumulé des financements alloués et des allocations pour frais — Notes 7, 8 et 10	(2 935 444 450)	(2 898 579 711)
Bénéfices non répartis (déficit) — Note 10	(51 774 572)	(55 203 821)
Total ressources fiduciaires nettes	<u>2 033 199 573</u>	<u>1 393 200 361</u>
Total passif et ressources fiduciaires nettes	<u>\$ 2 910 509 900</u>	<u>\$ 2 652 059 376</u>

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers à vocation spéciale.

Compte de résultat

Montants exprimés en dollars des États-Unis

POUR LES EXERCICES CLOS LE

	<u>30 JUIN 2003</u>	<u>30 JUIN 2002</u>
PRODUITS		
Revenus du placement des financements alloués par le FEM – Note 8	\$ 1 380 754	\$ 1 650 338
Revenus nets des placements – Note 3	32 272 312	50 398 623
Autres produits	4 450	75 245
Total produits	<u>33 657 516</u>	<u>52 124 206</u>
CHARGES		
Budget de fonctionnement :		
BIRD/AE	3 110 000	2 771 854
PNUD	5 074 000	—
PNUE	7 588 243	—
Secrétariat	13 396 000	12 950 370
BIRD/Administrateur	913 250	874 080
Amortissement des remises	106 856	3 100 364
Total charges	<u>30 188 349</u>	<u>19 696 668</u>
Gains de change :	1 391 482	3 470 258
Résultat net	<u><u>\$ 4 860 649</u></u>	<u><u>\$ 35 897 796</u></u>

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers à vocation spéciale.

État des variations des ressources fiduciaires nettes

Montants exprimés en dollars des États-Unis

POUR LES EXERCICES CLOS LE

	30 JUIN 2003			30 JUIN 2002		
	SOLDE À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	VARIATIONS EN COURS D'EXERCICE	SOLDE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	SOLDE À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	VARIATIONS EN COURS D'EXERCICE	SOLDE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE
CONTRIBUTIONS — NOTE 4 :						
Non soumises à restrictions	\$ 4 207 435 972	\$ 1 722 036 660	\$ 5 929 472 632	\$ 4 172 768 236	\$ 34 667 736	\$ 4 207 435 972
Temporairement soumises à restrictions :						
Contributions versées – Note 6	210 937 600	441 161 390	652 098 990	311 437 600	(100 500 000)	210 937 600
Temporairement soumises à restrictions :						
Engagement conditionnel – Note 6	192 102 810	30 262 389	222 365 199	3 623 032	188 479 778	192 102 810
Total contributions	4 610 476 382	2 193 460 439	6 803 936 821	4 487 828 868	122 647 514	4 610 476 382
Contributions à recevoir	(263 492 489)	(1 517 704 496)	(1 781 196 985)	(693 992 448)	430 499 959	(263 492 489)
Décotes non amorties	—	(2 321 241)	(2 321 241)	(2 740 496)	2 740 496	—
Contributions versées – Notes 6 et 10	4 346 983 893	673 434 702	5 020 418 595	3 791 095 924	555 887 969	4 346 983 893
FINANCEMENTS ALLOUÉS ET ALLOCACTIONS POUR FRAIS – NOTE 7 :						
BIRD/AE	(1 612 814 670)	(39 460 000)	(1 652 274 670)	(1 494 406 670)	(118 408 000)	(1 612 814 670)
PNUD	(1 068 687 964)	11 693 200	(1 056 994 764)	(934 400 000)	(134 287 964)	(1 068 687 964)
PNUE	(198 659 610)	(1 259 339)	(199 918 949)	(161 418 973)	(37 240 637)	(198 659 610)
OE	(15 671 867)	(7 838 600)	(23 510 467)	(2 662 284)	(13 009 583)	(15 671 867)
Secrétariat	(2 745 600)	—	(2 745 600)	(2 745 600)	—	(2 745 600)
Total financements alloués et allocations pour frais :	(2 898 579 711)	(36 864 739)	(2 935 444 450)	(2 595 633 527)	(302 946 184)	(2 898 579 711)
Bénéfices non répartis (déficit)	(55 203 821)	4 860 649	(50 343 172)	(91 101 617)	35 897 796	(55 203 821)
Reclassification des ressources fiduciaires nettes – Note 10 :	—	(1 431 400)	(1 431 400)	—	—	—
Bénéfices non répartis (déficit)	(55 203 821)	3 429 249	(51 774 572)	(91 101 617)	35 897 796	(55 203 821)
TOTAL RESSOURCES FIDUCIAIRES NETTES	\$ 1 393 200 361	\$ 639 999 212	\$ 2 033 199 573	\$ 1 104 360 780	\$ 288 839 581	\$ 1 393 200 361

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers à vocation spéciale.

Tableau des flux de trésorerie

Montants exprimés en dollars des États-Unis

	POUR LES EXERCICES CLOS LE	
	30 JUIN 2003	30 JUIN 2002
TRÉSORERIE ISSUE DES OPÉRATIONS DE FINANCEMENT :		
Contributions en espèces reçues	\$ 510 075 898	\$ 386 704 086
Trésorerie issue des opérations de financement	510 075 898	386 704 086
Trésorerie requise par les financements alloués et les allocations pour frais	(416 996 673)	(238 611 735)
TRÉSORERIE ISSUE DES OPÉRATIONS DE PLACEMENT :		
Vente/(acquisition) nette de titres	212 046 236	(96 710 906)
Trésorerie issue des (requis par les) opérations de placement	212 046 236	(96 710 906)
TRÉSORERIE ISSUE DES OPÉRATIONS D'EXPLOITATION :		
Résultat net	4 860 649	35 897 796
Passage à la trésorerie nette issue des opérations d'exploitation : (Augmentation)/diminution des revenus des placements à recevoir	(1 867 135)	4 308 878
Diminution/(augmentation) des autres actifs	45 283	(45 283)
Diminution des allocations pour frais à payer	(36 000)	(22 454 718)
(Diminution) des autres passifs	—	(97 000)
Pertes/(revenus) non réalisés des placements	7 340 754	(7 494 621)
Revenus du placement des financements alloués par le FEM	(1 380 754)	(1 650 338)
Amortissement des remises sur les contributions	106 856	3 100 364
Trésorerie issue des opérations d'exploitation	9 069 653	11 565 078
Augmentation nette des fonds	314 195 114	62 946 523
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	78 579 180	15 632 657
Trésorerie à la clôture de l'exercice	\$ 392 774 294	\$ 78 579 180

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers à vocation spéciale.

Notes annexes aux états financiers à vocation spéciale

Exercices clos le 30 juin 2003 et le 30 juin 2002

Montants exprimés en dollars des États-Unis

Note 1 : Organisation et opérations

L'Instrument pour la restructuration du Fonds pour l'environnement mondial (l'Instrument) a porté création du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) en 1994. Le FEM accorde des financements aux pays qui peuvent y prétendre pour couvrir le surcoût de mesures visant à avoir des effets positifs sur l'environnement de la planète dans les quatre domaines d'intervention suivants : changements climatiques, diversité biologique, eaux internationales et appauvrissement de la couche d'ozone. En octobre 2002, la deuxième Assemblée du FEM (l'Assemblée) a approuvé une modification de l'Instrument qui fait des polluants organiques persistants (POP) et de la dégradation des sols (essentiellement par la désertification et le déboisement) de nouveaux domaines d'intervention du FEM.

Le surcoût convenu des activités portant sur la dégradation des sols peut faire l'objet d'un tel financement, pour autant que lesdites activités se rapportent aux quatre domaines d'intervention. Il en est de même du surcoût convenu d'autres activités relevant d'Action 21 (le plan d'action adopté par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, en 1992), dont le Conseil du FEM (le Conseil) pourra approuver la prise en charge, pour autant que ces activités aient des effets positifs sur l'environnement de la planète dans les quatre domaines d'intervention.

Conformément à l'Instrument, les contributions et tous les autres actifs et recettes du FEM sont détenus dans la Caisse du FEM (la Caisse) qui, en application des dispositions dudit Instrument, a été effectivement créée le 16 mars 1995. À cette date, la Caisse du Fonds pour l'environnement mondial (un mécanisme de financement du FEM, créé en 1991 au début de la phase pilote) a été dissoute et l'ensemble des fonds, des recettes, de l'actif et du passif ont été transférés à leur valeur comptable.

La Caisse est administrée par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) en tant qu'Administrateur. L'Instrument définit le rôle de l'Administrateur. En application de l'Instrument, l'Administrateur a été

autorisé à accepter des contributions à la Caisse pour la période allant du 1^{er} juillet 1994 au 30 juin 1997 (FEM-1). En mars 1998, les Participants contributeurs à la Caisse du FEM (les Participants contributeurs) ont approuvé les modalités d'une deuxième reconstitution des ressources pour la période allant du 1^{er} juillet 1998 au 30 juin 2002 (FEM-2). Par la résolution n° 98-2 du 14 juillet 1998, les Administrateurs de la BIRD ont autorisé l'institution à faire office d'Administrateur des ressources apportées au titre de FEM-2. À la date d'entrée en vigueur de FEM-2, toute ressource non affectée par le Conseil à la fin de FEM-1 a été administrée dans le cadre de FEM-2.

En application du paragraphe 1 de la Résolution n° 98-2, l'Administrateur a été autorisé à accepter des contributions à la Caisse pour la période allant du 1^{er} juillet 1998 au 30 juin 2002. En raison du retard pris dans la signature d'un accord entre les Participants contributeurs à la Troisième reconstitution des ressources de la Caisse (FEM-3), une modification de la Résolution n° 98-2 a été approuvée en juillet 2002 pour autoriser l'Administrateur à accepter des contributions à la Caisse en application de ce texte jusqu'à ce qu'une nouvelle résolution entre en vigueur pour FEM-3.

En août 2002, les Participants contributeurs sont tombés d'accord sur les conditions applicables à FEM-3 pour financer les opérations du FEM pendant la période allant du 1^{er} juillet 2002 au 30 juin 2006. Ils ont décidé de maintenir le même niveau de financement dans les domaines d'intervention existants et de fournir des ressources supplémentaires pour les nouveaux domaines sous réserve de l'approbation par la deuxième Assemblée de l'amendement de l'Instrument proposé à cette fin. Le montant total des ressources qu'ils ont décidé d'affecter à FEM-3 est de 2,365 milliards de droits de tirages spéciaux (DTS), soit 3 milliards de dollars des États-Unis.

Le 19 décembre 2002, les Administrateurs de la BIRD ont adopté la Résolution n° 2002-0005 autorisant cette institution à assumer le rôle d'Administrateur des ressources affectées à FEM-3. Cette résolution prévoyait que les fonds encore détenus par l'Administrateur au titre de FEM-2 à la date d'entrée en vigueur de FEM-3 seraient administrés dans le cadre de FEM-3. Elle disposait

Notes annexes aux états financiers à vocation spéciale

Exercices clos le 30 juin 2003 et le 30 juin 2002

Montants exprimés en dollars des États-Unis

également que FEM-3 entrerait en vigueur lorsque les Participants contributeurs auraient déposé auprès de l'Administrateur des instruments d'engagement, conditionnel ou non, d'un montant total au moins égal à 1,086 milliards de DTS. Au 24 mars 2003, l'Administrateur ayant reçu de 20 Participants contributeurs des instruments d'engagement, conditionnel ou non, s'élevant à 1,097 milliard de DTS au total, FEM-3 est entré en vigueur.

L'Instrument reconnaît l'existence de trois Agents d'exécution (AE). Il s'agit de la BIRD, du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). L'Instrument définit les attributions de chacun des AE, du Secrétariat du FEM (le Secrétariat) et de l'Administrateur. Les ressources de la Caisse, dont l'Administrateur a la garde, et celles de la BIRD font l'objet d'une gestion distincte.

En mai 1999, le Conseil a approuvé la participation de quatre banques régionales de développement (BRD) à la préparation des projets du FEM et a autorisé le Secrétariat à leur donner directement accès aux ressources du bloc B du mécanisme de préparation des projets (PDF-B). Depuis lors, le Secrétariat et l'Administrateur ont conclu les accords nécessaires à cette fin avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), la Banque asiatique de développement (BAsD) et la Banque interaméricaine de développement (BID). En mai 2000, le Conseil a également retenu l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et a autorisé le Secrétariat à leur donner directement accès aux ressources du PDF-B et au financement accéléré des activités habilitantes dans le domaine des polluants organiques persistants. En mai 2001, il a retenu le Fonds international de développement agricole (FIDA) et a autorisé le Secrétariat à lui donner directement accès aux ressources du PDF-B. Les accords nécessaires à l'application de ces décisions du Conseil ont été passés entre le Secrétariat et l'Administrateur, d'une part, et l'ONUDI, la FAO et le FIDA, respectivement, d'autre part. Enfin, en octobre 2002, le Conseil a décidé d'élargir l'accès direct que la BAsD et la BID avaient aux ressources du PDF-B en leur donnant plein accès aux ressources du FEM. Les accords nécessaires à cette fin sont actuellement négociés.

Note 2 : Résumé des grands principes comptables et des dispositions connexes

Les états financiers à vocation spéciale annexés au présent rapport ont été établis expressément pour rendre compte de la situation financière de la Caisse, du compte de résultat, des variations des ressources fiduciaires nettes et des flux de trésorerie, et ne sont pas censés en faire une présentation conforme aux principes comptables généralement admis aux États-Unis d'Amérique ou aux Normes internationales de présentation de l'information financière. Ces états financiers rendent compte des opérations et des soldes de la Caisse et sont établis en application des principes comptables décrits ci-après.

Méthode comptable — Les états financiers à vocation spéciale de la Caisse sont établis, sauf dans les cas examinés ci-après, selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les produits et les charges relatifs aux transactions et autres éléments sont donc pris en compte au moment où les produits sont gagnés et les charges engagées (et non pas à la date de l'encaissement ou du décaissement de numéraire et autres liquidités), et ils sont inscrits aux registres comptables et portés aux états financiers à vocation spéciale des périodes auxquelles ils se rapportent. Cette méthode est appliquée systématiquement à toutes les données comptables figurant dans les états financiers et les notes, à l'exception du revenu du placement des financements du FEM détenus par les Agents d'exécution et des dépenses imputées au budget administratif, qui sont enregistrés sur la base des encaissements-décaissements.

Recours à des estimations — Pour établir ces états financiers à vocation spéciale, on a effectué des estimations et posé des hypothèses qui influent sur le montant déclaré des actifs et des passifs et la divulgation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants déclarés au titre des produits et des charges pour la période concernée. Pour quantifier les postes Montant cumulé des financements alloués et des allocations pour frais, Financements alloués, Revenu du placement des financements alloués par le FEM et des crédits inscrits au budget de fonctionnement, l'Administrateur se base sur les données communiquées par les AE. L'Administrateur inscrit les financements alloués lorsque les AE compétents l'avisent qu'un projet donné a été approuvé. L'Administrateur s'en remet largement aux AE pour recevoir sans retard les avis d'approbation et/ou de modification en question. L'Administrateur inscrit le revenu du placement des financements alloués par le FEM, et des crédits inscrits au budget de fonctionnement et détenus par les

Notes annexes aux états financiers à vocation spéciale

Exercices clos le 30 juin 2003 et le 30 juin 2002

Montants exprimés en dollars des États-Unis

AE, dans les conditions visées au paragraphe précédent. Tout correctif à une donnée transmise par un AE à l'Administrateur figurera à l'exercice budgétaire pendant lequel il a été communiqué.

Portefeuille de placements — Les disponibilités pouvant être investies sont gérées par la BIRD qui conserve un seul portefeuille de placements (le Portefeuille) pour tous les fonds fiduciaires administrés par la BIRD et l'Association internationale de développement (IDA). Les actifs du Portefeuille de la Caisse se répartissent actuellement comme suit :

Liquidités — Aux fins des états financiers à vocation spéciale, les investissements ayant une échéance initiale de trois mois maximum sont considérés comme des liquidités. Les montants des liquidités indiqués dans l'état de la situation financière représentent la part relative des liquidités de la Caisse dans le Portefeuille total.

Placements — Aux fins des états financiers à vocation spéciale, les investissements ayant une échéance initiale de plus de trois mois sont considérés comme des placements. En vertu de la stratégie d'investissement actuelle, une proportion importante des instruments du Portefeuille est activement échangée et placée pour l'essentiel dans des titres de premier rang. Les montants des placements indiqués dans l'état de la situation financière représentent la part relative de la valeur de marché du Portefeuille correspondant à la Caisse en fin d'exercice. Les plus-values et moins-values réalisées ou latentes sont portées au compte de résultat de la période à laquelle elles se rapportent.

Contributions — La Caisse tire l'essentiel de ses ressources des contributions versées par les Participants contributeurs. Les contributions annoncées par les Participants contributeurs sont intégralement enregistrées comme des Contributions engagées une fois que la Caisse a reçu des Instruments d'engagement, conditionnel ou non, des Participants contributeurs. Les montants non encore réglés sont inscrits au poste Contributions à recevoir et portés en déduction des Contributions engagées figurant dans l'état de la situation financière. Cette manière de procéder permet de ne pas augmenter les ressources fiduciaires nettes de la Caisse. Le règlement des Contributions à recevoir s'effectue en numéraire ou sous forme de bons à vue non négociables

et ne portant pas intérêt, et les montants ainsi encaissés sont enregistrés en valeur nominale.

L'enregistrement des Contributions versées ne tient pas compte des remises, lesquelles sont négociées avec les Participants contributeurs qui en font la demande au regard de l'encaissement accéléré des fonds qu'ils apportent. Les contributions correspondantes sont comptabilisées sur la base du montant intégral, hors rabais. Les remises non amorties sont portées en déduction des Contributions engagées.

Modification de la politique comptable — Remises — Avant le 1^{er} juillet 2002, les remises étaient amorties sur une période de quatre ans, soit la période d'engagement d'une reconstitution donnée des ressources. Les bailleurs de fonds s'acquittent de leurs contributions soit en numéraire soit par la remise de billets à ordre ou de titres similaires en quatre versements annuels correspondant aux quatre années de la période d'engagement. Depuis le 1^{er} juillet 2002, l'Administrateur a changé de politique. Il amortit aujourd'hui les remises sur la période d'encaissement, estimant que cela reflète davantage la période à laquelle elles correspondent. La période d'encaissement correspond à la période pendant laquelle les contributions reçues sont encaissées par l'Administrateur. Ce changement n'a pas d'incidence notable sur la situation financière ou le résultat des opérations des exercices 03 et 02.

Contributions soumises à des restrictions temporaires — Les contributions peuvent être soumises à des restrictions soit parce que le Participant contributeur a déposé un Instrument d'engagement conditionnel (les instances législatives du Participant contributeur n'ont pas encore autorisé le versement intégral de la contribution), soit parce que le Participant contributeur impose des restrictions sur l'engagement des montants versés au titre d'une tranche particulière (autrement dit, les Contributions versées sont soumises à des restrictions). Dans le premier cas, dès que les instances législatives du Participant contributeur autorisent le versement intégral de la contribution, ladite contribution est reclassée comme une contribution engagée non soumise à restrictions. Dans le second cas, dès que la restriction est levée ou que la condition à l'origine de la restriction est remplie, la contribution versée est reclassée comme une contribution engagée non soumise à restrictions.

Notes annexes aux états financiers à vocation spéciale

Exercices clos le 30 juin 2003 et le 30 juin 2002

Montants exprimés en dollars des États-Unis

Inscription au passif des financements et allocations pour frais — La Caisse remet des financements aux Agents d'exécution ainsi qu'aux banques régionales de développement, à l'ONUDI, à la FAO et au FIDA (collectivement désignés par le sigle « OE ») et au Secrétariat pour financer des projets du FEM. Des allocations sont versées aux AE et OE pour couvrir les frais liés à la gestion des projets du FEM aux différents stades de leur cycle. Ces financements et allocations pour frais sont portés au passif de la Caisse sur la base des principes suivants :

Financements alloués — Deux fois par an et par échange de correspondance entre les deux sessions, le Secrétariat prépare, en collaboration avec les AE, un programme de travail devant être soumis à l'approbation par le Conseil. Une fois ce programme approuvé par le Conseil, les AE demandent à l'Administrateur d'engager des ressources de la Caisse. En fonction des ressources fiduciaires disponibles et dès confirmation par le Secrétariat que les ressources demandées ont été incluses dans le programme de travail, l'Administrateur engage des fonds pour les AE. Ces engagements ne sont toutefois portés au passif de la Caisse qu'à partir du moment où les AE concernés approuvent les activités du FEM pour lesquelles lesdites ressources sont fournies. Pour les financements qui ne sont pas tenus d'être approuvés par le Conseil mais qui doivent seulement être agréés par le Directeur général du FEM (le DG), les engagements de ressources sont également enregistrés au passif dès que les AE avalisent les activités correspondantes. Il en est de même des ressources affectées aux EA au titre du PDF-B ou d'un financement accéléré d'activités habilitantes dès que les EA concernées ont donné leur aval. Les financements dont le décaissement a été autorisé au profit des OE et du Secrétariat sont inscrits au passif de la Caisse dès que les ressources correspondantes sont engagées par l'Administrateur.

Allocations pour frais — Les allocations pour frais sont portées au passif de la Caisse une fois qu'elles sont approuvées par le Conseil, que les AE et OE en font la demande et que l'Administrateur engage les ressources correspondantes.

Les risques pouvant découler pour la Caisse des engagements pris par l'Administrateur au titre des financements alloués et des allocations pour frais sont décrits dans les présentes notes aux états financiers à vocation spéciale (voir Note 7).

Montant cumulé des financements alloués et des allocations pour frais — Ces financements et allocations sont inscrits au passif de la Caisse conformément aux principes comptables énoncés ci-dessus. Les financements et allocations pour frais qui ont été décaissés sont enregistrés en fin d'exercice avec les financements et allocations pour frais qui ont été engagés mais qui n'ont pas encore été décaissés par l'Administrateur, et ils sont portés en déduction des ressources fiduciaires nettes de la Caisse dans l'état de la situation financière.

Transferts et dons — Les fonds transférés et versés à titre de don à la Caisse par des parties autres que les Participants contributeurs sont portés en produits dans le compte de résultat lorsqu'ils sont engagés sans condition.

Budget administratif — Conformément à l'Instrument, la Caisse rembourse à la BIRD, au PNUD et au PNUE les dépenses administratives d'un montant raisonnable que ces organismes encourent dans l'exercice de leurs fonctions d'AE. En outre, la Caisse règle les dépenses administratives du Secrétariat et de l'Administrateur. Le budget administratif est porté en charge lorsqu'il est décaissé par l'Administrateur.

Gains/pertes de change — Les présents états financiers à vocation spéciale sont exprimés en dollars des États-Unis afin de rendre compte de l'actif, du passif, des ressources fiduciaires nettes et des produits et des charges de la Caisse. La réévaluation de l'actif et du passif détenus dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis au 30 juin 2003 et au 30 juin 2002 est à l'origine des gains et pertes de change non réalisés. La conversion de l'actif et du passif détenus dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis est à l'origine des gains et pertes de change réalisés.

Note 3 : Liquidités et placements

Les disponibilités pouvant être investies sont gérées par la BIRD qui conserve un seul portefeuille de placements. Comme on l'a vu plus haut, les investissements ayant une échéance initiale de trois mois maximum sont considérés comme des liquidités. Les investissements ayant une échéance initiale de plus de trois mois sont considérés comme des placements. Les

Notes annexes aux états financiers à vocation spéciale

Exercices clos le 30 juin 2003 et le 30 juin 2002

Montants exprimés en dollars des États-Unis

montants des liquidités et des placements indiqués dans l'état de la situation financière représentent la part relative de la Caisse dans le Portefeuille à la fin de l'exercice.

Liquidités — Au 30 juin 2003 et au 30 juin 2002, les liquidités de la Caisse s'établissaient à 392 774 294 et 78 579 180 dollars des États-Unis respectivement. La part relative des liquidités et des placements de la Caisse à un moment donné correspond à la part relative des liquidités et des placements du Portefeuille, celle-ci étant déterminée en application de la stratégie d'investissement du portefeuille de la BIRD.

Placements — En application de la stratégie d'investissement de son portefeuille, la BIRD investit dans les instruments financiers suivants :

Dépôts à terme — Cet instrument recouvre les certificats de dépôt, les acceptations bancaires et les autres valeurs émises ou garanties sans condition par les banques et d'autres institutions financières.

Obligations d'État et d'organismes publics — Ces titres comprennent les obligations, bons et autres instruments négociables émis par les États. Les obligations émises ou garanties sans condition par des États doivent avoir au minimum une notation AA si elles sont libellées dans une monnaie autre que celle du pays émetteur ; dans les autres cas, aucune notation n'est exigée. Celles émises par des organismes publics, des organisations multilatérales ou toute autre entité publique doivent bénéficier au minimum d'une notation AAA.

Contrats de mise en pension et prêts de titres — Les contrats de mise en pension sont des contrats par lesquels une partie vend des titres et accepte simultanément de les racheter ultérieurement à une date donnée, à un prix fixe. Les prêts de titres sont des contrats par lesquels des titres sont prêtés pendant un certain laps de temps à un prix fixe.

Opérations à terme — Il s'agit de contrats de livraison différée de valeurs ou d'instruments du marché monétaire par lesquels le vendeur s'engage à livrer, à une date ultérieure donnée, l'instrument convenu à un prix ou un rendement fixe.

La Caisse comptabilisant ses titres de placement à leur valeur du marché, le montant comptabilisé représente la juste valeur du Portefeuille aux 30 juin 2003 et 2002. Ces justes valeurs sont fondées sur les cotations du marché, s'il en existe. En l'absence de cotations, on retient les cotations d'instruments comparables. Les plus-values et moins-values latentes sont le fait de la comptabilisation des placements à la valeur du marché au 30 juin et correspondent à une estimation des plus-values et moins-values qui auraient résulté d'une liquidation du Portefeuille au 30 juin 2003 pour l'exercice 03.

Les plus-values et moins-values réalisées ou latentes sont portées au compte de résultat de la période à laquelle elles se rapportent. Pour les exercices clos le 30 juin 2003 et le 30 juin 2002, les plus-values réalisées représentent 39 613 066 et 42 904 002 dollars respectivement. Pour les exercices clos le 30 juin 2003 et le 30 juin 2002, les moins-values latentes sont de 7 340 754 dollars et les plus-values latentes de 7 494 621 dollars, respectivement.

Notes annexes aux états financiers à vocation spéciale

Exercices clos le 30 juin 2003 et le 30 juin 2002

Montants exprimés en dollars des États-Unis

Note 4: Contributions

Au 30 juin 2003, les contributions totales des Participants contributeurs se répartissaient comme suit :

PARTICIPANTS CONTRIBUANTS	CONTRIBUTIONS À RECEVOIR	CONTRIBUTIONS VERSÉES	TOTAL
Allemagne	USD 220 249 684	USD 671 925 733	USD 892 175 417
Argentine	2 500 000	2 500 000	5 000 000
Australie	34 196 724	78 081 349	112 278 073
Autriche	—	71 561 186	71 561 186
Bangladesh	—	2 708 332	2 708 332
Belgique	48 083 892	70 604 261	118 688 153
BIRD	—	28 602 684	28 602 684
Bésil	—	11 001 689	11 001 689
Canada	88 013 143	213 861 617	301 874 760
Chine	7 951 382	22 300 425	30 251 807
Corée	2 706 340	12 247 169	14 953 509
Côte d'Ivoire	—	19 480 621	19 480 621
Danemark	34 512 107	96 060 678	130 572 785
Égypte	2 991 992	8 265 976	11 257 968
Espagne	—	45 028 769	45 028 769
États-Unis	564 085 848	795 914 152	1 360 000 000
Finlande	30 022 079	74 464 227	104 486 306
France	140 884 200	468 655 335	609 539 535
Grèce	4 922 253	11 152 763	16 075 016
Inde	6 870 979	23 926 166	30 797 145
Indonésie	—	5 689 700	5 689 700
Irlande	4 880 549	8 251 845	13 132 394
Italie	28 394 387	217 374 338	245 768 725
Japon	307 740 622	941 565 627	1 249 306 249
Luxembourg	—	10 815 163	10 815 163
Mexique	3 803 250	17 132 360	20 935 610
Nigéria	5 624 320	10 911 709	16 536 029
Norvège	23 695 791	91 530 028	115 225 819
Nouvelle-Zélande	5 313 765	11 833 459	17 147 224
Pakistan	1 406 080	15 133 923	16 540 003
Pays-Bas	—	195 142 032	195 142 032
Portugal	6 563 561	16 558 797	23 122 358
République slovaque	—	5 657 783	5 657 783
République tchèque	4 218 240	12 399 160	16 617 400
Royaume-Uni	196 292 997	344 445 583	540 738 580
Slovénie	1 054 560	1 700 337	2 754 897
Suède	—	238 403 104	238 403 104
Suisse	—	131 847 648	131 847 648
Turquie	4 218 240	18 004 108	22 222 348
Total	USD 1 781 196 985	USD 5 022 739 836	USD 6 803 936 821
Moins remises non amorties		(2 321 241)	
Contributions versées nettes		USD 5 020 418 595	

Notes annexes aux états financiers à vocation spéciale

Exercices clos le 30 juin 2003 et le 30 juin 2002

Montants exprimés en dollars des États-Unis

Au 30 juin 2003 et au 30 juin 2002, les contributions versées d'un montant respectif de 5 020 418 595 et 4 346 983 893 dollars comprennent un solde au titre des effets à recevoir de 1 930 111 450 et de 1 768 290 903 dollars respectivement. Les estimations d'encaissement de ces bons à vue non négociables et ne portant pas intérêt établies au 30 juin 2003 et au 30 juin 2002 reposent sur les calendriers d'encaissement suivants, arrêtés d'un commun accord avec les Participants contribuants :

Calendrier d'encaissement des effets à recevoir

30 JUIN 2003		30 JUIN 2002	
MONTANT	DATE D'ENCAISSEMENT	MONTANT	DATE D'ENCAISSEMENT
		\$ 355 000 000	Juin 03
\$ 659 707 000	Juin 04	335 000 000	Juin 04
402 924 000	Juin 05	280 000 000	Juin 05
259 526 000	Juin 06	259 639 567	Juin 06
196 246 000	Juin 07	165 000 000	Juin 07
165 139 000	Juin 08	135 000 000	Juin 08
133 526 000	Juin 09	125 000 000	Juin 09
100 903 000	Juin 10	113 651 336	Juin 10
8 087 000	Juin 11	—	—
4 053 450	Juin 12	—	—
<u>\$ 1 930 111 450</u>		<u>\$ 1 768 290 903</u>	

Notes annexes aux états financiers à vocation spéciale

Exercices clos le 30 juin 2003 et le 30 juin 2002

Montants exprimés en dollars des États-Unis

Note 5 : Contributions à recevoir

Pendant l'exercice 03, certains bailleurs de fonds se sont mis d'accord avec l'Administrateur sur un nouvel échéancier. Les chiffres de l'année précédente ont été reportés pour tenir compte de cet élément d'information.

Les contributions à recevoir se répartissent comme suit :

	<u>30 JUIN 2003</u>	<u>30 JUIN 2002</u>
Contributions à FEM-1 exigibles :		
du 1 ^{er} juillet 2007 au 30 juin 2008	\$ 500 000	\$ —
du 1 ^{er} juillet 2006 au 30 juin 2007	1 247 998	500 000
du 1 ^{er} juillet 2005 au 30 juin 2006	1 247 998	1 205 041
du 1 ^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005	1 247 998	1 205 041
du 1 ^{er} juillet 2003 au 30 juin 2004	1 247 998	1 205 041
du 1 ^{er} juillet 2002 au 30 juin 2003	—	1 205 041
	<u>5 491 992</u>	<u>5 320 164</u>
Contributions à FEM-2 exigibles :		
du 1 ^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005	108 283 042	82 614 537
du 1 ^{er} juillet 2003 au 30 juin 2004	93 103 274	82 614 537
du 1 ^{er} juillet 2002 au 30 juin 2003	—	92 943 251
	<u>201 386 316</u>	<u>258 172 325</u>
Contributions à FEM-3 exigibles :		
du 1 ^{er} juillet 2005 au 30 juin 2006	574 643 236	—
du 1 ^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005	505 153 021	—
du 1 ^{er} juillet 2003 au 30 juin 2004	494 522 420	—
	1 574 318 677	—
Total	<u>\$ 1 781 196 985</u>	<u>\$ 263 492 489</u>

Note 6 : Contributions soumises à des restrictions temporaires

Contributions soumises à des restrictions temporaires (instrument d'engagement soumis à restrictions) —

Au 30 juin 2003, les Contributions engagées et les Contributions à recevoir soumises à restrictions s'établissaient comme suit, le Canada et les États-Unis ayant déposé des instruments d'engagement conditionnel au titre de FEM-3 pour le premier, et de FEM-2 et FEM-3 pour le second.

Notes annexes aux états financiers à vocation spéciale

Exercices clos le 30 juin 2003 et le 30 juin 2002

Montants exprimés en dollars des États-Unis

Contributions soumises à des restrictions temporaires (instrument d'engagement soumis à restrictions)

	<u>30 JUIN 2003</u>	<u>30 JUIN 2002</u>
FEM-2		
États-Unis	\$ 171 585 848	\$ 210 937 600
FEM-3		
Canada	88 013 142	—
États-Unis	392 500 000	—
	<u>480 513 142</u>	<u>—</u>
Total	<u>\$ 652 098 990</u>	<u>\$ 210 937 600</u>

Outre les restrictions imposées à l'instrument d'engagement, comme décrit ci-dessus, au 30 juin 2003 et au 30 juin 2002, les Contributions versées à la Caisse qui étaient soumises à des restrictions s'élevaient à 222 365 199 et 192 102 810 dollars respectivement, comme indiqué ci-après.

Contributions soumises à des restrictions temporaires parce que les Participants contributeurs exercent leur droit de versement au prorata (contributions versées soumises à restrictions) — Les États-Unis, Participant contributeur dont la contribution à FEM-2 représente 20,84 % du montant total des ressources devant être versées conformément à la Pièce jointe 1 à la Résolution no 98-2 et qui ont déposé un instrument d'engagement conditionnel, n'avaient pas levé les restrictions imposées sur 100 % du montant total de leur contribution au 30 juin 2002. Conformément aux dispositions de la section 8 b) et c) de la Résolution no 98-2, les Participants contributeurs à FEM-2 ont le droit de donner instruction à l'Administrateur de différer l'engagement de la quatrième tranche de leurs contributions versées au titre de cette période jusqu'à ce que les montants correspondants de la contribution des États-Unis ne soient plus soumis à restrictions (« droit de versement au prorata »).

Au 30 juin 2003, trois Participants contributeurs, l'Autriche, la France et le Japon, avaient exercé leur droit de versement au prorata de la quatrième tranche de leur contribution à FEM-2 pour un montant de 4 809 992 dollars, dans le cas de l'Autriche, de 37 655 747 dollars, dans celui de la France, et de 102 580 208 dollars, dans celui du Japon. Au 30 juin 2003, le montant total des contributions versées dont l'engagement était différé par l'exercice d'un droit de versement au prorata s'établissait donc à 145 045 947 dollars, comme il ressort du tableau ci-après.

Contributions soumises à des restrictions temporaires pour cause de versements anticipés par les Participants contributeurs (Contributions versées soumises à

restrictions) — Certains Participants contributeurs versent leurs contributions à FEM-3 avant les dates d'exigibilité indiquées dans la Résolution no 2000-0005. L'engagement de ces contributions est soumis à restrictions à moins que le Participant contributeur approuve un déblocage anticipé. Au 30 juin 2003, un montant total de 77 319 252 dollars, correspondant à des versements anticipés des Participants contributeurs, était soumis à restrictions.

Le tableau ci-après récapitule les soldes des contributions soumises à des restrictions temporaires pour cause de versements anticipés par les Participants contributeurs au 30 juin 2003 et 30 juin 2002.

Contributions soumises à des restrictions temporaires parce que les Participants contributeurs exercent leur droit de versement au prorata

PARTICIPANT CONTRIBUANT	<u>30 JUIN 2003</u>	<u>30 JUIN 2002</u>
Allemagne	USD	USD 49 375 585
Autriche	4 809 992	8 335 809
France	37 655 747	32 629 063
Japon	102 580 208	101 762 353
Total partiel	<u>145 045 947</u>	<u>192 102 810</u>

Contributions soumises à des restrictions temporaires pour cause de versements anticipés par les Participants contributeurs

PARTICIPANT CONTRIBUANT	<u>30 JUIN 2003</u>	<u>30 JUIN 2002</u>
Corée	1 502 697	
Côte d'Ivoire	4 218 240	
Suède	71 598 315	—
Total partiel	<u>77 319 252</u>	<u>—</u>
Total	<u>USD 222 365 199</u>	<u>USD 192 102 810</u>

Note 7 : Financements alloués et allocations pour frais engagés par l'Administrateur

Les ressources de la Caisse devant être versées aux AE, aux OE et au Secrétariat sont allouées par le Conseil ou le DG, selon le cas, et, sous réserve de la disponibilité de ressources dans la Caisse, sont engagées par l'Administrateur. Les engagements au titre des financements alloués aux AE sont exigibles dès que les AE concernés approuvent les activités du FEM pour lesquelles ces

Notes annexes aux états financiers à vocation spéciale

Exercices clos le 30 juin 2003 et le 30 juin 2002

Montants exprimés en dollars des États-Unis

ressources sont fournies. Il peut cependant arriver que les montants engagés par l'Administrateur au profit des AE pour des activités du FEM qui n'ont pas encore été approuvées par les AE concernés soient payables à l'exercice suivant. Les engagements au titre des financements alloués aux OE (ressources du PDF-B et financement accéléré d'activités habilitantes) sont exigibles dès que les OE concernés approuvent les activités du FEM pour lesquelles ces ressources sont fournies. Les engagements au titre des financements alloués au Secrétariat deviennent exigibles une fois les ressources correspondantes engagées par l'Administrateur.

La différence entre le montant total des allocations du Conseil et le montant total des engagements de l'Administrateur, soit 1 062 822 648 dollars au 30 juin 2003 et 778 270 856 dollars au 30 juin 2002, représente le montant des ressources que les AE n'ont pas encore demandé à l'Administrateur d'engager. La différence entre le montant total des ressources engagées par l'Administrateur et le montant total des ressources approuvées par les AE et les OE, soit 541 427 930 et 267 798 516 dollars au 30 juin 2003 et au 30 juin 2002 respectivement, représente les ressources qui ont été engagées par l'Administrateur mais qui n'ont pas encore été approuvées par les AE et les OE. Les allocations fournies par le Conseil pour financer des projets conjoints englobent celles pour lesquelles le montant alloué à tel ou tel AE ou OE n'a pas encore été déterminé.

Pour les exercices clos le 30 juin 2003 et le 30 juin 2002, le montant cumulé des financements et des allocations pour frais alloués par le Conseil et/ou le DG, engagé par l'Administrateur et approuvé par les AE et les OE compétents se répartit comme suit :

	POUR LES EXERCICES CLOS LE :	
	30 JUIN 2003	30 JUIN 2002
FINANCEMENTS ET ALLOCATIONS POUR FRAIS FOURNIS PAR LE CONSEIL		
BIRD/AE	\$ 2 622 232 589	\$ 2 360 248 294
PNUD	1 542 549 030	1 232 690 780
PNUE	348 657 342	245 626 553
Projets conjoints d'AE	—	236 961 749
Secrétariat	2 745 600	2 745 600
OE*	23 510 467	25 267 689
Moins projets abandonnés et annulés	—	(158 891 582)
Total allocations du Conseil	\$ 4 539 695 028	\$ 3 944 649 083

Dont engagements de l'Administrateur :

FINANCEMENTS ET ALLOCATIONS POUR FRAIS ENGAGÉS PAR L'ADMINISTRATEUR

BIRD/AE	\$ 2 072 267 152	\$ 1 734 324 674
PNUD	1 236 328 855	1 199 400 000
PNUE	142 020 306	211 566 086
Secrétariat	2 745 600	2 745 600
OE*	23 510 467	18 341 867
Total engagements de l'Administrateur	3 476 872 380	3 166 378 227

Dont financements et allocations pour frais approuvés par les AE et OE :

BIRD/AE	1 652 274 670	1 612 814 670
PNUD	1 056 994 764	1 068 687 964
PNUE	199 918 949	198 659 610
Secrétariat	2 745 600	2 745 600
OE*	23 510 467	15 671 867
Total montants approuvés	\$ 2 935 444 450	\$ 2 898 579 711

*Les OE sont les BRD (BAsD, BERD, BID) et l'ONUDI.

Note 8 : Financements, allocations pour frais et revenus des placements correspondants

Pour les exercices clos le 30 juin 2003 et le 30 juin 2002, le montant des financements alloués approuvés par les AE et les OE et des allocations pour frais demandées par les AE et OE se répartit comme suit :

	POUR LES EXERCICES CLOS LE :	
	30 JUIN 2003	30 JUIN 2002
FINANCEMENTS ALLOUÉS		
BIRD/AE	\$ 30 771 000	\$ 87 450 000
PNUD	—	104 785 500
PNUE	750 000	32 212 759
ONUDI	6 408 600	11 583 583
BID	350 000	670 000
Total partiel	38 279 600	236 701 842
FEEES		
BIRD/AE	8 689 000	30 958 000
PNUD	7 383 000	29 502 464
PNUE	6 602 450	5 027 878
ONUDI	1 080 000	756 000
Total partiel	23 754 450	66 244 342
Total	\$ 62 034 050	\$ 302 946 184

Notes annexes aux états financiers à vocation spéciale

Exercices clos le 30 juin 2003 et le 30 juin 2002

Montants exprimés en dollars des États-Unis

Les revenus tirés par les AE du placement des financements alloués par le FEM et en attente de décaissement sont constatés dans le compte de résultat au moment de leur encaissement (c'est-à-dire lorsqu'ils sont déclarés à l'Administrateur). Pour les exercices clos le 30 juin 2003 et le 30 juin 2002, les revenus du placement des financements déclarés par les AE à l'Administrateur s'établissent à 1 380 754 et 1 650 338 dollars respectivement. Pendant les exercices 03 et 02, des montants de 25 169 311 et 0 dollars, respectivement, ont été remis à l'Administrateur au titre des revenus tirés par les AE du placement des financements qui leur avaient été alloués depuis le début des opérations.

Note 9 : Allocations non récurrentes pour frais aux AE

En mai 1999, le Conseil a approuvé l'application d'un mécanisme de défraiement pour les projets du FEM administrés par les AE. Une allocation non récurrente pour frais d'un montant de 70 780 000 dollars a été établie pour défrayer les Agents d'exécution des dépenses encourues jusqu'au 30 juin 1999 au titre de l'exécution et de la supervision des projets dont ils étaient chargés. Le montant intégral de cette dotation a été porté en charges et inscrit au passif de l'exercice 99. Au 30 juin 2003 et au 30 juin 2002, le solde restant dû au AE s'établit à 0 et 36 000 dollars respectivement.

Note 10 : Reclassification des ressources nettes de la Caisse

Pendant l'exercice 03, un montant de 1 431 400 dollars a été déduit du poste Bénéfices non répartis en raison de l'écart entre le montant précédemment déclaré et le montant réel du revenu des placements remis par le PNUD pendant l'exercice (17 644 800 dollars). Ce montant correspond aux revenus que le PNUD a tirés du placement des financements alloués depuis le début des opérations jusqu'au 31 décembre 2001. Le montant précédemment déclaré par le PNUD était de 19 076 200 dollars. Le poste Bénéfices non réparti a été ajusté en conséquence.

Pendant l'exercice 02, un montant de 12 929 221 a été reclassé du poste Bénéfices non répartis (déficit) au poste Contributions versées. Ce montant, qui avait été versé à la Caisse du FEM par le Canada et inscrit au poste Transferts et dons pendant l'exercice 00, a ensuite été affecté au poste Contributions versées par le Canada pour FEM-2 et a donc été reclassé. La reclassification de ce montant augmente d'autant la contribution versée par le Canada.

Pendant l'exercice 02, un montant de 87 996 dollars a été reclassé du poste

Bénéfices non répartis (déficit) de l'exercice 01 au poste Montant cumulé des financements alloués et des allocations pour frais de l'exercice 01 du fait de la reclassification des décaissements de deux projets auparavant comptabilisés comme charges administratives de la BIRD en qualité d'AE.

Note 11 : Décaissements au titre des financements alloués et conditions de remboursement

Le FEM accorde des financements essentiellement à titre gracieux, mais en vertu de l'Instrument, le FEM peut également fournir des ressources sous d'autres formes, notamment au moyen de prêts et de garanties consentis à des conditions approuvées par le Conseil. En vertu des pouvoirs qui lui sont ainsi conférés, le Conseil a autorisé le financement d'un programme d'opérations du FEM à des conditions autres qu'à titre de don, lesdites conditions devant être approuvées au cas par cas pour chaque projet. La BIRD, en sa qualité d'AE, et la SFI, en tant qu'organisme d'exécution pour la BIRD/AE, ont approuvé lesdites opérations pour lesquelles l'Administrateur a engagé des fonds. Les conditions de remboursement prévues dans le cadre de ces opérations sont subordonnées à plusieurs facteurs. Compte tenu du caractère aléatoire de ces remboursements, l'Administrateur a donc inscrit les montants engagés au profit de la BIRD/AE pour lesdites opérations du FEM, au passif, comme au poste Financements alloués. Au 30 juin 2003 et au 30 juin 2002, les financements alloués par la Caisse au titre de ces opérations représentaient 56 807 186 et 55 719 373 dollars respectivement.

Note 12 : Utilisation des ressources de la Caisse

Dans le cadre de son dispositif de contrôle ordinaire, la BIRD procède à des vérifications des activités menées au titre de la Caisse, notamment des opérations pour lesquelles elle agit en qualité d'AE. En cette qualité, la BIRD a fait savoir à l'Administrateur pendant l'exercice 02 que ses vérifications avaient mis en évidence un certain nombre de transactions qui pourraient correspondre à des dépenses non autorisées dans le cadre de trois financements du FEM exécutés par les bénéficiaires. À ce jour, le montant total des dépenses non autorisées, si celles-ci étaient confirmées, ne peut être précisément chiffré. Au vu du montant correspondant aux activités actuellement soumises à examen, la direction n'estime pas que le montant total en question puisse avoir une incidence importante sur les états financiers de la Caisse, pris dans leur ensemble. Les résultats de l'examen en cours seront communiqués à l'Administrateur dès que ce travail sera achevé.

BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT
GUICHET FEM DE LA BIRD

Référence de la Banque mondiale
TF050551

Tableau des décaissements
et rapport des auditeurs indépendants
au 30 juin 2003

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE
Division des fonds fiduciaires
1818 H Street N.W. Washington, D.C. 20433, États-Unis
Téléphone : (1-202) 458-5800 Télécopie : (1-202) 477-7163

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Destinataire : Banque internationale pour la reconstruction et le développement en sa qualité d'Agent d'exécution du FEM (Guichet FEM de la BIRD)

Nous avons audité le tableau ci-joint des décaissements (selon la définition de l'Instrument pour la restructuration du Fonds pour l'environnement mondial, dans sa version de mai 1994) du Fonds fiduciaire pour le FEM, institution pour laquelle la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (la Banque) fait office d'Agent d'exécution, pour l'exercice clos le 30 juin 2003 et pour la période allant du 14 mars 1991 (création du FEM) au 30 juin 2003. Ce tableau des décaissements relève de la responsabilité de la direction de la BIRD. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ce document, sur la base de notre audit. Le tableau des décaissements de l'Agent d'exécution pour la période allant du 14 mars 1991 (création du FEM) au 30 juin 1997 a été vérifié par d'autres auditeurs dont le rapport, en date du 2 octobre 1997, n'émettait aucune réserve et comportait un paragraphe explicatif décrivant la méthode comptable présentée à la note 2 annexée au tableau des décaissements ci-joint. Le tableau des décaissements pour la période allant du 14 mars 1991 (création du FEM) au 30 juin 1997 fait ressortir des décaissements d'un montant total de 318,3 millions de dollars, fraction du montant total décaissé pendant la période comprise entre le 14 mars 1991 (création du FEM) et le 30 juin 2003. Le rapport des autres auditeurs nous a été remis et l'opinion que nous émettons sur les montants pour cette période est uniquement basée sur ce document.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement admises aux États-Unis d'Amérique et aux Normes internationales d'audit : ces normes requièrent que l'audit soit planifié et réalisé en vue d'obtenir l'assurance raisonnable que le tableau des décaissements ne comporte pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans l'état financier. Un audit consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues par la direction, ainsi que la présentation des états financiers pris dans leur ensemble. Nous estimons que notre audit et le rapport des autres auditeurs constituent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

Comme l'indique la note 2 annexée au tableau des décaissements, ce tableau a été préparé selon la méthode de la comptabilité de caisse, un ensemble de règles comptables qui diffèrent de celles généralement admises. Sa présentation n'est pas censée être conforme aux règles comptables généralement admises aux États-Unis d'Amérique ou aux Normes internationales de présentation de l'information financière.

À notre avis, et d'après notre audit et le rapport des autres auditeurs, le tableau des décaissements présente sincèrement, dans tous ses aspects significatifs, les décaissements du Fonds fiduciaire pour le FEM, institution pour laquelle la Banque internationale pour la reconstruction et le développement fait office d'Agent d'exécution, pour l'exercice clos le 30 juin 2003 et pour la période allant du 14 mars 1991 (création du FEM) au 30 juin 2003, selon les principes comptables décrits à la note 2.

Dans le cadre de son dispositif de contrôle ordinaire, la BIRD procède à des vérifications des activités menées au titre du Fonds fiduciaire pour le FEM, ainsi qu'il ressort de la note 5. Ce travail a mis en évidence un certain nombre d'opérations qui pourraient correspondre à des dépenses non autorisées dans le cadre de trois financements du FEM exécutés par les bénéficiaires. À ce jour, le montant total des dépenses non autorisées, si celles-ci étaient confirmées, ne peut être chiffré. Au vu du montant correspondant aux activités ici soumises à examen, la direction n'estime pas que le montant total en question puisse avoir une incidence importante sur le tableau des décaissements du Fonds fiduciaire pour le FEM, pris dans son ensemble. Les résultats de l'examen en cours seront communiqués au Conseil et à l'Administrateur dès que ce travail sera achevé.

Deloitte ! Touche LLP

15 décembre 2003

Membre de
Deloitte Touche Tohmatsu

Tableau des décaissements

Montants exprimés en dollars des États-Unis

	EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2003	DU 14 MARS 1991 (CRÉATION DU FEM) AU 30 JUIN 2003
DÉCAISSEMENTS		
Décaissements au titre des projets	\$ 117 955 283	\$ 960 648 504
Charges de gestion du cycle des projets	23 601 954	92 643 417
Charges administratives	<u>2 814 702</u>	<u>123 282 671</u>
Total décaissements	<u><u>\$ 144 371 939</u></u>	<u><u>\$1 176 574 592</u></u>

Les notes annexes font partie intégrante du présent tableau.

Notes annexes au tableau des décaissements

30 juin 2003

Montants exprimés en dollars des États-Unis

Note 1 : Organisation et fonctionnement de la Caisse du FEM

L'Instrument pour la restructuration du Fonds pour l'environnement mondial (l'Instrument) a porté création du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) en 1994. Le FEM accorde des financements à titre gracieux ou à des conditions libérales aux pays qui peuvent y prétendre pour couvrir le surcoût de mesures visant à avoir des effets positifs sur l'environnement de la planète dans les quatre domaines d'intervention suivants : changements climatiques, diversité biologique, eaux internationales et appauvrissement de la couche d'ozone.

Le surcoût convenu des activités portant sur la dégradation des sols peut faire l'objet d'un tel financement, pour autant que lesdites activités se rapportent aux quatre domaines d'intervention. Il en est de même du surcoût convenu d'autres activités relevant d'Action 21 (le plan d'action adopté par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, en 1992), dont le Conseil pourra approuver la prise en charge, pour autant que ces activités aient des effets positifs sur l'environnement de la planète dans les quatre domaines d'intervention.

Conformément à l'Instrument, les contributions au FEM et tous les autres actifs et recettes du Fonds sont détenus dans la Caisse du FEM (la Caisse) qui, en application des dispositions dudit Instrument, a été effectivement créée le 16 mars 1995. À cette date, la Caisse du Fonds pour l'environnement mondial (un mécanisme de financement du FEM, créé en 1991 au début de la phase pilote) a été dissoute et l'ensemble des fonds, des recettes, de l'actif et du passif ont été transférés à leur valeur comptable.

La Caisse est administrée par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) en tant qu'Administrateur. La BIRD est non seulement l'Administrateur de la Caisse, mais aussi l'un des trois Agents d'exécution du FEM. Les deux autres Agents d'exécution sont le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). L'Instrument définit les attributions de chacun des Agents d'exécution, du Secrétariat du FEM (le Secrétariat) et de l'Administrateur.

Note 2 : Résumé des grands principes comptables et des dispositions connexes

Méthode comptable — Le tableau ci-joint rend compte des décaissements du guichet FEM de la BIRD en tant qu'Agent d'exécution (AE). Des états financiers distincts rendent compte de la situation financière, des opérations et des flux de trésorerie de la Caisse. Ce tableau a été préparé selon la méthode de la comptabilité de caisse des produits et des charges, un ensemble de règles comptables qui diffèrent de celles généralement admises. Selon cette méthode, les produits ne sont pas constatés au moment où ils sont gagnés, mais lorsqu'ils sont encaissés, et les charges ne sont pas imputées au moment où elles sont engagées, mais lorsqu'elles sont décaissées. Le tableau ci-joint n'a pas pour but de présenter une ventilation des décaissements au titre des projets. Les montants cumulés qui y figurent se rapportent aux décaissements de la BIRD en tant qu'Agent d'exécution du 14 mars 1991 (création du FEM) au 30 juin 2003.

Charges de gestion du cycle des projets — L'Administrateur rembourse régulièrement la BIRD des dépenses raisonnables liées à l'identification, la préparation, la négociation, la supervision et l'évaluation des projets du FEM. Le tableau des décaissements de l'exercice clos le 30 juin 2003 et de la période allant du 14 mars 1991 (création du FEM) au 30 juin 2003 comprend le poste Charges de gestion du cycle des projets. Ce poste correspond à l'allocation non récurrente pour frais déjà versée à la BIRD en tant qu'Agent d'exécution et aux montants qui lui sont régulièrement remboursés.

Charges administratives — Conformément à l'Instrument, l'Administrateur rembourse à la BIRD les dépenses administratives d'un montant raisonnable que l'organisation encourt dans l'exercice de ses fonctions d'Agent d'exécution. Le Conseil examine et approuve le budget administratif du FEM.

Notes annexes au tableau des décaissements

30 juin 2003

Montants exprimés en dollars des États-Unis

Note 3 : Engagements approuvés au titre des projets

La BIRD en tant qu'Agent d'exécution engage des ressources au titre des projets en accordant des financements aux pays admis à en bénéficier conformément au programme de travail approuvé par le Conseil. Au 30 juin 2003 et au 30 juin 2002, les engagements au titre de projets approuvés par la BIRD en tant qu'Agent d'exécution se répartissaient comme suit :

	DEPUIS LA DATE DE CRÉATION DU FEM JUSQU'AU	
	30 JUIN 2003	30 JUIN 2002
ENGAGEMENTS APPROUVÉS AU TITRE DES PROJETS		
Projets à part entière et projets de moyenne envergure	\$ 1 467 122 599	\$ 1 478 035 000
Avances pour la préparation de projets (PPA)	10 539 056	12 183 000
Mécanisme de préparation des projets (PDF)	49 929 098	42 185 000
Activités habilitantes	5 057 533	5 349 000
Total engagements au titre des projets	1 532 648 286	1 537 752 000
Décaissements cumulés	960 648 504	842 693 221
Engagements en instance de décaissement*	\$ 571 999 782	\$ 695 058 775

*Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas toujours à la somme de leurs éléments.

Note 4 : Décaissements

Dans le cadre de son dispositif de contrôle ordinaire, la BIRD procède à des vérifications des activités menées au titre du Fonds fiduciaire pour le FEM. Ce travail a mis en évidence un certain nombre d'opérations qui pourraient correspondre à des dépenses non autorisées dans le cadre de trois financements du FEM exécutés par les bénéficiaires. À ce jour, le montant total des dépenses non autorisées, si celles-ci étaient confirmées, ne peut être chiffré. Au vu du montant correspondant aux activités ici soumises à examen, la direction n'estime pas que le montant total en question puisse avoir une incidence importante sur le tableau des décaissements du Fonds fiduciaire pour le FEM, pris dans son ensemble. Les résultats de l'examen en cours seront communiqués au Conseil et à l'Administrateur dès que ce travail sera achevé.

BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT
CAISSE DU FEM
OPÉRATIONS DU SECRÉTARIAT

Référence de la Banque mondiale
TF050495 & TF050496

Tableau des décaissements et rapport
des auditeurs indépendants
30 juin 2003

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE
Division des fonds fiduciaires
1818 H Street N.W. Washington, D.C. 20433, États-Unis
Téléphone : (1-202) 458-5800 Télécopie : (1-202) 477-7163

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Destinataires : Conseil du Fonds pour l'environnement mondial, Banque internationale pour la reconstruction et le développement en sa qualité d'Administrateur de la Caisse du FEM, et Secrétariat

Nous avons audité le tableau ci-joint des décaissements (selon la définition de l'Instrument pour la restructuration du Fonds pour l'environnement mondial, dans sa version de mai 1994) de la Caisse du FEM : Secrétariat (le Secrétariat), mécanisme dont la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (la Banque) est l'Administrateur, au 30 juin 2003 et pour l'exercice clos à cette date ainsi que pour la période allant du 14 mars 1991 (création du FEM) au 30 juin 2003. Ce tableau des décaissements relève de la responsabilité de la direction de la BIRD. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ce document sur la base de notre audit. Le tableau des décaissements du Secrétariat pour la période allant du 14 mars 1991 (création du FEM) au 30 juin 1997 a été vérifié par d'autres auditeurs dont le rapport, en date du 2 octobre 1997, n'émettait aucune réserve et comportait un paragraphe explicatif décrivant la méthode comptable présentée à la note 2 annexée au tableau des décaissements ci-joint. Le tableau des décaissements pour la période allant du 14 mars 1991 (création du FEM) au 30 juin 1997 fait ressortir des décaissements d'un montant total de 24,3 millions de dollars, fraction du montant total décaissé pendant la période comprise entre le 14 mars 1991 (création du FEM) et le 30 juin 2003. Le rapport des autres auditeurs nous a été remis et l'opinion que nous émettons sur le montant pour cette période est uniquement basée sur ce document.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement admises aux États-Unis d'Amérique et aux Normes internationales d'audit : ces normes requièrent que l'audit soit planifié et réalisé en vue d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans les états financiers. Un audit consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues par la direction, ainsi que la présentation des états financiers pris dans leur ensemble. Nous estimons que notre audit constitue une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

Comme l'indique la note 2 annexée au tableau des décaissements, ce tableau a été préparé selon la méthode de la comptabilité de caisse, un ensemble de règles comptables qui diffèrent de celles généralement admises aux États-Unis. Sa présentation n'est pas censée être conforme aux règles comptables généralement admises aux États-Unis d'Amérique ou aux Normes internationales de présentation de l'information financière.

À notre avis, et d'après notre audit et le rapport des autres auditeurs, le tableau des décaissements présente sincèrement, dans tous ses aspects significatifs, les décaissements de la Caisse du FEM : Secrétariat, mécanisme dont la Banque internationale pour la reconstruction et le développement est l'Administrateur, pour l'exercice clos le 30 juin 2003 et pour la période allant du 14 mars 1991 (création du FEM) au 30 juin 2003, selon les principes comptables décrits à la note 2.

Comme l'indique la note 5, la direction a commencé à examiner un échantillon des décaissements de certains fonds fiduciaires pendant l'exercice 01. À ce jour, la direction n'a connaissance d'aucun décaissement non autorisé à partir de ces fonds fiduciaires. Dans l'hypothèse où il serait établi que des décaissements ne se conforment pas aux accords régissant les fonds fiduciaires, la direction consulterait les bailleurs de fonds sur les mesures à prendre pour remédier à la situation.

Deloitte & Touche LLP

5 janvier 2004

Membre de
Deloitte Touche Tohmatsu

Tableau des décaissements

Montants exprimés en dollars des États-Unis

	EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2003	DU 14 MARS 1991 (CRÉATION DU FEM) AU 30 JUIN 2003
DÉCAISSEMENTS		
Décaissements au titre de projets	\$ —	\$ 1 960 320
Charges administratives (Note 4)	<u>12 915 636</u>	<u>79 053 996</u>
Total décaissements	<u><u>\$ 12 915 636</u></u>	<u><u>\$ 81 014 316</u></u>

Les notes annexes font partie intégrante du présent tableau.

Notes annexes au Tableau des décaissements

30 juin 2003

Montants exprimés en dollars des États-Unis

Note 1 : Organisation et fonctionnement de la Caisse du FEM

L'Instrument pour la restructuration du Fonds pour l'environnement mondial (l'Instrument) a porté création du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) en 1994. Le FEM accorde des financements à titre gracieux ou à des conditions libérales aux pays qui peuvent y prétendre pour couvrir le surcoût de mesures visant à avoir des effets positifs sur l'environnement de la planète dans les quatre domaines d'intervention suivants : changements climatiques, diversité biologique, eaux internationales et appauvrissement de la couche d'ozone.

Le surcoût convenu des activités portant sur la dégradation des sols peut faire l'objet d'un tel financement, pour autant que lesdites activités se rapportent aux quatre domaines d'intervention. Il en est de même du surcoût convenu d'autres activités relevant d'Action 21 (le plan d'action adopté par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, en 1992), dont le Conseil pourra approuver la prise en charge, pour autant que ces activités aient des effets positifs sur l'environnement de la planète dans les quatre domaines d'intervention.

Conformément à l'Instrument, les contributions au FEM et tous les autres actifs et recettes du Fonds sont détenus dans la Caisse du FEM (la Caisse) qui, en application des dispositions dudit Instrument, a été effectivement créée le 16 mars 1995. À cette date, la Caisse du Fonds pour l'environnement mondial (un mécanisme de financement du FEM, créé en 1991 au début de la phase pilote) a été dissoute et l'ensemble des fonds, des recettes, de l'actif et du passif ont été transférés à leur valeur comptable. La Caisse est administrée par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) en tant qu'Administrateur.

Le Secrétariat du FEM (le Secrétariat) coordonne l'élaboration des projets inscrits au programme de travail annuel, supervise l'exécution de ce programme et s'assure que la stratégie et les politiques opérationnelles sont respectées. Le Secrétariat bénéficie du soutien administratif de la BIRD en qualité d'Administrateur et opère en toute indépendance fonctionnelle dans l'exercice des attributions que lui confère l'Instrument. De même, l'Instrument confère d'autres responsabilités à l'Administrateur et aux Agents d'exécution.

Note 2 : Résumé des grands principes comptables et des dispositions connexes

Méthode comptable — Le tableau ci-joint rend compte des décaissements du Secrétariat. Des états financiers distincts rendent compte de la situation financière, des opérations et des flux de trésorerie de la Caisse. Ce tableau a été préparé selon la méthode de la comptabilité de caisse des produits et des charges, un ensemble de règles comptables qui diffèrent de celles généralement admises. Selon cette méthode, les produits ne sont pas constatés au moment où ils sont gagnés, mais lorsqu'ils sont encaissés, et les charges ne sont pas imputées au moment où elles sont engagées, mais lorsqu'elles sont décaissées. Le tableau ci-joint n'a pas pour but de présenter une ventilation des décaissements au titre des projets. Les montants cumulés qui y figurent se rapportent aux décaissements du Secrétariat du 14 mars 1991 (création du FEM) au 30 juin 2003.

Charges administratives — Conformément à l'Instrument, l'Administrateur rembourse à la BIRD les dépenses administratives d'un montant raisonnable que l'organisation encourt en accordant un appui administratif au Secrétariat. Le Conseil examine et approuve le budget administratif du FEM.

Note 3 : Engagements approuvés au titre des financements alloués

Le Bureau de l'Administrateur du FEM, auquel a succédé le Secrétariat, a été autorisé par les Participants contributeurs à engager des dépenses d'un montant de 2,6 millions de dollars pour le programme d'estimation des surcoûts pour l'environnement (PRINCE). Le Secrétariat a également engagé un montant de 145 600 dollars dans le cadre des Ateliers de dialogue du FEM avec les pays, projet administré conjointement par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et la BIRD en collaboration avec le Secrétariat du FEM. Les montants totaux des engagements pris et des décaissements effectués jusqu'ici au titre de ces deux projets sont indiqués ci-après.

Notes annexes au Tableau des décaissements

30 juin 2003

Montants exprimés en dollars des États-Unis

	DEPUIS LA DATE DE CRÉATION DU FEM JUSQU'AU	
	<u>30 JUIN 2003</u>	<u>30 JUIN 2002</u>
Engagements approuvés au titre des financements alloués		
PRINCE	\$ 2 600 000	\$ 2 600 000
Ateliers de dialogue du FEM avec les pays	<u>145 600</u>	<u>145 600</u>
Total engagements au titre des financements alloués	<u>2 745 600</u>	<u>2 745 600</u>
Décaissements cumulés	<u>1 960 320</u>	<u>1 960 320</u>
Engagements en instance de décaissement	<u>\$ 785 280</u>	<u>\$ 785 280</u>

Pendant l'exercice 03, un montant de 785 280 dollars a été transféré de la Caisse au Secrétariat. Il était en instance de décaissement par le Secrétariat au 30 juin 2003.

Note 4 : Charges administratives

Pendant l'exercice 03, la direction du FEM s'est rendue compte que, du fait d'une erreur informatique, des dépenses d'un montant de 1 293 719 dollars n'avaient pas été correctement imputées au Secrétariat pendant l'exercice 02. Depuis lors, la direction a pris les mesures nécessaires pour remédier à la situation et a imputé ce montant aux charges administratives de l'exercice 03 qui s'élèvent à 12 915 636 dollars. Si ces dépenses avaient été imputées au fonds fiduciaire du Secrétariat pour l'exercice 02, le poste Charges administratives de l'exercice 03 aurait diminué de 1 293 719 dollars ; le montant total des charges administratives pour la période allant du 14 mars 1991 (création du FEM) au 30 juin 2003 serait toutefois resté inchangé.

Note 5 : Décaissements

La direction a commencé à examiner un échantillon des décaissements de certains fonds fiduciaires pendant l'exercice 01. À ce jour, la direction n'a connaissance d'aucun décaissement non autorisé à partir de ces fonds fiduciaires. Dans l'hypothèse où il serait établi que des décaissements ne se conforment pas aux accords régissant les fonds fiduciaires, la direction consulterait les bailleurs de fonds sur les mesures à prendre pour remédier à la situation.

COMITÉ DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE L'ONU
PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT
FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE POUR LE FEM (GUICHET FEM DU PNUD)
OPINION DES AUDITEURS

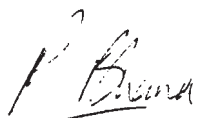
J'ai audité l'état financier ci-joint du guichet FEM du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour l'exercice clos le 31 décembre 2002. Cet état financier relève de la responsabilité de la direction du PNUD. Ma responsabilité consiste à émettre une opinion sur cet état financier, sur la base de mon audit.

J'ai effectué mon audit conformément aux normes communes de vérification des comptes adoptées par le Groupe mixte de vérificateurs externes des comptes de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Ces normes requièrent que l'audit soit planifié et réalisé en vue d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, et selon l'appréciation de l'auditeur aux vues des circonstances, les éléments probants justifiant les données contenues dans les états financiers. Un audit consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues par la direction, ainsi que la présentation des états financiers pris dans leur ensemble. J'estime que mon audit constitue une base raisonnable à l'expression de mon opinion.

À mon avis, les états financiers présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière au 31 décembre 2002 du guichet FEM du PNUD, ainsi que les charges et les produits pour l'exercice clos à cette date.

Je pense en outre que les opérations financières du guichet FEM du PNUD que j'ai examinées dans le cadre de cet audit ont été, dans tous leurs aspects significatifs, comptabilisées conformément à l'Instrument portant création du Fonds pour l'environnement mondial et aux décisions prises par le Conseil. Les directives adoptées par le PNUD pour valider les dépenses ont par ailleurs été appliquées dans tous leurs aspects significatifs.

Sans formuler de réserves sur l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons l'attention sur les directives du PNUD applicables aux projets du FEM exécutés à l'échelon national pour un montant de 69 millions de dollars. Malgré la nette amélioration à nouveau constatée, le caractère des assurances obtenues par le PNUD quant à l'utilisation des fonds aux fins prévues suscite notre inquiétude.



P. Bhana
Directeur du service de vérification externe des comptes, République sud-africaine
Pour le compte du Comité des commissaires aux comptes des Nations Unies
3 novembre 2003

Compte de résultat du guichet FEM pour la période de 12 mois prenant fin le 31 décembre 2002

Montants exprimés en milliers de dollars des États-Unis

	<u>2002</u>	<u>2001</u>
PRODUITS		
Contributions volontaires – Note 1	\$160 666	\$142 750
Intérêts perçus	(379)	1 490
Autres produits/(charges)	—	9
	<u>160 287</u>	<u>144 249</u>
CHARGES		
Dépenses au titre du programme	115 943	120 908
Frais administratifs	17 040	14 474
Autres charges	545	10
	<u>133 528</u>	<u>135 392</u>
Excédent (déficit) des dépenses sur les recettes	26 759	8 857
Économies réalisées sur les engagements de l'exercice biennal précédent	261	—
Remboursements aux donateurs et transferts vers/à partir d'autres fonds	(318)	—
Réserves et solde en début d'exercice	<u>14 013</u>	<u>5 156</u>
Réserves et solde en fin d'exercice	<u>\$ 40 715</u>	<u>\$ 14 013</u>

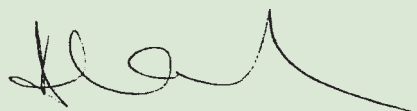
Engagements approuvés au titre des projets

Total au 31 décembre 2002

Montants exprimés en milliers de dollars des États-Unis

Assistance technique à part entière	\$ 883 640,2
Programme de microfinancements	116 034,5
Projets de moyenne envergure	51 647,9
Activités habilitantes	73 116,2
PRIF et autres	18 047,1
PDF-A	4 026,4
PDF-B	43 060,2
PDF-C	1 181,6
Total des engagements approuvés	<u>\$ 1 190 754,1</u>

J'atteste que les informations contenues dans cet état financier, dans tous leurs aspects significatifs, rendent compte des activités menées pour le compte du Fonds pour l'environnement mondial et financées au moyen des contributions reçues de la Banque mondiale, en sa qualité d'Administrateur du FEM.



Darshak Shah, Chef
Division des finances
Bureau des finances et de l'administration
Programme des Nations Unies pour le développement —
Guichet FEM du PNUD

Notes annexes à l'état financier

Note 1 : Les contributions volontaires comprennent les éléments suivants :

(EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS)	2002	2001
Administrateur FEM pour le compte de la Banque mondiale	\$ 160 666	\$ 142 000
Initiative de renforcement des capacités (programme IRC)	—	750
Total contributions volontaires	<u>\$ 160 666</u>	<u>\$ 142 750</u>

Note 2 : Ce compte de résultat a été établi selon la méthode de la comptabilité d'exercice, sauf pour les contributions volontaires pour lesquelles la méthode de la comptabilité de caisse a été appliquée, conformément aux politiques comptables du PNUD. Il comprend donc les engagements non réglés suivants :

(EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS)	2002	2001
Engagements non réglés — Projets	\$ 8 790	\$ 15 704
Engagements non réglés — Frais administratifs	244	406
Total engagements non réglés	<u>\$ 9 034</u>	<u>\$ 16 110</u>

Les engagements au titre des frais administratifs qui ne sont pas utilisés dans un exercice biennal sont comptabilisés comme des économies de l'exercice suivant.

Les avances à recevoir/(à payer) consenties aux organismes d'exécution se répartissent comme suit (au 31 décembre) :

(EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS)	2002	2001
État	\$ 13 521	\$ 14 225
Organismes d'exécution	(9 483)	(4 551)
Total avances à recevoir/(à payer)	<u>\$ 4 038</u>	<u>\$ 9 674</u>

Note 3 : Allocations non utilisées et ressources non dépensées

Le guichet FEM du PNUD a reçu des lettres d'engagement de la Banque mondiale en sa qualité d'Administrateur de la Caisse d'un montant de 1 268 500 000 dollars (1 268 500 000 dollars en 2001). Au 31 décembre 2002, sur la base de ces engagements, le guichet FEM du PNUD avait alloué des ressources d'un montant de 327 065 000 dollars (314 666 000 dollars en 2001), en sus du solde de 40 486 000 dollars.

Opinion des auditeurs

Nous avons audité les états financiers ci-joints du guichet FEM du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) pour l'exercice clos le 31 décembre 2002. Ces états financiers relèvent de la responsabilité de la direction du PNUE. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes communes de vérification des comptes adoptées par le Groupe mixte de vérificateurs externes des comptes de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Ces normes requièrent que l'audit soit planifié et réalisé en vue d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans les états financiers. Un audit consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues par la direction, ainsi que la présentation des états financiers pris dans leur ensemble. Nous estimons que notre audit constitue une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

À notre avis, les états financiers présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière au 31 décembre 2002 du guichet FEM du PNUE, ainsi que les charges et les produits pour l'exercice clos à cette date.

Nous pensons en outre que les ressources financières du guichet FEM du PNUE ont été utilisées conformément à l'Instrument portant création du Fonds pour l'environnement mondial et aux décisions prises par le Conseil.



Sabiniano G. Cabatuan
Directeur, Vérification externe des comptes, Philippines
Comité des commissaires aux comptes de l'ONU
27 octobre 2003

Compte de résultat et variations des réserves et du solde

pour la première année de l'exercice biennal 02-03 close le 31 décembre 2002

	2002 USD	2001 USD
PRODUITS		
Contributions volontaires	\$ 59 939 358	\$ 55 605 721
Intérêts perçus	1 372 754	2 027 571
Autres produits	11 557	—
Total Produits	61 323 669	57 633 292
CHARGES		
Dépenses de personnel	8 374 068	5 687 374
Services contractuels	13 753 355	10 625 901
Déplacements	1 599 765	1 372 622
Charges d'exploitation	6 822 633	5 115 836
Achats	658 271	1 080 099
Autres charges	8 512	586
Total Charges	31 216 604	23 882 418
Excédent/(déficit) des recettes sur les dépenses	30 107 065	33 750 874
Ajustements sur exercice antérieur	(765 723)	(50 993)
Excédent/(déficit) net des recettes sur les dépenses	29 341 342	33 699 881
Économies provisoires ou annulations au titre des engagements des exercices précédents	821 254	(116 205)
Réserves et solde en début d'exercice	45 774 068	12 190 392
Réserves et solde en fin d'exercice	\$ 75 936 664	\$ 45 774 068

État de la situation financière, des réserves et du solde au 31 décembre 2002

	2002 USD	2001 USD
ACTIF		
Liquidités et dépôts à terme	\$ 62 140 197	\$ 43 867 270
Autres créances	25 181 352	14 483 061
Charges comptabilisées d'avance	16 876	11 705
Total Actif	87 338 425	58 362 036
PASSIF		
Soldes à payer sur d'autres fonds	3 292 633	5 857 107
Autres dettes exigibles	3 579 559	1 264 532
Autres passifs	(36)	—
Réserves pour engagements	4 529 605	5 466 329
Total Passif	11 401 761	12 587 968
RÉSERVES ET SOLDE		
Excédent cumulé	75 936 664	45 774 068
Total réserves et solde	75 936 664	45 774 068
Total passif, réserves et solde	\$ 87 338 425	\$ 58 362 036



David Hastie
Administrateur chargé
de la Section de la comptabilité
Service du budget et de la gestion financière
14 avril 2003

Tableau des flux de trésorerie

pour la première année de l'exercice biennal 02-03 close le 31 décembre 2002

	2002 USD	2001 USD
TRÉSORERIE ISSUE DES OPÉRATIONS D'EXPLOITATION		
Excédent/(déficit) net des recettes sur les dépenses (AUGMENTATION)/DIMINUTION	\$ 29 341 342	\$ 33 699 881
Autres créances	(10 698 291)	(5 201 750)
Charges comptabilisées d'avance	(5 171)	16 776
AUGMENTATION/(DIMINUTION)		
Autres dettes exigibles	2 315 027	1 194 973
Autres passifs	(36)	—
Réserves pour engagements	(936 724)	3 528 957
Moins : Intérêts perçus	(1 372 754)	(2 027 571)
Trésorerie issue des opérations d'exploitation	18 643 393	31 211 266
TRÉSORERIE ISSUE DES OPÉRATIONS DE PLACEMENT ET DE FINANCEMENT		
Augmentation/(diminution) des soldes à payer sur d'autres fonds	(2 564 474)	3 801 418
Plus : Intérêts perçus	1 372 754	2 027 571
Trésorerie issue des opérations de placement et de financement	(1 191 720)	5 828 989
TRÉSORERIE ISSUE D'AUTRES SOURCES		
Économies provisoires ou annulations au titre des engagements des exercices précédents	821 254	(116 205)
Trésorerie issue d'autres sources	821 254	(116 205)
AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DES LIQUIDITÉS ET DÉPÔTS À COURT TERME	18 272 927	36 924 050
Liquidités et dépôts à court terme en début d'exercice	43 867 270	6 943 220
Liquidités et dépôts à court terme en fin d'exercice	\$ 62 140 197	\$ 43 867 270



David Hastie
Administrateur chargé
de la Section de la comptabilité
Service du budget et de la gestion financière
14 avril 2003

Compte de résultat et variations des réserves et du solde

pour la première année de l'exercice biennal 02-03 close le 31 décembre 2002

	2002 USD	2001 USD
PRODUITS		
Contributions volontaires	\$ 5 172 286	\$ 6 399 782
Intérêts perçus	379 904	322 401
Autres produits	1 284	—
Total Produits	<u>5 553 474</u>	<u>6 722 183</u>
CHARGES		
Dépenses de personnel	1 220 542	636 219
Services contractuels	265 698	76 938
Déplacements	186 065	72 106
Charges d'exploitation	22 296	41 007
Achats	83	—
Total charges	<u>1 694 684</u>	<u>826 270</u>
Excédent/(déficit) des recettes sur les dépenses	3 858 790	5 895 913
Ajustements sur période antérieure	340	—
Excédent/(déficit) net des recettes sur les dépenses	<u>3 859 130</u>	<u>5 895 913</u>
Réserves et solde en début d'exercice	<u>7 679 003</u>	<u>1 783 090</u>
Réserves et solde en fin d'exercice	<u>\$ 11 538 133</u>	<u>\$ 7 679 003</u>

État de la situation financière, des réserves et du solde au 31 décembre 2002

	2002 USD	2001 USD
ACTIF		
Liquidités et dépôts à terme	\$ 12 861 267	\$ 9 344 470
Autres créances	3 952	15 623
Charges comptabilisées d'avance	595	7 278
Total actif	<u>12 865 814</u>	<u>9 367 371</u>
PASSIF		
Soldes à payer sur d'autres fonds	884 709	1 601 855
Autres dettes exigibles	139 688	7 135
Réserves pour engagements	303 284	79 378
Total passif	<u>1 327 681</u>	<u>1 688 368</u>
RÉSERVES ET SOLDE		
Excédent cumulé	11 538 133	7 679 003
Total réserves et solde	<u>11 538 133</u>	<u>7 679 003</u>
Total passif, réserves et solde	<u>\$ 12 865 814</u>	<u>\$ 9 367 371</u>



David Hastie
Administrateur chargé
de la Section de la comptabilité
Service du budget et de la gestion financière
14 avril 2003

Tableau des flux de trésorerie

pour la première année de l'exercice biennal 02-03 close le 31 décembre 2002

	2002	2001
	USD	USD
TRÉSORERIE ISSUE DES OPÉRATIONS D'EXPLOITATION		
Excédent/(déficit) net des recettes sur les dépenses (AUGMENTATION)/DIMINUTION	\$ 3 859 130	\$ 5 895 913
Autres créances	11 671	21 312
Charges comptabilisées d'avance AUGMENTATION/(DIMINUTION)	6 683	(7 278)
Autres dettes exigibles	132 553	4 354
Réserves pour engagements	223 906	45 344
Moins : Intérêts perçus	<u>(379 904)</u>	<u>(322 401)</u>
Trésorerie issue des opérations d'exploitation	<u>3 854 039</u>	<u>5 637 244</u>
TRÉSORERIE ISSUE DES OPÉRATIONS DE PLACEMENT ET DE FINANCEMENT		
Augmentation/(diminution) des soldes à payer sur d'autres fonds Plus : Intérêts perçus	<u>(717 146)</u> <u>379 904</u>	<u>1 290 351</u> <u>322 401</u>
Trésorerie issue des opérations de placement et de financement	<u>(337 242)</u>	<u>1 612 752</u>
AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DES LIQUIDITÉS ET DÉPÔTS À COURT TERME		
Liquidités et dépôts à court terme en début d'exercice	3 516 797	7 249 996
Liquidités et dépôts à court terme en fin d'exercice	<u>9 344 470</u>	<u>2 094 474</u>
	<u><u>\$ 12 861 267</u></u>	<u><u>\$ 9 344 470</u></u>



David Hastie
Administrateur chargé
de la Section de la comptabilité
Service du budget et de la gestion financière
14 avril 2003

Compte de résultat et variations des réserves et du solde

pour la première année de l'exercice biennal 02-03 close le 31 décembre 2002

	2002 USD	2001 USD
PRODUITS		
Intérêts perçus	\$ 8 001	\$ 49 777
Total produits	<u>8 001</u>	<u>49 777</u>
CHARGES		
Dépenses de personnel	55 568	166 382
Services contractuels	92 849	27 282
Déplacements	42 108	36 314
Charges d'exploitation	5 623	78 462
Achats	5 712	(8 266)
Total charges	<u>201 860</u>	<u>300 174</u>
Excédent/(déficit) des recettes sur les dépenses	(193 859)	(250 397)
Réserves et solde en début d'exercice	<u>384 854</u>	<u>635 251</u>
Réserves et solde en fin d'exercice	<u>\$ 190 995</u>	<u>\$ 384 854</u>

État de la situation financière, des réserves et du solde au 31 décembre 2002

	2002 USD	2001 USD
ACTIF		
Liquidités et dépôts à terme	\$ 319 177	\$ —
Soldes à recevoir d'autres fonds	—	418 621
Autres créances	67	580
Charges comptabilisées d'avance	4 608	—
Total actif	<u>323 852</u>	<u>419 201</u>
PASSIF		
Soldes à payer sur d'autres fonds	76 267	—
Autres dettes exigibles	56 051	33 808
Réserves pour engagements	539	539
Total passif	<u>132 857</u>	<u>34 347</u>
RÉSERVES ET SOLDE		
Excédent cumulé	<u>190 995</u>	<u>384 854</u>
Total réserves et solde	<u>190 995</u>	<u>384 854</u>
Total passif, réserves et solde	<u>\$ 323 852</u>	<u>\$ 419 201</u>



David Hastie
Administrateur chargé
de la Section de la comptabilité
Service du budget et de la gestion financière
14 avril 2003

Tableau des flux de trésorerie

pour la première année de l'exercice biennal 02-03 close le 31 décembre 2002

	2002 USD	2001 USD
TRÉSORERIE ISSUE DES OPÉRATIONS D'EXPLOITATION		
Excédent/(déficit) net des recettes sur les dépenses (AUGMENTATION)/DIMINUTION	\$ (193 859)	\$ (250 397)
Autres créances	513	35 713
Charges comptabilisées d'avance	(4 608)	—
 AUGMENTATION/(DIMINUTION)		
Autres dettes exigibles	22 243	(234 463)
Réserves pour engagements	—	(302 090)
Moins : Intérêts perçus	(8 001)	(49 777)
Trésorerie issue des opérations d'exploitation	(183 712)	(801 014)
 TRÉSORERIE ISSUE DES OPÉRATIONS DE PLACEMENT ET DE FINANCEMENT		
(Augmentation)/diminution des soldes à recevoir d'autres fonds	418 621	(321 317)
Augmentation/(diminution) des soldes à recevoir d'autres fonds	76 267	—
Plus : Intérêts perçus	8 001	49 777
Trésorerie issue des opérations de placement et de financement	502 889	(271 540)
 AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DES LIQUIDITÉS ET DÉPÔTS À COURT TERME	319 177	(1 072 554)
Liquidités et dépôts à court terme en début d'exercice	—	1 072 554
Liquidités et dépôts à court terme en fin d'exercice	<u>\$ 319 177</u>	<u>\$ —</u>



David Hastie
Administrateur chargé
de la Section de la comptabilité
Service du budget et de la gestion financière
14 avril 2003

Membres de la famille du FEM

Membres du Conseil et suppléants du FEM	63
Principaux interlocuteurs du FEM dans les pays	65
ONG : Points de contact régionaux du FEM	81
Membres du Groupe consultatif pour la science et la technologie	82
Publications du FEM	83



Membres du Conseil et suppléants du FEM

Membre : Adeishvili, Malkhaz (Géorgie)
Suppléant : Iliaz, Fathme Musa (Bulgarie)
Pays : Albanie, Bulgarie, Croatie, Géorgie, Macédoine (ERY de), Moldova, Pologne, Roumanie, Ukraine

Membre : Agha, Tanwir Ali (Pakistan)
Suppléant : Lutfi, Sultan N. (Jordanie)
Pays : Afghanistan, Jordanie, Liban, Pakistan, Yémen

Membre : Alban, Andrea (Colombie)
Suppléant : Goidanich, Roberto (Brésil)
Pays : Brésil, Colombie, Équateur

Membre : Brown, Linda (Royaume-Uni)
Suppléant : Parry, Glenys (Royaume-Uni)
Pays : Royaume-Uni

Membre : Chamero, Jorge L. Fernández (Cuba)
Suppléant : Persaud, Doorga (Guyana)
Pays : Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Cuba,

Dominique, Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, République dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago

Membre : Dia Toure, Fatima (Sénégal)
Suppléant : Andrade, Fernando (Cap-Vert)

Pays : Burkina Faso, Cap-Vert, Gambie, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad

Membre : Echirk, Djamel (Algérie)
Suppléant : Hilali, M'hamed (Maroc)
Pays : Algérie, Égypte, Maroc, Tunisie

Membre : Enkhsaikhan, Jargalsaikhany (Mongolie)
Suppléant : Mekprayoonthong, Manop (Thaïlande)
Pays : Malaisie, Mongolie, Myanmar, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, Thaïlande, Viet Nam

Membre : Fernandez, Ramon (France)
Suppléant : Martin, Marc-Antoine (France)
Pays : France

Membre : Frederiksen, Dan (Danemark)
Suppléant : Bjernebye, Erik (Norvège)
Pays : Danemark, Lettonie, Lituanie, Norvège

Membre : Gozun, Elisea G. (Philippines)
Suppléant : Sumardja, Effendy (Indonésie)

Pays : Fidji, Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Indonésie, Kiribati, Micronésie, Nauru, Niue, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu

Membre : Hartvig, BrittMarie (Suède)
Suppléant : Karanko, Kari (Finlande)
Pays : Estonie, Finlande, Suède

Membre : Hasegawa, Koichi (Japon)
Suppléant : Kitagawa, Katsuro (Japon)
Pays : Japon

Membre : Hosseini, Pirooz (Iran)
Suppléant : Moeini, Hossein (Iran)
Pays : Iran

Membre : Kishore, Adrash (Inde)
Suppléant : Ahmed, Sabihuddin (Bangladesh)

Pays : Bangladesh, Bhoutan, Inde, Maldives, Népal, Sri Lanka

Membre : Lopez Zayas, Luis Alberto (Paraguay)
Suppléant : Casas, Gonzalo (Uruguay)
Pays : Argentine, Bolivie, Chili, Paraguay, Pérou, Uruguay

Membre : Mande, Bala (Nigéria)
Suppléant : Worou, Theophile (Bénin)
Pays : Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Nigéria, Sierra Léone, Togo

Membre : Melanson, Jim (Canada)
Suppléant : Hagerman, Ellen (Canada)
Pays : Canada

Membre : Metsing, Julius T. (Lesotho)
Suppléant : Kabwaza, Raphael (Malawi)
Pays : Afrique du Sud, Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Swaziland, Zambie, Zimbabwe

Membre : Muduuli, Mary (Ouganda)
Suppléant : Waiss, Aboubaker Douale (Djibouti)
Pays : Comores, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Madagascar,

Maurice, Ouganda, Soudan,
Tanzanie

Membre : Ochoa, Ricardo
(Mexique)

Suppléant : Balid, Ramon
(Panama)

Pays : Costa Rica, El Salvador,
Guatemala, Honduras, Mexique,
Nicaragua, Panama, Venezuela

Membre : Ramos, Teresa (Espagne)

Suppléant : Da Mota Pinto, Nuno
(Portugal)

Pays : Espagne, Grèce, Irlande,
Portugal

Membre : Roch, Philippe (Suisse)

Suppléant : Dubois, Jean-Bernard
(Suisse)

Pays : Azerbaïdjan, Kirghizistan,
Ouzbékistan, Suisse, Tadjikistan,
Turkménistan

Membre : Schuerch, William E.
(États-Unis)

Suppléant : McMurray, Claudia
(États-Unis)

Pays : États-Unis

Membre : Soderini, Ludovica
(Italie)

Suppléant : Corniola, Emiliano
(Italie)

Pays : Italie

Membre : Steinke, Marita
(Allemagne)

Suppléant : Hermann, Walter
(Allemagne)

Pays : Allemagne

Membre : Tanyi Mbianyor, Clarkson
(Cameroun)

Suppléant : Doungabe, Gustave
(République centrafricaine)

Pays : Burundi, Cameroun,
République centrafricaine,
République démocratique du
Congo, République du Congo

Membre : Treppel, Leander
(Autriche)

Suppléant : Mojik, Ivan
(République slovaque)

Pays : Autriche, Belgique, Hongrie,
Luxembourg, République slovaque,
République tchèque, Slovénie,
Turquie

Membre : Tveritinov, Sergey
(Fédération de Russie)

Suppléant : Vacant

Pays : Arménie, Bélarus, Fédération
de Russie

Membre : van Voorst Tot Voorst,
Sweder (Pays-Bas)

Suppléant : van den Bergen,
Vincent (Pays-Bas)

Pays : Pays-Bas

Membre : Vaughan, Steve
(Nouvelle-Zélande)

Suppléant : Cho, Won-ho
(République de Corée)

Pays : Australie, Nouvelle-Zélande,
République de Corée

Membre : Zhu, Guangyao (Chine)

Suppléant : Wu, Jinkang (Chine)

Pays : Chine

Les nouveaux pays membres suivants
restent à placer dans les différents groupes :
Bosnie-Herzégovine, Cambodge, Gabon,
Guinée équatoriale, Israël, Kazakhstan,
Libéria, Libye, Malte, Namibie, Palau,
Rwanda, Serbie-et-Monténégro, Seychelles,
Syrie, République démocratique du
Timor-Leste, Yougoslavie

Principaux interlocuteurs du FEM dans les pays

Points focaux du FEM dans les pays

A

Afghanistan

Azizi, Abdul B.
Advisor to the Executive Director, EDSO6
MC 13-141
The World Bank
1818 H Street, N.W.
Washington, D.C. 20433
États-Unis
Téléphone : (1-202) 458-2451
Télécopie : (1-202) 477-9052
Courriel : aazizi@worldbank.org

Afrique du Sud

Mabhongo, Xolisa
Counsellor
Permanent Mission of South Africa to the
United Nations
333 East 38th Street, 9th Floor
New York, NY 10016
États-Unis
Téléphone : (1-212) 213-5583
Télécopie : (1-212) 692-2498

Olver, Crispian
Director General
Department of Environmental Affairs
and Tourism
Private Bag X447
Pretoria 0001
Afrique du Sud
Téléphone : (27-12)310-3828
Télécopie : (27-12) 320-4746/322-3588
Courriel : colver@ozone.pwv.gov.za

Albanie

Abeshi, Pellumb
Secretary General
Ministry of Environment
Rruga e Durrës, No. 27
Tirana, Albanie
Téléphone : (355-4) 270 623
Télécopie : (355-4) 270 623
Courriel : p_abeshi@abissnet.com.al

Xhuvëli, Lufter
Minister
Ministry of Environment
Rruga e Durrës, No. 27
Tirana, Albanie
Téléphone : (355-4)270 630
Télécopie : (355-4) 270 627

Algérie

Echirk, Djamel
Inspecteur général de l'Environnement
Ministère de l'Aménagement du territoire
et de l'Environnement
Rue des 4 Canons-les Tagarins
Alger, Algérie
Téléphone : (213-21) 56 19 86
Télécopie : (213-21) 56 14 39
Courriel : djamelechirk@msn.com

Ouali, Rachid
Ministre plénipotentiaire
Direction générale des Relations multi-
latérales
Ministère des Affaires étrangères
Alger, Algérie
Téléphone : (213-21) 50 43 43
Télécopie : (213-21) 50 43 11

Allemagne

Steinke, Marita
Head of Division (Environment)
Federal Ministry for Environment
Cooperation and Development
P.O. Box 12 30 22
53045 Bonn
Allemagne
Téléphone : (49-228) 535-3745
Télécopie : (49-228) 535-3980
Courriel : steinke@bmz.bund.de

Hermann, Walter
Alternate Executive Director
World Bank
Room MC 11-125
Mail Stop MC 11-1109
1818 H Street, N.W.

Washington, D.C.
États-Unis
Téléphone : (1-202) 458-1190
Télécopie : (1-202) 477-7849
Courriel : whermann@worldbank.org

Antigua-et-Barbuda

Ashe, John W.
Ambassador/Deputy Permanent
Representative
Permanent Mission of Antigua and
Barbuda to the United Nations
610 Fifth Avenue, Suite 311
New York, NY 10020
États-Unis
Téléphone : (1-212) 541-4117
Télécopie : (1-212) 757-1607
Courriel : jashe@un.int

Black Layne, Diann
Chief Environmental Officer
Ministry of Tourism and Environment
Queen Elizabeth Highway
St. John's, Antigua-et-Barbuda
Téléphone : (268) 462-7278
Télécopie : (268) 462-2836
Courriel : mintourenv@candw.ag

Argentine

Cima, Marcelo
Counselor
Ministry of Foreign Affairs
Esmeralda 1212, 14th Floor
1007 Buenos Aires
Argentine
Téléphone : (5411) 4819-7410
Télécopie : (5411) 4819-7413
Courriel : mc@mrecic.gov.ar

Estrada Oyuela, Raul
Ambassador/Special Representative for
International Environment Issues
Ministry of External Affairs,
Commerce & Culture
Esmeralda 1212, Piso 14
1007 Buenos Aires

Argentine
Téléphone : (5411)4818-7414
Télécopie : (5411)4819-7619
Courriel : eoy@mrecic.gov.ar

Caraguso, Juan Carlos
Director
Multilateral Cooperation
Ministry of Foreign Affairs
Buenos Aires, Argentine
Téléphone : (54-11) 4819-7272
Courriel : jcg@mrecic.gov.ar

Arménie

Ayvazyan, Vardan
Minister of Environment
Moskavian 35
375002, Yerevan
Arménie
Téléphone : (3741) 521099
Télécopie : (3751) 533372
Courriel : minister@mnpic.am

Australie

Connell, Sue
Director, International Partnerships
Group
Policy and Multilateral Branch
Australian Agency for International
Development (AusAID)
GPO Box 887
Canberra ACT 2601
Australie
Téléphone : (61-262) 064264
Télécopie : (61-262) 064062
Courriel : sue_connell@ausaid.gov.au

Autriche

Malicek, Heike
Counsellor
Division for International Finance
Institutions
Federal Ministry of Finance
Himmelpfortgasse 4-8
A-1010 Vienna
Autriche

Téléphone : (43-1) 51433
Télécopie : (43-1) 5130816
Courriel : Heike.Malicek@bmf.gv.at

Azerbaïdjan

Bagirov, Hussein
Minister of Ecology and Natural
Resources
B. Aghayev Street, 100-A
Baku 370073, Azerbaïdjan
Téléphone : (994 12) 414205
Télécopie : (994 12) 925907
Courriel : valeh@eko.baku.az

B

Bahamas

Deveaux, Earl
Ambassador for the
Environment/Chairman
Bahamas Environment Science and
Technology Commission
Sir Wallace Whitfield Building
Cable Beach, 2nd Floor
P.O. Box CB-10980
Nassau, Bahamas
Téléphone : (242) 347-4691
Télécopie : (242) 347-4626

Cooper, Donald
Undersecretary/Manager
Bahamas Environment Science and
Technology Commission
Office of the Prime Minister
P.O. Box CB-10980
Nassau, Bahamas
Téléphone : (242)322-4546
Télécopie : (242)326-3509
Courriel : dcooper@best.bs

Bangladesh

Hussain Beg, Mirza Tasadduq
Secretary of Economic Relations Division
Ministry of Finance
Room No. 3-5, Block No. 8
Sher-E-Bangla Nagar
Dhaka-1207, Bangladesh
Téléphone : (880-2) 8112641
Télécopie : (880-2) 8113088
Courriel : secy_erd@bangla.net

Hussain, Sayed Tanveer
Secretary
Ministry of Environment & Forest
Bangladesh Secretariat
Government of the People's Rep. of
Bangladesh
Room No. 1311, Building No. 6
Dhaka-1000
Bangladesh
Téléphone : (880-2) 8610481/7161881
Télécopie : (880-2) 8619210
Courriel : thussain@bangla.net,
thussain@moef.gov.bd

Barbade

Miller, Billie
Minister of Foreign Affairs and Deputy
Prime Minister
Ministry Headquarters
1 Culloden Road
St. Michael, Barbade
Téléphone : (246) 431-2200
Télécopie : (246) 429-6652
Courriel : barbados@foreign.gov.bb

Nurse, Leonard
Permanent Secretary
Ministry of Physical Development and
Environment
4th Floor, Sir Frank Walcott Building
Culloden Road
St. Michael,
Barbade
Téléphone : (246) 431-7663
Télécopie : (246) 437-8859
Courriel : meenr@sunbeach.net

Bélarus

Podolyako, Vasily
First Deputy Minister
Ministry of Natural Resources and
Environmental Protection
10 Kollektornaya Street
Minsk 220 048, Bélarus
Téléphone : (375-172) 206691
Télécopie : (375-172) 205583
Courriel : minproos@mail.belpak.by

Belgique

Buys, Jozef E.
Permanent Mission of Belgium to the

United Nations
823 UN Plaza, 4th Floor
New York, NY 10017
États-Unis
Téléphone : (1-212) 378-6300
Télécopie : (1-212) 681-7618
Courriel : Jozef.Buys@Diplobel.org

Belize

Gibson, David A. K.
Permanent Secretary
Ministry of Foreign Affairs
P.O. Box 174
New Administrative Building
Belmopan, Belize
Téléphone : (501-8) 222-167
Télécopie : (501-8) 222-854
Courriel : belizemfa@belize.gov.bz

Namis, Nancy
Chief Executive Officer
Ministry of Economic Development
New Administrative Building
P.O. Box 42
Belmopan, Belize
Téléphone : (501-8) 222-526
Télécopie : (501-8) 223-673
Courriel : econdev@btl.net

Bénin

Worou, Theophile
Directeur de Cabinet du Ministre
Département de l'Environnement
Ministère de l'Environnement, de
l'Habitat et de l'Urbanisme
B.P. 01-3621
Cotonou, Bénin
Téléphone : (229) 31 20 65
Télécopie : (229) 31 50 81

Yaha, Zounveou Pascal
Directeur de l'Environnement
Ministère de l'Environnement, de
l'Habitat et de l'Urbanisme
B.P. 01-3621
Cotonou, Bénin
Téléphone : (229) 31 46 63
Télécopie : (229) 31 46 63
Courriel : pyahaz@yahoo.ca

Bhoutan

Rabgye, Sonam Tobden
Director
Multilateral Department
Ministry of Foreign Affairs
Thimphu, Bhoutan
Téléphone : (975-2) 326777/326779
Télécopie : (975-2) 326779

Wangdi, Nima
Director
Department of AID & Dept. Management
Ministry of Finance
Thimphu, Bhoutan
Téléphone : (975-2) 326777/326779
Télécopie : (975-2) 326779

Bolivie

Requena, Bernardo
Viceministro de Inversion Publica y
Financiamiento Externo
Avenida Mariscal Santa Cruz
Edificio « Palacio de las
Comunicaciones »
La Paz, Bolivie
Téléphone : (591-2) 314769
Télécopie : (591-2) 392889
Courriel : brequena@vipfe.gov.bo

Antezana de Villazon,
Marithza Del Castillo
Viceministro de Medio Ambiente
Recursos Naturales y Desarrollo Forestal
Av. Mariscal Santa Cruz No. 1092 Edif.
Ex-Comibol Piso 6
Casilla No. 12814
La Paz, Bolivie
Téléphone : (591-2) 233 0762
Télécopie : (591-2) 233 1273
Courriel : vmarn@mdsp.gov.bo

Bosnie-Herzégovine

Doko, Dragon
Minister
Ministry of Foreign Trade and Economic
Relations
Musala 9
71000 Sarajevo
Bosnie-Herzégovine
Téléphone : (387-33) 33 47 31 23
Télécopie : (387-33) 33 44 59 11

Botswana

Nchungu, Mushanana
Executive Secretary
National Conservation Strategy
Coordinating Agency
P.B. 0068 2nd Floor, Travaglini House
Gaborone, Botswana
Téléphone : (2-67) 302-050
Télécopie : (2-67) 302-051
Courriel : envirobotswana@gov.bw

Brésil

Vargas, Everton
Chief of Environment Division
Ministry of Foreign Affairs
Esplanada dos Ministerios Bloco H
Anexo I, Sala 439
70.000.000 Brasilia, DF
Brésil
Téléphone : (55-61) 411-6895
Télécopie : (55-61) 322-5523
Courriel : evargas@mre.gov.br

Costa, Carlos
General Coordinator for Social
Operations
Ministry of Planning, Budget and
Management
Secretariat for Foreign Affairs
Esplanada dos Ministerios Bloco K, 5
Andar
70040-906 Brasilia, DF
Brésil
Téléphone : (55-61) 429-4463
Télécopie : (55-61) 225-4022
Courriel : carlos.lampert@planejamento.gov.br

Bulgarie

Iliaz, Fathme
Deputy Minister
Ministry of Environment and Water
67, William Gladstone Street
1000 Sofia, Bulgarie
Téléphone : (359) 2 9881440
Télécopie : (359) 2 9816610
Courriel : iliaz@moew.govrn.bg

Burkina Faso

Kambou, Jean Baptiste
Ministère de l'Environnement et du
Tourisme

BP 7044
Ouagadougou 01
Burkina Faso
Téléphone : (22-6) 311681
Télécopie : (22-6) 318724
Courriel : kambou@liptinfor.bf

Burundi

Karimumuryango, Jérôme
Directeur général de l'INECN
Ministère de l'Environnement
B.P. 56
Gitega, Burundi
Téléphone : (257) 403-032
Télécopie : (257) 402-625
Courriel : bozone@cbinf.com

C

Cambodge

Muth, Khieu
Directeur général
Ministère de l'Environnement
#48 Samdech Preah Sihanouk
Tonle Bassac, Chamkarmon
Phnom Penh, Cambodge
Téléphone : (855) 23-821 180
Télécopie : (855) 23-427 844
Courriel : moe@bigpond.com.kh

Cameroun

Tanyi Mbiyanor, Clarkson
Ministre
Ministère de l'Environnement et des Forêts
Yaoundé, Cameroun
Téléphone : (237) 229-9483
Télécopie : (237) 215-9489

Nantchou Ngoko, Justin
Ministère de l'Environnement et des Forêts
Direction de la Faune et des Aires
protégées
B.P. 5506, Yaoundé, Cameroun
Téléphone : (237) 222-9486/222-9483
Télécopie : (237) 222-9489
Courriel : justinnantchou2000@yahoo.fr

Canada

Ehrhardt, Roger
Directeur général, Institutions financières
internationales

Direction des programmes multilatéraux
Agence canadienne de développement
international
200 Promenade du Portage
Gatineau
Québec
Canada
Téléphone : (819) 997-7615
Télécopie : (819) 953-5348
Courriel : roger_ehrhardt@acdi-cida.gc.ca

Hagerman, Ellen
Gestionnaire principale de programme
Institutions financières internationales
ACDI
200 Promenade du Portage
Hull, Québec K1A 0G4
Canada
Téléphone : (819) 994-3884
Télécopie : (819) 953-5348
Courriel : Ellen_Hagerman@ACDI-CIDA.gc.ca

Cap-Vert

Andrade, Fernando
Director
Ministry of Environment, Agriculture
and Fisheries
CP 115
Praia, Cap-Vert
Téléphone : (2-38) 615716
Télécopie : (2-38) 611301
Courriel : fandrade@ma.gov.cv

Silva, Manuel Leao Carvalho
Director General
Ministry of Environment, Agriculture
and Fisheries
CP 115
Praia, Cap-Vert
Téléphone : (238) 617511
Télécopie : (238) 617511
Courriel : sepa@cvtelecom.cv

Chili

George-Nascimento, Ximena
Secretaria de Relaciones Internacionales
Development and Information Dept.
National Commission for the
Environment (CONAMA)
Obispo Donoso No. 6, Providencia
Santiago, Chili

Téléphone : (56 2) 2405763
Télécopie : (56 2) 2411803
Courriel : xgeorge-nascimento@conama.cl

Chine

Xiao Yu, Zhao
Director General
International Department
Ministry of Finance
Sanlihe Street
Xicheng District
Beijing 100820
République populaire de Chine
Téléphone : (86-10) 6855 3101
Télécopie : (86 10) 6855 1125

Colombie

Alban, Andrea
Head, Environmental Affairs Office
Ministry for Foreign Affairs
Bogota, Colombie
Téléphone : (571) 566 7077
Télécopie : (571) 562 7610
Courriel : andrea.alban@minrelext.gov.co

Rodriguez, Alvaro
Coordinator, International Affairs
Ministry of the Environment
Calle 37, No. 8-41
Bogota, Colombia
Téléphone : (571) 332 3400
Télécopie : (571) 288 9835

Commission européenne

Hanna, Jill
Chef de service adjoint
DG XI.A.4 TRMF 5/44
200 Rue de la Loi
B-1049 Bruxelles, Belgique
Téléphone : (32-2) 295-3232
Télécopie : (32-2) 296-9557
Courriel : jill.hanna@dg11.uc.be

Comores

Youssof, Hamadi
Directeur général de l'Environnement
Ministère du Développement rural, des
Pêches et de l'Environnement
Moroni, Comores
Téléphone : (269) 73-6910
Télécopie : (269) 73-2222

Ali Abdallah, Fatouma
Chef de Service, Gestion des Ressources
Naturelles
Direction générale de l'Environnement
B.P. 860
Moroni, Comores
Téléphone : (269) 73 6388
Télécopie : (269) 73 0018
Courriel : dge.cc@snpt.km, alfa@snpt.km

Congo, République démocratique du

Baliene, Salomon Banamuhere
Ministre
Ministère des Affaires foncières,
de l'Environnement et du
Développement touristique
15, avenue Papa Ileo (ex des Cliniques)
Kinshasa/Gombe
B.P. 12348 – Kinshasa 1
République démocratique du Congo
Téléphone : (243) 88-02795
Télécopie : (243) 88-43675
Courriel : minaffet@yahoo.fr ou
bbsalomon@hotmail.com

Makonga, Kasulu Seya
Directeur du Développement durable
Ministère des Affaires étrangères
et de la Conservation de la nature
15, avenue Papa Ileo (ex des Cliniques)
Kinshasa/Gombe
B.P. 12348 - Kinshasa 1
République démocratique du Congo
Téléphone : (243) 99-05957
Télécopie : (243) 88-43675
Courriel : kaseyamak@yahoo.fr

Congo, République du

Mampouya, Michel
Ministre de l'Environnement
B.P. 2124, Brazzaville
République du Congo
Téléphone : (242) 810291/95
Télécopie : (242) 812611

Okouromgoulu, Joachim
Directeur général de l'Environnement
B.P. 958, Brazzaville
République du Congo
Téléphone : (242) 810295
Télécopie : (242) 810330
Courriel : gescongo@hotmail.com

Corée, République de

Cho, Won-ho
Deputy Director General
Environment and Science Affairs
International Economic Affairs Bureau
Ministry of Foreign Affairs and Trade
(MOFAT)
Government Complex Bldg
77 Sejong-ro Jongro-gu
Seoul 110-760
République de Corée
Téléphone : (82-2) 720-2329
Télécopie : (82-2) 722-7581
Courriel : environment@mofat.go.kr

Kim, Houn-Seob
Director, Global Environment
Ministry of Environment
Government Complex
Gwacheon 1
Joongang-Dong
Gwacheon
Gyeonggi-Do, 427-729
République de Corée
Téléphone : (82-2) 504-9245
Télécopie : (82-2) 504-9206
Courriel : kimhs55@me.go.kr

Corée, République démocratique populaire de

Ri, Hung Sik
Secretary General
National Coordinating Committee for
Environment of DPR Korea
Zungsongdong Cenral District
P.O. Box 44
Sungri Street
Pyongyang
République démocratique populaire de
Corée
Téléphone : (85 02) 381 8370
Télécopie : (85 02) 381 4660

Costa Rica

Ulate Chacon, Ricardo
Director
International Relations and Cooperation
Ministry of Environment
San Jose, Costa Rica
Téléphone : (506) 257-5658
Télécopie : (506) 222-4580
Courriel : rulate@minae.go.cr

Côte d'Ivoire

Gnonsoa, Angele
Ministre
Ministère de l'Environnement et du
Cadre de vie
Abidjan 01, B.P. 650 Côte d'Ivoire
Téléphone : (225) 20226135
Télécopie : (225) 20213578

Kone, Alimata
Directeur adjoint
Caisse autonome d'amortissement
Av. Marchand 01 BP 670
Abidjan 01, Côte d'Ivoire
Téléphone : (225) 20209829/20209830
Télécopie : (225) 20213578
Courriel : alimat53@yahoo.fr

Croatie, République de

Jelic-Mück, Višnja
State Secretary
Ministry of Environmental Protection
and Physical Planning
Ulica grada Vukovara 78
HR-1000 Zagreb, Croatie
Téléphone : (385-1) 6106 578
Télécopie : (381-1) 6118 388

Gajšak, Roland
State Secretary
Ministry of Environmental Protection
and Physical Planning
Ulica grada Vukovara 78
10 000 Zagreb
Croatie
Téléphone : (385-1) 6106 213
Télécopie : (385-1) 6118 388
Courriel : roland.gajsak@mzopu.hr

Cuba

Chamero, Jorge
Director for International Collaboration
Ministry of Science, Technology, and
Environment
Capitolio Nacional,
Prado y San Jose
Ciudad de la Habana
Cuba-CP 10200
Téléphone : (537) 670-606
Télécopie : (537) 338-054
Courriel : chamero@citma.cu

D

Danemark

Hyldelund, Susanne and
Royal Danish Embassy
3200 Whitehaven Street, N.W.
Washington, D.C. 20008
États-Unis
Téléphone : (1-202) 234-4300
Télécopie : (1-202) 328-1470
Courriel : pehaub@wasmb.um.dk

Djibouti

Bouraleh, Isaa Daher
Premier Secrétaire
Ambassade de Djibouti
1156 15th Street, N.W., Suite 515
Washington, D.C. 20005
États-Unis
Téléphone : (1-202) 331-0270
Télécopie : (1-202) 331-0302
Courriel : usdjibouti@aol.com

Waiss, Aboukaber Douale
Secrétaire général
Ministère de l'Environnement
BP 11, Djibouti
République de Djibouti
Téléphone : (253) 35 85 22/35 00 06
Télécopie : (253) 35 16 18
Courriel :
aboubaker_douale@hotmail.com

Dominique

Pascal, Lloyd
Minister
Ministry of Agriculture and Environment
Government Headquarters
Kennedy Avenue
Roseau, Dominique
Téléphone : (767) 448 2401(ext : 3301)
Télécopie : (767) 448 7999
Courriel : vhendo@cwdom.dm

Letang, Davis
Permanent Secretary
Ministry of Agriculture and the
Environment
Government Headquarters
Kennedy Avenue
Roseau, Dominique

Téléphone : (767) 448 2401 (ext: 3282/3211)
Télécopie : (767) 448 7999
Courriel : psagriculture@cwdom.dm

E

Égypte, République arabe d'

Riad, Mamdouh
Minister of State for Environmental
Affairs
30 Misr Helwan El-Zyrae Road
Maadi
P.O. Box 11728
Cairo, Égypte
Téléphone : (20-2) 525 6452
Télécopie : (20-2) 525 6490
Courriel : agamaleldin@cs.com

Mootaz, Khalil
Counsellor
Department of Environment and
Sustainable Development
Ministry of Foreign Affairs
Cornech Elnil
Cairo, Égypte
Téléphone : (20-2) 574 7847
Télécopie : (20-2) 574 7847
Courriel : esd@sl-mfa.gov.eg

Khalil, M. S.
Chief Executive Officer
Egyptian Environmental Affairs Agency
(EEAA)
P.O. Box 955
Maadi Post Office
Cairo, Égypte
Téléphone : (20-2) 525 6445
Télécopie : (20-2) 525 6490

El Salvador

Interiano, Roberto
Permanent Mission of El Salvador to the
United Nations
46 Park Avenue
New York, NY 10016
États-Unis
Téléphone : (1-212) 679 1616
Télécopie : (1-212) 243 9665
Courriel : elsalvador@un.int

Jokisch, Walter E.
Minister of Environment and Natural
Resources
Pasaje Mar de Plata No. 2
Boulevard de los Heroes y Calle Gabriela
Mistral
San Salvador, El Salvador
Téléphone : (503) 260 8876
Télécopie : (503) 260 3092
E-mail: ministro@marn.gov.sv

Équateur

Gangotena, Raúl
Ambassador
Embassy of Ecuador
2535 15th Street, N.W.
Washington, D.C. 20009
États-Unis
Téléphone : (1-202) 234-7200
Télécopie : (1-202) 667-3482

Rivera, César
Minister
Ministry of Environment
Av. Amazonas y Eloy Alfaro
Ed. Ministerio de Agricultura
7mo y 8vo piso
Quito, Équateur
Téléphone : (593-2) 563423
Télécopie : (593-2) 565809

Érythrée

Iyassu, Mebrahtu
General Director
Department of Environment
Ministry of Land, Water, and
Environment
P.O. Box 5713
Asmara, Érythrée
Téléphone : (291-1) 125887/120311
Télécopie : (291-1) 126095
Courriel : depenvt@tse.com.er ou
mbiyassu@eol.com.er

Espagne

Ramos, Teresa
Senior Advisor
International Finance Department
Ministry of Economy
Paseo de la Castellana 162
28046 Madrid
Espagne

Téléphone : (34 91) 583 76 59
Télécopie : (34 91) 583 52 11

Estonie

Saar, Kairi
III Secretary
External Economic Policy Department
Ministry of Foreign Affairs
Ravala pst. 9
Tallinn EE-15049
Estonie
Téléphone : (372) 6 317 200
Télécopie : (372) 6 317 288
Courriel : kairi.saar@mfa.ee

Gromov, Allan
Director General
Environmental Policy Department
Ministry of Environment
Toompuiestee 24,
Tallinn 15 172
Estonie
Téléphone : (372) 62 62 840
Télécopie : (372) 62 62 845
Courriel : Allan@ekm.envir.ee

États-Unis

Walsh, Helen
U.S. Department of Treasury
1500 Pennsylvania Avenue, N.W.
Room 2105 NYC
Washington, DC 20020
États-Unis
Téléphone : (1-202) 622-1265
Télécopie : (1-202) 622-2023
Courriel : helen.walsh@do.treas.gov

Éthiopie

Egziabher, Tewolde Berhan G.
General Manager
Environment Protection Authority
P.O. Box 12760
Addis Ababa
Éthiopie
Téléphone : (251-1) 627728
Télécopie : (251-1) 610077
Courriel : esid@telecom.net.et

Ex-République yougoslave de Macédoine

Popovski, Toni
Minister
Ministry of Environment

Drezdenska 52
91000 Skopje
République de Macédoine
Téléphone : (389-91) 366-595
Télécopie : (389-91) 366-931
Courriel : infoeuo@woe.gov.mk

Kozubarova, Gordana
Acting Head
Department of European Integration
Ministry of Environment and Physical
Planning
MK-1000
Skopje
Drezdanska 52
République de Macédoine
Téléphone : (389) 2 3066 930
Télécopie : (389) 2 3066 931
Courriel : infoeko@moepp.gov.mk

F

Fédération de Russie

Osokina, Irina
Deputy Minister
Ministry of Natural Resources of the
Russian Federation
4-6 B, Grouzinskaya Street
Moscow D-242
GSP-5, 123995
Fédération de Russie
Téléphone : (7 095) 254 1565
Télécopie : (7 095) 254 8283
Courriel : admin@mnr.gov.ru

Fidji

Nair, Bhaskaran
Deputy Permanent Secretary
Ministry of Local Government, Housing
and Environment
P.O. Box 2131
Government Buildings
Suva, Fidji
Téléphone : (679) 304 307
Télécopie : (679) 303 515
Courriel : bnair@is.com.fj

Finlande

Pärnänen-Landtman, Anu
Counsellor
Department for Development

Cooperation
Ministry of Foreign Affairs
Katajanokanlaituri 3, P.O. Box 176
00161 Helsinki, Finlande
Téléphone : (358-9) 16056421
Télécopie : (358-9) 16056100
Courriel :
anu.parnanenlandtman@formin.fi

France

Fernandez, Ramon
Ministère de l'Économie, des Finances
et de l'Industrie
139 rue de Bercy
75572 Paris
France
Téléphone : (33-1) 53 18 76 56
Télécopie : (33-1) 44 87 73 60/
44 87 73 65
Courriel :
Ramon.Fernandez@dt.finances.gouv.fr

Martin, Marc-Antoine
Secrétaire général du FFEM
Agence française de Développement
5 rue Roland Barthes
75598 Paris, Cedex 12
France
Téléphone : (33-1) 53 44 33 74
Télécopie : (33-1) 53 44 32 48
Courriel : martinma@afd.fr

G

Gabon

Directeur général
Département de l'Environnement
Ministère de l'Environnement
B.P. 165
Libreville, Gabon
Téléphone : (241) 761210
Télécopie : (241) 765974/743499

Gambie

Sarr, Momodou
Head
National Environment Agency
5 Fitzgerald St., PMB 48
Banjul
Gambie

Téléphone : (220) 228056
Télécopie : (220) 229701
Courriel : nea@gamtel.gm

Géorgie

Adeishvili, Malkhaz
Head
Department of Environmental Policy
68 (a) Kostava Street
Tbilisi 380079
Géorgie
Téléphone : (995-32) 33 12 99/
23 06 64
Télécopie : (995-32) 33 39 52
Courriel : madeishvili@caucasus.net

Ckhkobadze, Nino
Minister
Ministry of Environment and Natural
Resources
68 (a) Kostava Street
Tbilisi 380079
Géorgie
Téléphone : (995-32) 23 06 64
Télécopie : (995-32) 33 39 52
Courriel : gmep@access.sanet.ge

Ghana

Fobih, Dominic
Minister
Ministry of Environment and Science
P.O. Box M232
Accra, Ghana
Téléphone : (233) 21 662 626
Télécopie : (233) 21 666 828
Courriel : dfobih@ghana.com

Nsenkyire, Edward O.
Ag. Chief Director
Ministry of Environment and Science
P.O. Box 232
Accra, Ghana
Téléphone : (233-21) 673336
Télécopie : (233-21) 666896
Courriel : mest@africaonline.com.gh

Grèce

Zanias, Georgios
Secretary General
Ministry of Economy and Finance
Syntagma Square

GR-101 80
Athens, Grèce
Téléphone : (302) 10 333 2492
Télécopie : (302) 10 333 2499

Symeonidis, Nicholas
Director
International Organizations and Policies
Ministry of Economy and Finance
Syntagma Square
GR-101 80
Athens, Grèce
Téléphone : (302) 10 328 6301
Télécopie : (302) 10 328 6309
Courriel : nsyms@ath.forthnet.gr

Grenade

Stanislaus, Lamuel
Ambassador
Permanent Mission of Grenada to the
United Nations
800 Second Ave, 4th Floor
New York, NY 10017
États-Unis
Téléphone : (1-212) 599-0301
Télécopie : (1-212) 599-1540
Courriel : grdun@undp.org

Antoine, Timothy
Permanent Secretary
Ministry of Finance
The Carenage
St. George's
Grenade
Téléphone : (473) 440 2731/2928
Télécopie : (473) 440 4115

Guatemala

Rosenthal, Gert
Ambassador, Permanent Representative
Permanent Mission of Guatemala to the
United Nations
57 Park Avenue
New York, NY 10017
États-Unis
Téléphone : (1-212) 679-4760
Télécopie : (1-212) 685-8741
Courriel : grosenthal@un.int

Cabrera Castellanos, Erick Fernando
Vice-Minister

Ministry of the Environment and Natural
Resources
10 Calle 6-81 Zona 1
Edificio Siete y Diez, 50. Nivel
6-81 Edificio 7 y 10
Zona 1
Guatemala City
Guatemala
Téléphone : 502 220 3801
Télécopie : 502 220 3928
Courriel : marnguatemala@marn.gob.gt

Guinée

N'Diaye, Kadiatou
Directeur
Direction nationale de l'Environnement
Box 3118
Conakry, Guinée
Téléphone : (224) 41 36 05
Télécopie : (224) 41 49 13

Guinée-Bissau

Tchuda, Adelino
Director
Ministry of Natural Resources and
Environment
P.O. Box 399
Bissau, Guinée-Bissau
Téléphone : (245) 22 3149
Télécopie : (245) 22 1925

Lopes, Matilde
General Director of Environment
Secretary of State of Energy and Natural
Resources
P.O. Box 399
Bissau, Guinée-Bissau
Téléphone : (245) 20 3264
Télécopie : (245) 20 1168
Courriel : conceicaoog@hotmail.com

Guyana

Luncheon, Roger F.
Secretary to the Cabinet
Office of the President
Vlissengen and South Roads
Georgetown, Guyana
Téléphone : (592) 225-7051
Télécopie : (592) 226-3395
Courriel : luncheon@sdpn.org.gy

Persaud, Doorga
Executive Director
Environmental Protection Agency
IAST Building
University of Guyana Campus
Turkeyen, Guyana
Téléphone : (592) 222 4224
Télécopie : (592) 222 2442
Courriel : epa@guyana.org

H

Haïti
Parisien, Lionel
Director General
Ministry of Environment
181 Haut Turgeau
Ave. Jean Paul II
Boite Postale 19260
Port-au-Prince
Haïti
Téléphone : (509) 245 7585
Télécopie : (509) 245 7360

Nau, Fritz
General Director
Ministry of Environment
181, Haut de Turgeau
Port-au-Prince
Haïti
Téléphone : (509) 245 7585
Télécopie : (509) 245 7360

Honduras
Panting, Patricia G.
Minister
Ministry of Natural Resources and the
Environment
P.O. Box 1389 and 4710
Tegucigalpa
Honduras
Téléphone : (504) 2-357833
Télécopie : (504) 2-326250
Courriel : ppanting@sdnhon.org.hn

Salgado, Gerardo
Vice Minister
Natural Resources and Energy
Avenida de la FAO, Edificio DEFOMIN
Tegucigalpa D.C.

Honduras
Téléphone : (504) 232 5813
Télécopie : (504) 231 1918
Courriel : gsalgado@serna.gob.hn

Hongrie
Farago, Tibor
Ministry of Environment and Water
Fö utca 44
H-1011
Budapest, Hongrie
Téléphone : (36-1) 201 1335
Télécopie : (36-1) 457 3554
Courriel : farago@mail.ktm.hu

Becker, Laszlo
Ministry of Environment and Water
P.O. Box 351
1394 Budapest
Hongrie
Téléphone : (36-1) 457-3385
Télécopie : (36-1) 201-3134
Courriel : becker@mail.ktm.hu

I

Îles Cook
Pittman, Edwin
Secretary
Ministry of Foreign Affairs and
Immigration
P.O. Box 105
Avarua, Rarotonga
Îles Cook
Téléphone : (68-2) 29-347
Télécopie : (68-2) 21-247
Courriel : secfa@foraffairs.gov.ck

Îles Marshall
Maddison, Marie
Secretary of Foreign Affairs
Ministry of Foreign Affairs
Majuro, RMI 96960
République des Îles Marshall
Téléphone : (692) 625 3181/3012
Télécopie : (692) 625 4979
Courriel : mofatsec@ntamar.com ou
mofat@ntamar.com

Crisostomo, Yumiko
Director
Office of Environmental Planning and
Policy Coordination (OEPPC)
P.O. Box 15
Majuro, RMI 96960
République des Îles Marshall
Téléphone : (692) 625 7944
Télécopie : (692) 625 3805
Courriel : yumikocrisostomo@yahoo.com

Îles Salomon

Mara, Gordon
Minister
Ministry of Forests, Environment,
and Conservation
P.O. Box G24
Honiara
Îles Salomon
Téléphone : (677) 22453/22944
Télécopie : (677) 21245

Biliki, Moses
Director of Environment, and
Conservation
Ministry of Forests, Environment, and
Conservation
P.O. Box G24, Honiara
Îles Salomon
Téléphone : (677) 25848
Télécopie : (677) 21245
Courriel : mosesb@welkam.solomon.com.sb

Inde
Kumar, Sanjeeva
Director
Department of Economic Affairs
New Delhi 110001
Inde
Téléphone : (91-11) 2301 3607
Fax: (91-11) 2301 7511
Courriel : Sanjeeva@Finance.Nic.In

Joshi, Shailendra K.
Director
International Cooperation and
Sustainable Development
Ministry of Environment and Forests
Paryavaran Bhawan
New Delhi 110003

Inde
Téléphone : (91-11) 243 62387
Télécopie : (91-11) 243 62387
Courriel : skjoshi@menf.delhi.nic.in

Indonésie

Purwanto, Harry
Deputy Chief of Mission (DCM)
Embassy of the Republic of Indonesia
2020 Massachusetts Avenue, N.W.
Washington, DC 20036
États-Unis
Téléphone : (1-202) 775-5304
Télécopie : (1-202) 775-5365
Courriel : dcm@embassyofindonesia.org

Sumardja, Effendy
Assistant to the Minister
Global Environment Affairs
State Ministry for the Environment
Jalan D.I. Panjaitan, Kebon Nanas
Jakarta 13410
Indonésie
Téléphone : (62-21) 8580066
Télécopie : (62-21) 8580066
Courriel : eas@menlh.go.id

Iran, République islamique d'
Hosseini, Pirooz
Ambassador
Permanent Representative to United
Nations and Other International
Organizations
Leonard Bernstein-Str
Vienna, A-1220
Autriche
Téléphone : (43-1) 2699660
Télécopie : (43-1) 2699791
Courriel : pm.iran@xpoint.at

Irlande

Felle, Bart
Department of the Environment and
Local Government
Custom House
Dublin 1, Irlande
Téléphone : (353-1) 888-2000
Télécopie : (353-1) 888-2014
Courriel : Bart_Felle@environ.irlgov.ie

Israël

Adam, Ron
Minister
Permanent Mission of Israel to the
United Nations
800 Second Avenue
New York, NY 10017
États-Unis
Téléphone : (1-212) 499-5579
Télécopie : (1-212) 499-5585

Italie

Soderini, Ludovica
Ministry of the Economy and Finance
Department of the Treasury
International Financial Relations
Room 2322, 2nd Floor, Side D (Via
Pastrengo)
Via XX Settembre 97
00187 Roma
Italie
Téléphone : (39 06) 47613094
Télécopie : (39 06) 4826291
Courriel : ludovica.soderini@tesoro.it

D'Onofrio, Gaetano
Ministero dell'Economia e Finanze
Via XX Settembre 97
Dir. III, Uff. X
Roma 00187
Italie
Téléphone : (39 06) 47614289
Télécopie : (39 06) 4826291
Courriel : gaetano.donofrio@tesoro.it

J**Jamaïque**

Neil, Stafford
Ambassador
Permanent Mission of Jamaica to the
United Nations
767 Third Avenue, 9th Floor
New York, NY 10017
États-Unis
Téléphone : (1-212) 935-7509
Télécopie : (1-212) 935-7607
Courriel : jamaica@un.int

Barnaby, Leonie
Senior Director
Ministry of Environment and Housing
16A Half Way Tree Road
Kingston 5
Jamaïque
Téléphone : (876) 929-2792
Télécopie : (876) 920-7267
Courriel : mle@cwjamaica.com

Japon

Saitou, Kazushige
Chief
Development Policy Division
International Bureau
Ministry of Finance
3-1-1, Kasumigaseki, Chiyoda-ku
Tokyo 100-0013
Japon
Téléphone : (81-3) 3581 4144
Télécopie : (81-3) 5251 2161
Courriel : kazushige.saitou@mof.go.jp

Jordanie

Awadallah, Bassem
Minister
Ministry of Planning
P.O. Box 555
Amman, Jordanie
Téléphone : (362) 6 464 4466
Télécopie : (362) 6 464 9341

Shuraiki, Yousef
Secretary-General
Ministry of Environment
P.O. Box 1408
Amman 11941
Jordanie
Téléphone : (962-6) 535 0149
Télécopie : (962-6) 535 0084
Courriel : moenv@moenv.gov.jo

K**Kazakhstan**

Mussataev, Murat
Vice-Minister
Ministry of Natural Resources and
Environmental Protection
Kokshetau-city 475000

81, Karl Marx Street
Kazakhstan
Téléphone : (7-31622) 54269
Télécopie : (7-31622) 50620
Courriel : Mmusataev@neapsd.kz

Samakova, Aitkul
Minister
Ministry of Environment Protection
31 Pobedy Avenue
473000
Astana
Kazakhstan
Téléphone : (3172) 59 19 50
Télécopie : (3172) 59 19 73

Kenya

Micheka, Ratemo W.
Director General
National Environment Management
Authority
P.O. Box 67839
Nairobi 00200
Kenya
Téléphone : (254-2) 609013
Télécopie : (254-2) 608997
Courriel : dgnema@swiftkenya.com

Kirghize, République

Akmataliev, Temirbek
Minister
Ministry for Ecology and Emergencies
2/1 Toktonaliev Street
Bishkek 720055
République kirghize
Téléphone : (996) 312 54 11 77
Télécopie : (996) 312 54 11 77
Courriel : min-eco@elcat.kg

Djanuzakov, Kanat
Deputy Minister
Ministry of Ecology and Emergencies
2/1 Toktonaliev Street
Bishkek
République kirghize
Téléphone : (996) 312 54 11 77
Télécopie : (996) 312 54 11 77
Courriel : min-eco@elcat.kg

Kiribati

Teroroko, Tukabu
Permanent Secretary
Ministry of Environment, Lands and
Agricultural Development
P.O. Box 234
Bikenibeu
Tarawa
Kiribati
Téléphone : (686) 28593
Télécopie : (686) 28334
Courriel : mesdz@tskl.net.ki

Abete-Reema, Tererei
Deputy Director, Environment and
Conservation Division
Ministry of Environment, Lands and
Agriculture Development
P.O. Box 234
Bikenibeu
Tarawa
Kiribati
Téléphone : (686) 28593
Télécopie : (686) 28334
Courriel : mesdz@tskl.net.ki

L**Lesotho**

Metsing, Julius T.
Ministry of Tourism
Culture and Environment
Box 52, Maseru
Lesotho
Téléphone : (266) 311054
Télécopie : (266) 310194
Courriel : lehlohonolo@ananzi.co.za

Damane, Stanley M.
Ministry of Tourism, Environment and
Culture
The National Environment Secretariat
P.O. Box 10093
Sixth Floor, New Post Office Building
Kingsway
Maseru 100
Lesotho
Téléphone : (266) 223 20534/22311767
Télécopie : (266) 223 11139
Courriel : stanleydamane@hotmail.com

Lettonie

Apene, Ingrida
Senior Desk Officer
Environmental Protection Department
Ministry of Environmental Protection
and Regional Development
25 Peldu Street
Riga LV-1494
Lettonie
Téléphone : (371-7) 026508
Télécopie : (371-7) 820442
Courriel : erna@varam.gov.lv

Liban

Hatjian, Berj
Directeur général
Ministère de l'Environnement
P.O. Box 70-1091
Antelias, Liban
Téléphone : (961-4) 522222
Télécopie : (961-4) 525080
Courriel : dgmoe@moe.gov.lb

Khoury, Nancy
Relations publiques et internationales
Ministère de l'Environnement
P.O. Box 70-1091
Antelias, Liban
Téléphone : (961-4) 522222
Télécopie : (961-4) 525080
Courriel : n.khoury@moe.gov.lb

Libéria

Massaquoi, Roland C.
Minister of Agriculture and Chairman of
Environment Commission
P.O. Box 2897
Libéria
Téléphone : (231) 227368/227297/226915
Télécopie : (231) 226104/226210/227531
Courriel : rolandmassaquoi@yahoo.com

Kromah, Fodee
Executive Director
National Environmental Commission
P.O. Box 2897
Libéria
Téléphone : (231) 227297/227368
Télécopie : (231) 226104/226210
Courriel : necolib@yahoo.com

Libye

Ehtuish, Ehtuish F.
Secretary for Resources
Environmental General Authority
P.O. Box 83618
Tripoli, El-Gheran
Jamahiriya arabe libyenne
Téléphone : (218-21) 3614765
Télécopie : (218-21) 3604300
Courriel : ega@egalibya.org

Amer, Mohamed M.
Head, Office of Planning and Emergency
Environmental General Authority (EGA)
P.O. Box 83618
Tripoli, El-Gheran
Jamahiriya arabe libyenne
Téléphone : (218-21) 4840043
Télécopie : (218-21) 4839991
Courriel : ega@egalibya.org

Lituanie

Venckunaite, Indre
Chief Consultant
Projects Programmes and
Management Unit
Ministry of Environment
A. Jaksto 4/9
LT-2694, Vilnius
Lituanie
Téléphone : (370-2) 314741
Télécopie : (370-2) 621158/220847
Courriel : indre.v@aplunkuma.lt

Luxembourg

Heinen, Georges
Head, Multilateral Development
Financing
Ministry of Finance
3, rue de la Congrégation
L-2931, Luxembourg
Luxembourg
Téléphone : (35-2) 478-2619
Télécopie : (35-2) 466-212
Courriel : georges.heinen@fi.etat.lu

M**Madagascar**

Rabotoarison, Charles Sylvain

Director General
Ministre de l'Environnement
B.P. 571
Antananarivo 101
Madagascar
Téléphone : (261) 2022 41919
Télécopie : (261) 2022 41919
Courriel : minenv@dts.mg

Koto, Bernard
Secretary General
Ministry of Environment and Forests
BP 243
Nanisana
Antananarivo - 101
Madagascar
Téléphone : (261) 2022 00305
Télécopie : (261) 2022 30488
Courriel : minenv@dts.mg,
foretmin@dts.mg

Malaisie

Hadzar, Siti
Federal Treasury, Government Office
Complex
Block 9, 8th Floor, Jalan Duta
50692 Kuala Lumpur
Malaisie
Téléphone : (60-3) 254-2817
Télécopie : (60-3) 253-1909

Yahya, Nadzri
Deputy Director
Conservation and Environmental
Management Division
Ministry of Science, Technology and the
Environment
Parcel C, Block C5, Level 5
Federal Government Administrative
Centre
Putrajaya, Malaisie
Téléphone : (60-3) 8889 2973
Télécopie : (60-3) 8885 8028
Courriel : nadzri@moste.gov.my

Malawi

Kabwaza, Raphael P.
Director
Environmental Affairs Department
Lingadzi House
Private Bag 394

Lilongwe 3, Malawi
Téléphone : (265) 781 111
Télécopie : (265) 783 379
Courriel : rkabwaza@malawi.net

Maldives

Shihab, Hussein
Deputy Minister
Ministry of Planning, Human Resources,
and Environment
Ghaazee Building
Male
Maldives
Téléphone : (960) 323-2825
Télécopie : (960) 327-7351

Aslam, Rasheed
Director General, Environment Section
Ministry of Home Affairs, Housing, and
Environment
3rd Floor, Huravee Building
20-05 Male
Maldives
Téléphone : (960) 324-861
Télécopie : (960) 322-286
Courriel : env@environment.gov.mv

Mali

Tamboura, Yaya-Nouhoum
Secrétariat Technique Permanent du
Cadre Institutionnel de la Gestion des
Questions Environnementales
(STP/CIGQE)
B.P. 2357
Mali
Téléphone : (223) 223 1074
Télécopie : (223) 223 5867
Courriel : stp@timbagg.com.ml

Malte

Cassar, Godwin
Director General
Environment Protection Directorate
Malta Environment and Planning
Authority
St. Francis Revelin
Floreiana, Malte
Téléphone : (356) 2290 1584
Télécopie : (356) 2290 1500
Courriel : godwin.cassar@mepa.org.mt

Maroc

Hilali, M'hamed
Chargé de mission au Département des
Affaires générales du gouvernement
Ministère de l'Économie sociale des
petites et moyennes entreprises et
de l'Artisanat
Royaume du Maroc
Télécopie : (212-37) 774287
Courriel : hilali@affaires-generales.gov.ma

Sahibi, M. Abdelfattah
Chef de division
Département de l'Environnement
Ministère de l'Environnement
36 Avenue Abtal
Agdal, Rabat
Royaume du Maroc
Téléphone : (212-37) 681018
Télécopie : (212-37) 772640
Courriel : dpp@minenv.gov.ma

Maurice

Kushiram, Kushal Chand
Minister
Ministry of Economic Development,
Financial Services, and Corporate
Affairs
Emmanuel Anquetil Building, 9th Floor
Port Louis, Maurice
Téléphone : (230) 201-3575
Télécopie : (230) 212-3095
Courriel : med@mail.gov.mu

Wong So, Guy
Director
Ministry of Economic Planning and
Development
Emmanuel Anquetil Building, 9th Floor
Port Louis, Maurice
Téléphone : (230) 201-1260
Télécopie : (230) 212-4124
Courriel : med@mail.gov.mu

Mauritanie

El Ghaouth, Mohamed M. O.
Premier conseiller
Ministère des Affaires étrangères et de
la Coopération
Nouakchott
Mauritanie

Téléphone : (222) 251-8143
Télécopie : (222) 252-860/258-143

Bahneine, El Hadrami Ould
Directeur de l'Environnement et de
l'Aménagement rural
BP 170
Nouakchott
Mauritanie
Téléphone : (222) 290115
Télécopie : (222) 258386

Mexique

Ochoa, Ricardo
Director General Adjunto de Organismos
Financieros Internacionales
Secretaria de Hacienda y Credito Publico
Palacio Nacional, 2 Patio Mariano, Piso 4
Col. Centro. C.P. 06000
Mexique
Téléphone : (55-52) 91581444
Télécopie : (55-52) 91581490/95
Courriel : ricardo_choa@hacienda.gob.mx

Micronésie, États fédérés de

Anefal, Sebastian
Secretary
Department of Economic Affairs
P.O. Box PS 123
Palikir, Pohnpei FM 96941
États fédérés de Micronésie
Téléphone : (691) 320-2544
Télécopie : (691) 320-2933
Courriel : foreignaffairs@mail.fm

Mooteb, John
Deputy Assistant Secretary
Sustainable Development Unit
Department of Foreign Affairs
P.O. Box PS 123
Palikir, Pohnpei 96941
États fédérés de Micronésie
Téléphone : (691) 320 2646
Télécopie : (691) 320 5854
Courriel : fsmdea@mail.fm

Moldova

Duca, Gheorghe
Minister
Ministry of Environment and Territorial

Development
9 Cosmonautilor Street
Chisinau, MD-2005
République de Moldova
Téléphone : (373-2) 221667
Télécopie : (373-2) 220748
Courriel : duca@mrda.md

Ivanov, Violeta
Chief of Environmental Policy
General Division of International
Relations and Technical Assistance
Ministry of Ecology, Construction and
Territorial Development
9 Cosmonautilor Street, Room 618
MD 2005 Chisinau
République de Moldova
Téléphone : (373-22) 20 45 00
Télécopie : (373-22) 22 07 48
Courriel : ecopolicy@mediu.moldova.md

Mongolie

Oyundar, Navaan-Yunden
Head of International Cooperation
Ministry for Nature and the
Environment
Enkh Taivny gudamj 7A
Ulanbaatar
Mongolie
Téléphone : (976-11) 311 311
Télécopie : (976-11) 322 127
Courriel : mongmer@magicnet.mn

Mozambique

Mabjaia, Francisco
Vice-Minister
Ministry for Coordination of
Environmental Affairs (MICOA)
Rua de Kassuende, 167
C.P. 2020 Maputo
Mozambique
Téléphone : (258-1) 495409/485265
Télécopie : (258-1) 496108/485264
Courriel : fmabjaia@virconn.com

Baquete, Evaristo
National Director of Environmental
Management
Ministry for Coordination of
Environmental Affairs (MICOA)
Av. Acordos de Lusaka 2115

C.P. 2020 Maputo
Mozambique
Téléphone : (258-1) 465947
Télécopie : (258-1) 465849
Courriel : ebaquete@teledata.mz

Myanmar

Lay, Yin Yin
Director
National Commission for Environment
Affairs (NCEA)
No. 37 Thantaman Road
Dagon Township, Yangon
Myanmar
Téléphone : (95-1) 221594
Télécopie : (95-1) 221546
Courriel : env.myan@mptmail.net.mm

N

Namibie, République de

Lindeque, Malan
Permanent Secretary
Directorate of Environmental Affairs
Ministry of Environment and Tourism
Private Bag 13306
Windhoek
République de Namibie
Téléphone : (264) 61 249015
Télécopie : (264) 61 240339

Nghitila, Toefilus
Acting Head
Directorate of Environmental Affairs
Ministry of Environment and Tourism
Private Bag 13306
Windhoek
République de Namibie
Téléphone : (264) 61 249015
Télécopie : (264) 61 240339

Nauru

Itsimaera, Angie
Secretary
Department of Foreign Affairs
République de Nauru
Téléphone : (674) 444 3191
Télécopie : (674) 444 3105

Cain, Joseph
Secretary
Department of Industry and Economic
Development
Government Offices
Yaren District
République de Nauru
Téléphone : (674) 444 3181
Télécopie : (674) 444 3745
Courriel : jcain@cenpac.net.nr

Népal

Koirala, Bimal Prasad
Secretary
Ministry of Finance
His Majesty's Government of Nepal
Bag Durbar, Kathmandu
Népal
Téléphone : (977-1) 223280/244320
Télécopie : (977-1) 259891

Ghimire, Madhav P.
Joint Secretary
Ministry of Finance
Foreign Aid Coordination Division
Bag Durbar
Kathmandu, Népal
Téléphone : (977-1) 259837/534096
Télécopie : (977-1) 259891
Courriel : mpghimire@hotmail.com

Nicaragua

Mendoza, José Santos
Secretario General
Ministerio del Ambiente y los Recursos
Naturales (MARENA)
Aptdo. Postal No. 5123
Managua, Nicaragua
Téléphone : (505-2) 233 1684
Télécopie : (505-2) 263 1274
Courriel : jsmendoza@marena.gon.ni

Miranda, Marlon José Pérez
Asesor
Ministerio del Ambiente y los Recursos
Naturales (MARENA)
Aptdo. Postal No. 5123
Managua, Nicaragua
Téléphone : (505) 2631273/2631667
Télécopie : (505) 2631274
Courriel : ecomarlon@yahoo.com,
lgarcia@marena.gob.ni

Niger

Saley, Hassane
Secrétaire exécutif
Conseil national pour l'Environnement
et le Développement durable (CNEDD)
BP 10 193
Niamey, Niger
Téléphone : (227) 722 559
Télécopie : (227) 722 981
Courriel : biocnedd@intnet.ne

Sani, Yakoubou Mahaman
Commissaire chargé du développement
Ministère des Finances et de l'Économie
B.P. 862
Niamey
Niger
Téléphone : (227) 723258
Télécopie : (227) 724020
Courriel :
sani.yakoubou@caramail.com

Nigéria

Mande, Bala
Minister
Federal Ministry of Environment
Federal Secretariat Complex
7th & 9th Floor, Shehu Shagari Way
P.M.B 468, Garki
Abuja, Nigéria
Téléphone : (234) 9 5234014
Télécopie : (234) 9 5234014

Abdullahi, Alhaji A.
Director
Planning, Research and Statistics
Department
Federal Ministry of Environment
7th & 9th Floor, Federal Secretariat
Abuja, Nigeria
Téléphone : (234) 9 2346596
Télécopie : (234) 9 2346596
Courriel : caowolabi@yahoo.com

Niue

Talagi, Sisilia
Secretary to Government
Premier's Department
P.O. Box 40
Alofi, République de Niue
Pacifique Sud
Téléphone : (68-3) 4200, ext. 85

Télécopie : (68-3) 4206/4232
Courriel : secgov.premier@mail.gov.nu

Tatui, Crossley
Deputy Secretary
External Affairs Office
Premier's Department
P.O. Box 40
Alofi, République de Niue
Pacifique Sud
Téléphone : (683) 4200
Télécopie : (683) 4151
Courriel : external@mail.gov.nu

Norvège

Skare, Mari
Head of Division
Department of Trade Policy, Natural
Resources, and Environmental Affairs
Section for Environment and
Sustainable Development
Royal Ministry of Foreign Affairs
P.O. Box 8114
Dep. N-0032
Oslo, Norvège
Téléphone : (47-22) 243608
Télécopie : (47-22) 242782
Courriel : msk@mfa.no

Nouvelle-Zélande
Duncan, Lucy
Director
Environment Division
Ministry of Foreign Affairs and Trade
Private Bag 18-901
Wellington
Nouvelle Zélande
Téléphone : (64-4) 473-2047
Télécopie : (64-4) 494-8507
Courriel : lucy.duncan@mfat.govt.nz

O

Ouganda

Muduuli, Mary
Deputy Secretary to the Treasury
Ministry of Finance, Planning, and
Economic Development
Finance Headquarters Building
Plot 2-12 Appollo Kaggwa Road
P.O. Box 8147

Kampala
Ouganda
Téléphone : (256-41) 250005
Télécopie : (256-41) 234433
Courriel : mcmud@africaonline.co.ug

Ouzbékistan

Sherimbetov, Khalilulla
Chairman
State Committee for Nature Protection
7, A. Kadiry Street
Tashkent 700128
Ouzbékistan
Téléphone : (998-712) 410442/413080
Télécopie : (998-712) 415633

Myagkov, Sergey
SANIGMI
72, K. Makhsumov Street
Tashkent 700052
Ouzbékistan
Téléphone : (998-71) 2358329
Télécopie : (998-71) 1331150
Courriel : sanigmi@meteo.uz

P

Pakistan

Khan, Jawed Ali
Director (PEPC)
Ministry of Environment, Local
Government and Rural Development
CDA Block 4
Civic Center
Melody, Pakistan
Téléphone : (92-51) 920-2574
Télécopie : (92-51) 920-2211
Courriel : jawedalikhan@hotmail.com

Palau, République de

Shmull, Temmy L.
Minister of State
Ministry of State
P.O. Box 100
Kotor, 96940
République de Palau
Téléphone : 680-488-2509
Télécopie : 680-488-2443
Courriel : ministryofstate@palaunet.com

Bells, Youlsau
National Environment Planner
OERC
Ministry of State
P.O. Box 7086
Koror, 96940
République de Palau
Téléphone : (680) 488-6950
Télécopie : (680) 488-8638
Courriel : youlsaubells@palaunet.com

Panama

Balid, Ramon
Planning and Environmental Policy
Director
National Environmental Authority
Albrook
Edificio 804
Panama City
Panama
Téléphone : (507) 315-0247
Télécopie : (507) 315-1027
Courriel : s-cooptec@anam.gob.pa,
vasbalid@sinfo.net

Menéndez, Gonzalo
General Administrator
National Environment Authority
(ANAM)
Apartado Co843
Balboa
Ancon
Panama
Téléphone : (507) 315-0527
Télécopie : (507) 315-0663

Papouasie-Nouvelle-Guinée

Delaney, Adam Vai
First Secretary
Mission of Papua New Guinea to the
United Nations
201 East 42nd Street, Suite 405
New York, NY 10017
États-Unis
Téléphone : (1-212) 557-5001
Télécopie : (1-212) 557-5009
Courriel : png@un.int

Iamo, Wari
Director
Department of Environment and
Conservation

P.O. Box 6601
Boroko National Capital District
Papouasie-Nouvelle-Guinée
Téléphone : (675) 301-1606/301-1610
Télécopie : (675) 301-1691

Paraguay

Fassino, Miguel Angel Paredes
Ministro Secretario Ejecutivo
Secretaria del Ambiente
Presidencia de la Republica
Paraguay
Téléphone : (595-21) 615806
Télécopie : (595-21) 615807
Courriel : mparedes@seam.gov.py

Pays-Bas

van Voorst Tot Voorst, Sweder
Director
Environment and Development
Department
Ministry of Foreign Affairs
Bezuidenhoutseweg 67
P.O. Box 20061, 2500 EB
The Hague, Pays-Bas
Téléphone : (31-70) 348-4331
Télécopie : (31-70) 348-4303

Pérou

Loret de Mola, Carlos
Presidente del Consejo
National Environmental Council
(CONAM)
Av. San Borja Norte 226
San Borja, Lima 27
Pérou
Téléphone : (51-1) 255-5370
Télécopie : (51-1) 225-5369
Courriel : cldemola@conam.gob.pe

Castro, Mariano
National Environmental Council
(CONAM)
Av. San Borja Norte 226
San Borja, Lima 27
Pérou
Téléphone : (51-1) 255-5370
Télécopie : (51-1) 225-5369

Philippines

Baja Jr., Lauro
Ambassador

Philippine Mission
556 Fifth Avenue
New York, NY 10036
États-Unis
Téléphone : (1-212) 764-1300
Télécopie : (1-212) 840-8602

Gozun, Elisea G.
Secretary
Department of Environment and
Natural Resources
Visayas Avenue, Diliman
Quezon City, 1100
Philippines
Téléphone : (63-2) 929 6626
Télécopie : (63-2) 920 4352
Courriel : secgozun@denr.gov.ph

Pologne

Szymanski, Zbigniew
Director
Department of United Nations
System and Global Affairs
Ministry of Foreign Affairs
Al. Szucha 23
Warsaw 00-580
Pologne
Téléphone : (48-22) 52 39 400
Télécopie : (48-22) 62 00 217

Nowicki, Maciej
President
ECOFUND
ul. Belwederska 18A
00-762 Warsaw
Pologne
Téléphone : (48-22) 400901
Télécopie : (48-22) 400942
Courriel : ekofund@waw.pdi.net

Portugal

Caetano, Rosa
Senior Officer
Ministry of Finance
Directorate General for European and
International Affairs
Rua da Alfandega No. 5 r/c
1100-016 Lisboa
Portugal
Téléphone : (351-21) 882-3400
Télécopie : (351-21) 882-3409
Courriel : rmc@dgaeri.pt

Ferreira de Carvalho, Alexandra
Deputy Director General for
International Relations
Ministry for Environment and Land
Use Planning
Rua de « O Seculo » 51
2100-433 Lisboa
Portugal
Téléphone : (351-21) 323-2593
Télécopie : (351-21) 323-2504

R

République centrafricaine

Doungoube, Gustave
Directeur général
MEEFCP
P.O. 830
Bangui, République centrafricaine
Téléphone : (236) 614110
Télécopie : (236) 615741

Kiticki-Kouamba, Joseph
Minister of Environment
Ministère de l'Environnement, du
Développement durable et de
l'Économie sociale
B.P. 686
Bangui
République centrafricaine
Téléphone : (236) 61 56 12
Télécopie : (236) 61 56 12
Courriel : meddes@intnet.cf

République démocratique populaire lao

Visay, Xayaveth
Directeur général adjoint
Ministère de l'Environnement
Agence scientifique technique et
environnementale (STEA)
P.O. Box 2272
Vientiane
République démocratique populaire lao
Téléphone : (856-21) 213-470
Télécopie : (856-21) 213-472
Courriel : Phone@steno.gov.la

République dominicaine

Hernández, Lic. Marina
Subsecretaria de Areas Protegidas y
Biodiversidad

Dirección de Vida Silvestre y Biodiversidad
Av. Maximo Gomez, esq.
Paseo Reyes Catolicos
Santo Domingo
République dominicaine
Téléphone : (809) 472 9510
Télécopie : (809) 472 7501

République slovaque

Miklos, Laszlo
Minister
Ministry of Environment
Náanestue Stúra 1
812 35 Bratislava
République slovaque
Téléphone : (421-7) 59562306
Télécopie : (421-7) 5162457

République tchèque

Pastvinsky, Michal
Director
Department of Global Relations
Ministry of Environment
Vrsoviccka 65
100 10 Prague 10
République tchèque
Téléphone : (420-2) 67122089
Télécopie : (420-2) 67311949
Courriel : pastvinsky@env.cz

Roumanie

Bazac, Ion
Secretary of State for European
Integration
Ministry of Waters, Forests, and
Environmental Protection
B-dul Libertatii no. 12, Section 5
Code 70005, Bucharest
Roumanie
Téléphone : (40-1) 410 02 19
Télécopie : (40-1) 335 53 82

Chirila, Liliana
Counselor
Directorate of International Programmes
and Projects
Ministry of Waters, Forests, and
Environmental Protection
B-dul Libertatii no. 12, Section 5
Bucharest 70005
Roumanie
Téléphone : (40-1) 3350067

Télécopie : (40-1) 3350067
Courriel : lchirila@mappm.ro

Royaume-Uni

Davis, Adrian
Head, Environment Policy Department
Department for International
Development (DfID)
94 Victoria Street
London SW1E 5JL
Royaume-Uni
Téléphone : (44) 207 023-0534
Télécopie : (44) 207 023-0679
Courriel : a-davis@dfid.gov.uk

Parry, Glenys
DEFRA
Zone 4A, Ashdown House
123 Victoria Street
London, SW1E 6DE
Royaume-Uni
Téléphone : (44) 207 944 6201
Courriel : glenys.parry@defra.gsi.gov.uk

Rwanda

Nkusi, Laurent
Ministre des Terres, de la Réinstallation
et de l'Environnement
B.P. 3502
Kigali, Rwanda
Téléphone : (250) 82628
Télécopie : (250) 82629
Courriel : minitere@rwanda1.com

Bishangara, Cyprien
Directeur de l'Environnement
Ministère des Terres, de la Réinstallation
et de l'Environnement
B.P. 3502
Kigali, Rwanda
Téléphone : (250) 82628
Télécopie : (250) 82629
Courriel : bishangara@yahoo.fr

S

Saint-Kitts-et-Nevis

Solomon, Raymond
Ministry of Health and Environment
Pelican Mall, P.O. Box 132
Basseterre

Saint-Kitts-et-Nevis
Téléphone : (869) 465-4040
Télécopie : (869) 466-3915

Hazel, Hilary
The Planning Unit
Ministry of Finance, Development, and
Planning
P.O. Box 186, Church Street
Basseterre
Saint-Kitts-et-Nevis
Téléphone : (869) 465-2521
Télécopie : (869) 466-7398
Courriel : planningstk@caribsurf.com

Sainte-Lucie

Hunte, Julian
Ambassador
Permanent Mission of St. Lucia to the
United Nations
800 Second Ave., 9th Floor
New York, NY 10017
États-Unis
Téléphone : (1-212) 697 9360
Télécopie : (1-212) 697 4993
Courriel : stlucia@un.int

Satney, Martin
Permanent Secretary
Ministry of Physical Development,
Environment, and Housing
Graham Louisy Administrative Building
P.O. Box 709
Castries
Sainte-Lucie
Téléphone : (758) 468-4418/4419
Télécopie : (758) 452-2506
Courriel : ps@planning.gov.lc

Saint-Vincent-et-les Grenadines

Gonsalves, Ralph E.
Prime Minister
Ministry of Foreign Affairs, Tourism,
and Information
Prime Minister's Office
Saint-Vincent-et-les Grenadines
Téléphone : (784) 456-2060
Télécopie : (784) 456-2610
Courriel : svgforeign@caribsurf.com

Murray, Reynold
Environmental Services Coordinator

Ministry of Health and the Environment
Ministerial Building
Saint-Vincent-et-les Grenadines
Téléphone : (784) 485-6992
Télécopie : (784) 457-2684
Courriel : svgenv@caribsurf.com

Samoa

Pouvi, Aiono Mose
Secretary for Foreign Affairs
Ministry of Foreign Affairs
P.O. Box L1859
Apia, Samoa
Téléphone : (685) 2-3800
Télécopie : (685) 2-1504
Courriel : msa@msa.gov.ws

São Tomé-et-Principe

Monteiro de Jesus, Lourenco
INDES
B.P. 408
São Tome
São Tomé-et-Principe
Téléphone : (239-12) 22555/25734
Télécopie : (239-12) 25734
Courriel : gefamb@cstome.net

Sénégal

Dia Toure, Fatimata
Directeur
Département de l'Environnement et
des Établissements classés
Ministère de l'Environnement
23 Rue Colmette, BP 6557
Dakar-Étoile, Sénégal
Téléphone : (221) 821-0725
Télécopie : (221) 822-6212
Courriel : fdtoure@metissacana.sn

Serbie-et-Monténégro

Mihajlov, Andjelka
Minister
Ministry for the Protection of Natural
Resources and Environment
Dr. Ivana Ribara 91
New Belgrade
11070
Serbie-Monténégro
Téléphone : (381-11) 3616368
Télécopie : (381-11) 2158793
Courriel : anmi@eunet.yu

Vucinic, Boro
Minister
Ministry of Environmental Protection
and Physical Planning of Montenegro
PC Vektra
81000 Podgorica
Montenegro
Serbie-et-Monténégro
Téléphone : (381-81) 482 169
Télécopie : (381-81) 234 131
Courriel : ministar.ur.pr.@cg.yu

Seychelles

Butler-Payette, Alain
Secrétaire général
Ministère des Affaires étrangères
Maison Queau de Quinssy
Mont Fleuri, P.O. Box 656
Victoria, Mahe
Seychelles
Téléphone : (248) 283500
Télécopie : (248) 224845
Courriel : mfapese@seychelles.net

Sierra Leone

Bundu, Abass
Secretary of State
Ministry of Foreign Affairs and
International Cooperation
18 Gloucester Street
Freetown
Sierra Leone
Téléphone : (232-22) 225-787
Télécopie : (232-22) 225-615

Slovénie

Ferjancic, Emil
Head, International Relations
Ministry of Environment
Dunajska C. 48
SI - 1000 Ljubijana
Slovénie
Téléphone : (386-61) 4787 332
Télécopie : (386-61) 4787 422
Courriel : emil.ferjancic@gov.si

Soudan

Jabir, Abdel Atti
International Cooperation Directorate
Ministry of Finance and National
Economy

P.O. Box 2092
Khartoum, Soudan
Téléphone : (249) 11 771269
Télécopie : (249) 11 780115
Courriel : atti_osman@lycos.com

Awad, Nadir Mohamed
Secretary General
Higher Council for Environment and
Natural Resources (HCENR)

P.O. Box 10488
Khartoum, Soudan
Téléphone : (249) 11 784279
Télécopie : (249) 11 787617
Courriel : Nadirawad@yahoo.com

Sri Lanka

Secretary
Environment Division
Ministry of Environment and Natural
Resources
82, Rajamalwatta Road
Battaramulla
Sri Lanka
Téléphone : (94-1) 671410
Télécopie : (94-1) 671165
Courriel : forest@sri.lanka.net, ou
envecon@slt.net.lk

Suède

Thege, Per
Director
Department for Global Cooperation
Ministry of Foreign Affairs
SE-103 29 Stockholm
Suède
Téléphone : (46-8) 4052691
Télécopie : (46-8) 103807
Courriel : per.thege@environment.

Suisse

Hilber, Anton
BUWAL
Bern, CH-3003
Suisse
Téléphone : (41-31) 322-9297
Télécopie : (41-31) 323-0397
Courriel : anton.hilber@buwal.admin.ch

Suriname

Limon, Ewald
Head of Division
International Organizations
Ministry of Foreign Affairs
Gravenstraat 23-25
Paramaribo, Suriname
Téléphone : (597) 420063
Télécopie : (597) 410093/410851
Courriel : buza@sr.net

Mijnals, C.H.N.
Ministry of Natural Resources
Vigilantiestraat 24
Paramaribo, Suriname
Téléphone : (597) 439653
Télécopie : (597) 439655
Courriel : bambusi@sr.net

Swaziland

Vilakati, Jameson D.
Executive Director
Ministry of Tourism, Environment, and
Communications
P.O. Box 2652
Mbabane
Swaziland
Téléphone : (268) 46420
Télécopie : (268) 46438

Syrie

Hassoun, Imad
Deputy Minister
Ministry of State for Environmental
Affairs
Tolyani Street
P.O. Box 3773
Tolyani Damascus
République arabe syrienne
Téléphone : (963-11) 332-1902
Télécopie : (963-11) 333-5645
Courriel : env-min@net.sy

T

Tadjikistan

Shokirov, Usmon
Minister of Nature Protection
12 Bokhtar Street
734025 Dushanbe

Tadjikistan
Téléphone : (10992372) 213039
Télécopie : (10992372) 213039/211839
Courriel : shokirov@tajikistan.com

Tanzanie

Mollel, R.O.S.
Permanent Secretary
Vice President's Office
P.O. Box 5380
Dar es Salaam
Tanzanie
Téléphone : (255-22) 2113983
Télécopie : (255-22) 2113856
Courriel : makamu@twiga.com

Tchad

Magomna, Oualbadet
Ministère de l'Environnement
BP 447
N'Djamena, Tchad
Téléphone : (235) 522296
Télécopie : (235) 523839
Courriel : oualbadet@yahoo.fr

Thaïlande

Mekprayoonthong, Manop
Director
International Development Affairs
Division
Department of International
Organizations
Ministry of Foreign Affairs
Sri Ayudhya Road
Bangkok 10400
Thaïlande
Téléphone : (66-2) 643-5077
Télécopie : (66-2) 643-5071
Courriel : divo805@mfa.go.th

Suraswadi, Plodprasop
Permanent Secretary
Office of the Permanent Secretary
Ministry of the Natural Resources and
Environment
92 Soi Phahon Yothin 7
Phahon Yothin Road
Bangkok 10400
Thaïlande
Téléphone : (66-2) 298-2014
Télécopie : (66-2) 298-2659

Togo

Lawson, Latevi Akpe
Chargé d'Études
Ministère du Plan et de l'Aménagement
du territoire
B.P. 1667, Lomé
Togo
Téléphone : (228) 210141
Télécopie : (228) 223994/226212
Courriel : ekpelaw@hotmail.com

Folly, Yao Djiwonu
Ingénieur des Travaux des eaux et forêts
Directeur de la Protection et du contrôle
de l'exploitation de la flore
Ministère de l'Environnement et des
Ressources
B.P. 355
Lomé, Togo
Téléphone : (228) 214604
Télécopie : (228) 210333
Courriel : sedjame@tg.refer.org

Tonga

Cocker, J. Cecil
Minister for Environment
Department of Environment
P.O. Box 917
Nuku'alofa, Tonga
Téléphone : (676) 25050
Télécopie : (676) 25051
Courriel : min_mow@kalianet.to

Samani, Uilou
Director of Environment
Department of Environment
P.O. Box 917
Nuku'alofa, Tonga
Téléphone : (676) 25050
Télécopie : (676) 25051
Courriel : usdoe@kalianet.to

Trinité-et-Tobago

Bartholomew, Anthony
Permanent Secretary
Ministry of Public Utilities and the
Environment
Sacred Heart Building
16-18 Sackville Street
Port-of-Spain
Trinité-et-Tobago

Téléphone : (868) 625-6083
Télécopie : (868) 625-7003
Courriel : environment@tstt.net.tt

McIntosh, Dave
Chief Executive Officer
Environmental Management Authority
8, Elizabeth Street, St. Clair
Port-of-Spain
Trinité-et-Tobago
Téléphone : (868) 628-8042
Télécopie : (868) 628-9122
Courriel : ema@ema.co.tt

Tunisie

Ayari, Mohamed Fadhel
Counsellor
Tunisia Mission to the United Nations
31 Beekman Place
New York, NY 10022
États-Unis
Téléphone : (1-212) 751-7503
Télécopie : (1-212) 751-0569

Najeh, Dali
Directeur général
Coopération internationale pour
l'environnement
Ministère de l'Agriculture, de
l'Environnement et des Ressources
hydrauliques
30, rue Alain Savary
1002 Tunis
Tunisie
Téléphone : (216) 71 284 230
Télécopie : (216) 71 299 171
Courriel : dali.najeh@inat.agrinet.tn

Turkménistan

Akmuradow, M.K.
Deputy Minister
Ministry of Nature Protection
102 Kemine Street
Ashgabat 744000
Turkménistan
Téléphone : (9 9312) 35 43 17
Télécopie : (9 9312) 51 16 13

Turquie

Ekren, H. Erson
Director General

General Directorate of Foreign
Economic Relations
Undersecretariat of Treasury
Ankara, Turquie
Téléphone : (90-312) 213-6873
Télécopie : (90-312) 212-8737

Eker, Izametin
Division Chief
Republic of Turkey Prime Ministry
General Directorate of Foreign Economic
Relations
Inonu Bul., No. 36 06510
Balgat-Ankara
Turquie
Téléphone : (90-312) 2852031
Télécopie : (90-312) 2853739
Courriel : izameker@yahoo.com

Tuvalu

Petaia, L.
Acting Secretary
Ministry of Environment, Energy, and
Tourism
Vaiaku, Funafuti
Tuvalu
Téléphone : (68-8) 20-171
Télécopie : (68-8) 20-826

Nelesone, Panapasi
Secretary to Government
Office of the Prime Minister
Private Mail Bag
Vaiaku, Funafuti
Tuvalu
Téléphone : (68-8) 20-102
Télécopie : (68-8) 20 11
Courriel : sg@tuvalu.tv

U

Ukraine

Kurykin, Serhii
Minister
Environment and Natural Resources of
Ukraine
5, Khreshchatyk Street
Kyiv 01601
Ukraine
Téléphone : (380-44) 228-0644

Télécopie : (380-44) 229-8383
Courriel : mep@mep.freenet.kiev.ua

Solyanyk, Tamara
Alternate Executive Director
World Bank
MC 13-433
1818 H Street N.W.
Washington, D.C. 20036
États-Unis
Téléphone : (1-202) 458-4199
Télécopie : (1-202) 522-1572
Courriel : tsolyanyk@worldbank.org

Gritsenko, Analoliy
Deputy State Secretary
Ministry of the Environment and Natural
Resources
5 Khreshchatyk Street
Kyiv 01601
Ukraine
Téléphone : (380-44) 226-2428
Télécopie : (380-44) 229-8383
Courriel : mep@mep.freenet.kiev.ua

Uruguay

Leguizamon, Gonzalo Casa
Minister
Environmental Affairs
Ministry of Foreign Affairs
Colonia 1206
Montevideo
Uruguay
Téléphone : (598-2) 901 71 22
Télécopie : (598-2) 902 10 06
Courriel : dima36@mrree.gub.uv ou
dp@uruwashi.org

Santos, Luis A.
Direccion Nacional de Medio Ambiente
Unidad de Cambio Climatico
Rincon 422, Piso 3, Oficina 5
Montevideo
Uruguay
Téléphone : (598-2) 917-0752/0222
Télécopie : (598-2) 916-1895
Courriel : lsantos@cambioclimatico.gub.uy

V

Vanuatu

Bani, Ernest
Head, Environment Unit
Private Mail Bag 9063
Port Vila
Vanuatu
Téléphone : (678) 25302
Télécopie : (678) 23565
Courriel : environ@vanuatu.com.vu

Venezuela, République Bolivarienne du

Guglielmelli, Mario
Directorate General of International
Economy and Cooperation
Environment Unit
Ministry of External Relations
Torre M.R.E., Piso 14, Ala « A »
Esquina de Carmelitas, Caracas
Venezuela
Téléphone : (58212) 860-6657
Télécopie : (58212) 864-1662, 864-6526
Courriel : dgseci@mre.gov.ve

Nino, Luis
First Secretary
Embassy of Venezuela
1099 30th Street, N.W.
Washington, DC 20007
États-Unis
Téléphone : (1-202) 625-5649
Télécopie : (1-202) 625-5657
Courriel : missionvene@sysnet.net

Bernalette, Oscar Hernandez
Director General
International Economy and Cooperation,
Environment Unit
Ministry of External Relations
Torre M.R.E., Piso 14, Ala « A »
Esquina de Carmelitas, Caracas
Venezuela
Téléphone : (580-212) 860-6657
Télécopie : (580-212) 864-1662, 864-1611
Courriel : dgseci@mre.gov.ve

Viet Nam

Pham, Khoi Nguyen
Vice Ministre
Ministère des Sciences, de la Technologie
et de l'Environnement
39, Tran Hung Dao St.
Hanoi, Viet Nam
Téléphone : (84-4) 252-731
Télécopie : (84-4) 822-3189

Hy, Nguyen Dac
Agence nationale de l'environnement
du Viet Nam
67 Nguyen Du
Hanoi, Viet Nam
Téléphone : (84-4) 822-4422
Télécopie : (84-4) 822-3189

Y

Yémen, République du

Al-Hajjri, Abdulwahab
Ambassador
Embassy of the Republic of Yemen
2600 Virginia Ave, N.W., Suite 705
Washington, D.C. 20037
États-Unis
Téléphone : (1-202) 965-4760
Télécopie : (1-202) 337-2017

El-Mashjary, Mohamed
Chairman
Ministry of Tourism and Environment
Environmental Protection Agency (EPA)
Sana'a
République du Yémen
Téléphone : (967 1) 257572/3
Télécopie : (967 1) 257549

Z

Zambie

Kapulu, L.E.
Acting Director
Planning and Information Department
Ministry of Environment and Natural
Resources
P.O. 34011, Kwacha House, Cairo Road
Lusaka, Zambie
Téléphone : (260-1) 229416
Télécopie : (260-1) 229420
Nkowanji, K
Ag. Permanent Secretary
Planning and Information Department
Ministry of Environment and Natural
Resources
P.O. 34011, Kwacha House, Cairo Road
Lusaka, Zambie
Téléphone : (260-1) 229416
Télécopie : (260-1) 229420

Zimbabwe

Sangarwe, Margaret
Ministry of Environment and Tourism
15th Floor, Karigamombe Centre
53 Samora Machel Avenue
P. Bag 7753 – Causeway, Harare
Zimbabwe
Téléphone : (263-4) 757-881/5
Télécopie : (263-4) 757-877
Courriel : ozone@gta.gov.zw

Territories:

Autorité palestinienne

Jalala, Said
Director General
Ministry of Environmental Affairs
Palestinian National Authority
Gaza Office
Téléphone : (9707) 284-7208
Télécopie : (9707) 284-7198
Courriel : said_jalala@hotmail.com

ONG — Points de contact régionaux du FEM

POINT DE CONTACT MONDIAL POUR LES ONG

Hisas Liliana
Fundacion Ecologica Universal — FEU
Av. Corriented 1393 — 7th Floor
Buenos Aires (C1043ABA)
Argentine
Téléphone : (54 11) 4373 0552
Télécopie : (54 11) 4373 1243
Courriel : lhisas@feu999.org

AFRIQUE

AFRIQUE DE L'EST

Awotar, Rajen
Council for Development,
Environmental Studies, and
Conservation (MAUDESCO)
P.O. Box 1124
Port Louis
Maurice
Téléphone : (230) 4672565
Courriel : maudesco@intnet.mu

AFRIQUE DE L'OUEST

Nanasta, Djimingue
ENDA Tiers Monde - Programme
Energie
54, rue Carnot
BP 3370
Dakar
Sénégal
Téléphone : (221) 822 5983
Télécopie : (221) 821 7595
Courriel : energy2@enda.sn

AFRIQUE DU NORD

Bessaoud, Rachid
Association Recherche Climat
Environnement (ARCE)
BP 4250 Ibn Rochd, 31037

Oran
Algérie
Téléphone : (213) 41 42 31 16
Télécopie : (213) 41 53 07 38/41 42 58 67
Courriel : arce21@wissal.dz,
bessaoud1@wissal.dz

ASIE

PACIFIQUE

Horoï, Rex
Foundation of the Peoples of the
South Pacific International (Fiji)
6 Des Voeux Road,
GPO BOX 18006
Suva,
Fidji
Téléphone : (679) 3312 250
Télécopie : (679) 3312 298
Courriel : rex.horoï@fspi.org.fj

ASIE DE L'OUEST

Razawi, Khadija
Centre for Ecodevelopment Studies
and Applications (CENESTA)
West 10 Juybar Street, Fatemi Square
14157 Teheran
Iran
Téléphone : (98-21) 8957922
Télécopie : (98-21) 2954217
Courriel : Khadija@cenesta.org

ASIE DU SUD

Kharki, Arjun K.
Rural Reconstruction - Nepal
P.O. Box 8130, Lazimpat
Kathmandu
Népal
Téléphone : (977)1-415418/4422153
Télécopie : (977)1-418296
Courriel : akarki@rrm.org.np

EUROPE

FÉDÉRATION DE RUSSIE

Roman Pukalov
Baikal Campaign Coordinator
Greenpeace
Moscow, Novaya Bashilovka 6
Fédération de Russie
Téléphone : (7-095) 257-41-18/257-41-16
Télécopie : (7-095) 257-41-10
Courriel :
baikal.russia@diala.greenpeace.org

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

CARAÏBES

Singh, Joth
Caribbean Conservation Association
(CCA) « Chelford »
Bush Hill
The Garrison
St. Michael
Barbade
Téléphone : (246) 426 5373
Télécopie : (246) 429 8483
Courriel : execdirector@ccanet.net

MÉZO-AMÉRIQUE

Cisneros, Jesus
Oficina Regional para Mesoamérica,
Unión Mundial para la Naturaleza
(UICN-ORMA)
IUCN Mesoamerica Regional Office
P.O. Box 146-2150
Moravia
Costa Rica
Téléphone : (506) 2410101
Télécopie : (506) 2409934
Courriel : jesus.cisneros@iucn.org

AMÉRIQUE DU SUD

Rocha, German
Instituto Biodiversidad
Calle 7o No. 13-29
Bogota
Colombie
Téléphone : (571) 211773/2495336
Télécopie : (571) 2491044
Courriel :
insbiodiversidad@hotmail.com, ou
insbiodiversidad@yahoo.es

AMÉRIQUE DU NORD

Watanabe, Yoko
World Wildlife Fund
1250 24th Street, N.W.
Washington, DC 20037
États-Unis
Téléphone : (1-202) 778 9569
Télécopie : (1-202) 293 2239
Courriel : yoko.watanabe@wwfus.org

GROUPES AUTOCHTONES

Mulenkei, Lucy
Indigenous Information Network
Box 74908-00200
City Square
Nairobi
Kenya
Téléphone : (254) 273958
Télécopie : (254) 2729607
Courriel : iin@iin.co.ke

Membres du Groupe consultatif pour la science et la technologie

Dr. Julia Carabias

Chairperson, STAP
Edificio Lérida 202, Pedregal 2
Santa Teresa Contreras
Magdalena Contreras
México, 10720 D.F.
Mexique
Courriel : jcarabias@miranda.ecologia.unam.mx, copie à Célia Pigueron
cpigueron@solar.sar.net

Dr. Habiba Gitay

Vice Chairperson, STAP
Millennium Ecosystem Assessment
Capacity Building Coordinator
(visiting Fellow at the Australian
National University)
9910 Chase Hill Court
Vienna, VA 22182
États-Unis
Courriel : habiba.gitay@anu.edu.au

Dr. Cristian Samper

Director
Smithsonian Institution
National Museum for Natural History
10th & Constitution Avenue, N.W.
Suite 421
Washington, D.C. 20560-0106
États-Unis
Courriel :
samper.cristian@nmnh.si.edu

Prof. Brian Huntley

Chief Executive
National Botanical Institute
Kirstenbosch
Private Bag X7
Claremont 7735, Cape Town
Afrique du Sud
Courriel : Huntley@nbict.nbi.ac.za
laidler@nbict.nbi.ac.za

Dr. Peter J. Schei

International Negotiations Director
Directorate for Nature Management
Tungasletta 2 7005 Trondheim
Norvège
Courriel : pjs@reality.multinet.no
Peter-johan.schei@dirnat.no

Prof. Dennis Anderson

31 Northmoor Road
Oxford OX2 6UR
Royaume-Uni
Courriel : dennis.anderson@ic.ac.uk
dennis.anderson@economics.ox.ac.uk

Prof. Peter Hennicke

Acting President
Wuppertal Institute for Climate,
Environment, and Energy
Doppersberg 19, 42103 Wuppertal
Allemagne
Courriel :
Peter.hennicke@wupperinst.org
sylvia.borbonus@wupperinst.org

Dr. Anjali Rambaud-Measson Shanker

IED — Innovation Énergie
Développement
2, Chemin de la Chauderaie
69340 Francheville
France
Courriel : a.shanker@ied-sa.fr

Dr. Saleemul Huq

Director, Climate Change Programme
International Institute for
Environment and Development
3 Endsleigh Street
London WC1H 0DD
Royaume-Uni
Courriel : saleemul.huq@iied.org

Timothy O. Williams

Chief Programme Officer
(Agriculture)
Special Advisory Services Division
Commonwealth Secretariat
Marlborough House
Pall Mall
London, SW1Y 5HX
Royaume-Uni
Courriel : t.williams@commonwealth.int

Prof. Leonard Nurse

No. 26 Dairy Meadows
Holder's, St. James
Barbade 170323
Courriel : Permanent@meenr.gov.bb

Dr. Alexei Maximov

Roshydromet
Novovagan 'kovsky Street, 12
123995 Moscow
Fédération de Russie
ou
Udaltsov str., 89-83
119607 Moscow
Fédération de Russie
Courriel : umc@mecom.ru
imaximov@mecom.ru

Dr. Shinsuke Tanabe

Professor of Environmental
Chemistry and Ecotoxicology
Centre for Marine Environmental
Studies (CMES)
Ehime University
Bunkyo-cho 2-5, Matsuyama 790-8577
Japon
Courriel : shinsuke@agr.ehime-u.ac.jp

Prof. Xiao-bai Xu

Research Centre for Eco-
Environmental Sciences (RCEES)
The Chinese Academy of Sciences
P.O. Box 2871, 18 Shuang Qing Road
Beijing 100085
Chine
Courriel : xuxb@public.bta.net.cn

Prof. Anne R. Kapuscinski

Director
Institute for Social, Economic, and
Ecological Sustainability (ISEES)
University of Minnesota
186 McNeal Hall
1985 Buford Avenue
St. Paul, MN 55108
États-Unis
Courriel : ark@umn.edu
kapus001@umn.edu

Les publications du FEM

Nouvelles publications en 2004

- GEF and Small Island Developing States: How the Global Environment Facility is working with SIDS for a Sustainable Future
- Forests Matter: GEF's Contribution to Conserving and Sustaining Forest Ecosystems
- GEF Global Action on Water (Folder, Map and Fact Sheets)
- GEF and the Convention on Biological Diversity: A Strong Partnership with Solid Results

Nouvelles publications en 2003

- Le FEM – Efficace, attentif aux besoins, spécialisé*
- Quelle planète ? - Le problème dramatique de la dégradation des sols - Les répercussions omniprésentes de la dégradation des sols *
- Making a Visible Difference in Our World (GEF and protected areas)
- Keeping the Promise on Water: GEF's Contributions to Sustaining Our Planet's Ecosystems
- Working Paper 19 - The Global Environment Facility as a Pioneering Institution: Lessons Learned and Looking Ahead
- GEF in Africa: How the Global Environment Facility is Working with African States for a Sustainable Future; also available in French

Produits de caractère général

- High Priorities: GEF's Contribution to Preserving and Sustaining Mountain Ecosystems (2002)
- Biodiversity Matters: GEF's Contribution to Preserving and Sustaining the

- Natural Systems That Shape Our Lives (2002)
- GEF Policies, Operations, and Future Development (par Mohamed T. El-Ashry, directeur général et président, Fonds pour l'environnement mondial), Discours prononcé lors de la deuxième Assemblée du FEM, 16 octobre 2002, Beijing, Chine (2002)
- The GEF Roundtable Series 2002: A Contribution to the World Summit on Sustainable Development (including the brochures for GEF Roundtable on Sustainable Energy: January 2002, New York, USA; GEF Ministerial Roundtable on Financing the Environment and Sustainable Development: March 2002, Monterey, Mexico & June 2002, Bali, Indonesia; GEF Roundtable on Forests: March 2002, New York, USA; GEF Roundtable on Land, Water & Food Security: March 2002, New York, USA)
- Operational Report on GEF Projects (2002)
- The Challenge of Sustainability (2002)
- Shine a Light – vidéo de 15 minutes décrivant le travail du FEM au cours de ses dix années d'existence ; avec la voix d'Harrison Ford (2002)
- GEF Securing Livelihoods – vidéo de 15 minutes décrivant la régénération des sols des petites exploitations agricoles autour du lac Baringo au Kenya (2002)
- Forests: Here for Eternity – vidéo de 16 minutes décrivant le système de facturation des services de l'environnement au Costa Rica (2002)
- Powering Sustainable Development – vidéo de 15 minutes décrivant différentes formules d'électrification par exploitation des énergies renouvelables dans les pays en développement (2002)
- Life Support (brochure) (2001)
- New Business: Geothermal, Biomass, Wind, Fuel cells, Solar* (2001)

- Contribution du FEM au programme « Action 21 » : Les dix premières années du FEM* (2000)
- Introduction au FEM* (2000) ; existe également en allemand
- The Difference GEF Makes, 2000 Annual Report of the Global Environment Facility
- Talking Points* (quarterly); a newsletter for GEF Focal Points and NGOs
- Première Assemblée du FEM : Déclaration de New Delhi** (1998)
- Keeping the Promise (1997) ; vidéo de présentation du FEM, avec la voix d'Harrison Ford (versions de 30 mn et de 15 mn)

Publications thématiques

- Good Practices: Country Coordination and GEF (2001)
- IUCN & GEF: Partners in Conservation (2000)
- GEF Caring for Generations
- Solar Thermal Energy Comes to Rajasthan (2000) ; existe également en allemand
- Mountain Matters (2000)
- Promoting Energy Efficiency and Renewable Energy: GEF Climate Change Projects and Impacts (2000)
- Action du FEM à l'échelle mondiale dans le domaine de l'eau* (2000) ; une série de cinq brochures
- GEF Action on Biodiversity (2000)
- GEF Projects Related to Water Resources (2000)
- GEF Support for Activities to Address Climate Change (1999)
- GEF Projects with Components That Address Land Degradation (1999)
- 10 Cases of Technology Transfer (2000)
- GEF Action on Biodiversity ; carte murale (2000)
- GEF Action on International Waters ; carte murale (2000)

Stratégies et Opérations du FEM

- Operational Report on GEF Programs (mis à jour tous les ans)
- Programmes d'opérations du FEM* (1997)
- Stratégie opérationnelle du Fonds pour l'environnement mondial* (1996)
- Le cycle des projets du Fonds pour l'environnement mondial* (1995)
- Les surcoûts* (1996)
- Projets de taille moyenne* (1997)
- Cadre des activités du FEM concernant la dégradation des sols* (1996)
- Participation du public aux projets financés par le FEM* (1996)
- Règlement intérieur du Conseil du FEM* (2000)
- Règlement intérieur de l'Assemblée du FEM* (2000) ; les versions arabe, chinoise et russe seront disponibles en 2002
- Instrument pour la restructuration du Fonds pour l'environnement mondial* (1994)

Documents de travail

- Document de travail n° 10 – From Idea to Reality: The Creation of the Global Environment Facility (1994)
- Document de travail n° 11 – Environmental Indicators for Global Cooperation
- Document de travail n° 12 – Capacity Building Requirements for Global Environmental Protection
- Document de travail n° 13 – Restructuring the Global Environment Facility
- Document de travail n° 14 – The Outlook for Renewable Energy Technologies
- Document de travail n° 15 – Implications of Agenda 21 and UNCLOS for International Waters as a GEF Focal Area (1998)

Document de travail n° 16 – The Costs of Adapting to Climate Change
 Document de travail n° 17 – Financing Protection of the Global Commons: The Case for a Green Planter Contribution (2000)
 Document de travail n° 18 – Creating Income and Local Employment in a Selection of GEF Projects

Rapports régionaux

Le FEM et l'Afrique : Comment le Fonds pour l'environnement mondial travaille-t-il avec les pays africains pour bâtir un avenir viable (2001) ?
 GEF In Africa: Project Factsheets (2001)
 GEF Action in the Asia-Pacific Region: Partnerships for Sustainable Development (2001)
 GEF Action in the Asia-Pacific Region: Project Factsheets (2001)
 GEF in the Western Asia Region: How the Global Environment Facility is Working with Countries in Western Asia for Sustainable Development (2001)
 GEF in the Western Asia Region: Project Factsheets (2001)
 GEF in Latin America and the Caribbean Region (LAC): How the Global Environment Facility is Working with LAC for a Sustainable Future (2001) ; existe également en espagnol
 GEF in Latin America and the Caribbean Region (LAC): Project Factsheets (2001)
 Le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) en action dans la région Europe orientale et centrale : Des partenariats pour un développement durable (2001)
 Global Environment Facility (GEF) Action in the ECE Region: Project Factsheets (2001)

Suivi et évaluation : Documents de travail

Document de travail n° 1 – Achieving Sustainability of Biodiversity Conservation (2000)
 Document de travail n° 2 – The GEF Solar PV Portfolio: Emerging Experience and Lessons (2000)
 Document de travail n° 3 – Multicountry Project Arrangements: Report of a Thematic Review
 Document de travail n° 4 – Measuring Results from Climate Change Programs: Performance Indicators for GEF (2000)
 Document de travail n° 5 – Integrating Capacity Development into Project Design and Evaluation: Approach and Frameworks (2000)
 Document de travail n° 6 – GEF Land Degradation Linkage Study (2001)
 Document de travail n° 7 – Thematic Review of GEF-Financed Solar Thermal Projects
 Document de travail n° 8 – Contributions to Global and Regional Agreements: Review of the GEF International Waters Program
 Document de travail n° 9 – The GEF Energy-Efficient Product Portfolio

Suivi et évaluation : Rapports

Monitoring and Evaluation Policies and Procedures (2002)
 International Waters Program Study (2001)
 Biodiversity Program Study (2001)
 Examen des projets d'activités habilitantes financés par le FEM dans le domaine du changement climatique* (2000)
 Study of Impacts of GEF Activities on Phase-Out of Ozone Depleting Substances, Evaluation Report (2000) ; résumé du rapport également en russe

Évaluation intérimaire des activités habilitantes relatives à la biodiversité (1999)* Rapport d'évaluation/Résumé du rapport (1999)
 Rapport sur l'exécution des projets du Fonds pour l'environnement mondial* (1996-2001)
 Experience with Conservation Trust Funds, Evaluation Report* (1999)
 Evaluation Summary Report of Experience with Conservation Trust Funds* (1999)
 Enseignements des projets du FEM, Résumé de l'étude* (1998)
 Bilan global du fonctionnement du FEM** (1997)
 FEM : Dix ans d'existence au service de l'environnement mondial — Deuxième bilan global (2002)

Série Notes sur les enseignements du FEM

1. Building Partnerships with Communities (1998)
2. Encouraging Private Sector Involvement in GEF Projects (1998)
3. Lessons from an Integrated Conservation and Development « Experiment » in Papua New Guinea (1998)
4. Partnership with the Private Sector. Lessons from Batangas Bay, The Philippines (1998)
5. When Is Conservation Best Served by a Trust Fund? (1999)
6. Building Strategic Focus in a Conservation Trust Fund (1999)
7. The Mexican Nature Conservation Fund (1999)
8. 1998 Project Performance Report (1999)
9. Best Practices in Preparing National Biodiversity Strategies and Action Plans (1999)
10. 1999 Project Performance Report (2000)

11. Emerging Lessons from GEF Multicountry Projects (2000)
12. Participation Means Learning Through Doing: GEF's Experience in Biodiversity Conservation and Sustainable Use (2001)
13. Transforming Markets for Energy-Efficient Products: Experience and Lessons from GEF-Supported Projects
14. Best Practices in Project Monitoring and Evaluation: Lessons Learned in Manufacturing and Marketing of Energy-Efficient Products

* Disponible en anglais, espagnol et français.

** Disponible en anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe.

Copyright 2004 Fonds pour l'environnement mondial
 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, États-Unis

La présente publication peut être partiellement ou totalement reproduite sous toutes les formes à des fins éducatives ou pour toute utilisation non commerciale, sans autorisation spéciale, pour autant qu'il soit fait mention de l'origine. Le Secrétariat du Fonds pour l'environnement mondial souhaiterait recevoir un exemplaire de toute publication ayant puisé à la source du présent rapport. L'adresse ci-dessus peut être utilisée à cette fin.

La présente publication ne peut faire l'objet de revente ou de toute autre utilisation à des fins commerciales sans le consentement préalable écrit du Secrétariat du Fonds pour l'environnement mondial. Les images demeurent la propriété exclusive de leurs auteurs et ne peuvent en aucun cas être utilisées sans leur consentement écrit.



PHOTOS

Première de couverture : Owen Franken, Corbis Page 1 : Hugh Sitton, Getty Images Page 2 : Frans Lanting, Minden Pictures Page 5 : Jay Dickman, Corbis Page 6 : Claus Meyer, Minden Pictures Page 7 : Royal Society for the Conservation of Nature Page 8 : Sean Sprague, Panos Pictures Page 9 : Cris Haigh, Stone/Getty Images Page 15 : Michael Melford, Imagebank/Getty Images Page 16 : Danny Lehman, Corbis Page 17 : Corbis Page 18 : Pete Oxford, Nature Picture Library Page 19 : Gerry Ellis, Minden Pictures Page 20 : Anup Shah, Nature Picture Library Troisième de couverture : Fred Bavendam, Minden Pictures

RÉALISATION

Directrice de publication : Shirley Geer
Directrice adjointe de publication : Carollyne Hutter
Production : Rick Ludwick, Monika Lynde
Recherche : Asha Richards, Deepak Kataria
Maquette : Patricia Hord.Graphik Design
Impression : Jarboe Printing



www.theGEF.org

Pour tout renseignement complémentaire, prière de s'adresser à :

Hutton Archer
Coordonnateur principal des relations extérieures
Fonds pour l'environnement mondial
1818 H Street NW
Washington, DC 20433 États-Unis
Téléphone : 202-473-0508
Télécopie : 202-522-3240
www.theGEF.org